



**HAL**  
open science

# Une histoire de la géographie au prisme des sciences humaines

Olivier Orain

► **To cite this version:**

Olivier Orain. Une histoire de la géographie au prisme des sciences humaines : Titre de l'inédit : Pour une histoire des " sciences sociales " françaises (1944-1986). Géographie. Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2021. tel-03474715

**HAL Id: tel-03474715**

**<https://theses.hal.science/tel-03474715>**

Submitted on 10 Dec 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne**

École doctorale de géographie de Paris

**MEMOIRE D'HABILITATION A DIRIGER DES RECHERCHES  
(HDR)**

**Olivier Orain**

Chargé de recherches au CNRS

Équipe EHGO, UMR Géographie-cités

*Une histoire de la géographie au prisme des sciences humaines*

Volume 1

*Rapport de synthèse*

JURY COMPOSE DE :

**Jean-Marc Besse,**

Directeur de recherches au CNRS, Ecole doctorale de géographie de Paris

**Claude Blanckaert,**

Directeur de recherches en histoire des sciences au CNRS

**Bernard Debarbieux,**

Professeur de géographie à l'Université de Genève

**Florence Deprest,**

Professeure de géographie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, garante

**Bertrand Müller,**

Directeur de recherches en sciences sociales au CNRS

**Marcella Schmidt Müller di Friedberg,**

Professeure de géographie à l'Université de Milan-Bicocca

9 DECEMBRE 2021



Ce mémoire d'habilitation à diriger des recherches est composé de trois volumes distincts :

- un rapport de synthèse (volume 1) intitulé *Une histoire de la géographie au prisme des sciences humaines*, lequel titre donne par conséquent celui de l'ensemble de l'HDR ;
- un recueil de l'œuvre scientifique (volume 2), auquel sont annexés un ouvrage et quatre numéros de revue ;
- un « inédit & position de recherche » (volume 3) intitulé *Pour une histoire des sciences humaines et sociales : la géographie française en situation (1944-1986)*. Ses principes de composition sont explicités dans un avant-propos au volume. L'inédit proprement dit s'intitule *Pour une histoire des « sciences sociales » françaises (1944-1986)*. Il a donné lieu à un résumé figurant à la suite de l'avant-propos du volume 3.



## REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier Jean-Marc Besse, Claude Blanckaert, Bernard Debarbieux, Bertrand Müller et Marcella Schmidt Müller di Friedberg pour avoir accepté de faire partie du jury de cette habilitation à diriger des recherches. Je remercie Florence Deprest pour son accompagnement comme garante au long des six dernières années, avec le dynamisme, l'attention et la largeur de vues qui la caractérisent.

L'ensemble de ce travail n'aurait jamais vu le jour sans le soutien inlassable et les relectures de deux amis et collègues, Wolf Feuerhahn et Marie-Claire Robic. Je sais tout ce que je vous dois à de très nombreux niveaux. Je tiens également à remercier Catherine Rhein, qui non seulement a dirigé avec moi *L'Espace géographique* entre 2017 et 2020, mais m'a aussi très régulièrement aidé matériellement et moralement lors d'épreuves traversées dans les années 2016-2019. Depuis plusieurs années, Anne Bretagnolle, Florence Dureau, Évelyne Mesclier et Olivier Milhaud forment l'équipe de direction de *L'Espace géographique*. Sans ce groupe dynamique et positif, la revue aurait tout simplement fait naufrage, ou alors son directeur. Merci également à Anita Lau, pilier de la revue. À la *Revue d'histoire des sciences humaines*, Matthieu Ballandonne et Dylan Simon, puis Jean-Luc Chappey, Emanuel Bertrand, Nicolas Ginsburger et Arnaud Hurel sont venus épauler une paire de directeurs qui devaient concilier la lourdeur de la tâche avec l'achèvement de leurs HDR respectives. Je leur témoigne ici ma reconnaissance individuelle. Enfin, depuis octobre 2020, Nicolas Verdier a pris en charge la quasi-totalité des tâches de direction de l'équipe Épistémologie et histoire de la géographie (EHGO). Je tiens à lui exprimer ma reconnaissance pour cela et pour la constance avec laquelle il m'a encouragé à mettre un terme à cet exercice.

Je tiens aussi à remercier mon ami Pascal Baltzer, qui a relu le rapport de synthèse avec un œil extérieur et très avisé. Je suis très heureux que Boris Gobille, Michelle Zancarini-Fournel et Dylan Simon aient relu une version antérieure du chapitre 2 du volume 3, matrice de mon inédit. Durant ces dernières années, nombre de mes amies et amis m'ont d'une manière ou d'une autre soutenu et encouragé, soit, outre celles et ceux déjà évoqués : Florence Alazard, Bertrand Arribe, Sandrine Bénézet-Szekely, Catherine et Charles Bieswal, Céline Blairon, Frédérique Blot, Julien et Dominique Bordage-Vesin, François Borel, Helmi Borel, Laure Cellié, Yveline Déverin, Gabriel Hergault, Marc Joly, Ben Kasun, Stenka Lacanaud, Claire Le Poittevin, Géraud Magrin, Pascal Marty, Emmanuel et Janina Meillan-Kehr, Guillaume Morel, Anne Pérodeau, Carole et Philippe Petit, Jean-Christophe Peton, Jean et Martine Pilleboue, Tomás Pintos, Pierre Pistre, Olivier Reynaud, Claude Raffestin, Fabrice Ripoll, Micheline Roumegous, Philippe Ruiz, Adeline Sénéchal, Marie-Pierre Sol, Mata'i Souchon, Jean-Louis Tissier, Vincent et Raphaële Veschambre.

Merci à toutes mes étudiantes et tous mes étudiants, dont les auditoires changeants m'ont permis à la fois d'élaborer une partie de mon travail et de lui donner une forme accessible et, je l'espère, intéressante. Merci à tous mes *young padamans*, à savoir, outre ceux déjà cités, Flora Baldit, Dorian Bernadou, Clémentine Cottineau, Cécile Coudrin, Hugo Cupri, Sylvain Cuyala, Mélanie Gambino, Paul Gourdon, Nahema Hanafi, Christophe Imbert, Léonie Matuszewski, Mikhaël Naciri, Hyejoo Noh, Élise Olmedo, Matthieu Pichon, Raphaël Puig, Jean Reynès, Valentin Six, Étienne Toureille, Oriane Vilain. L'avancée de mon travail doit également beaucoup à un certain nombre d'ainé-e-s dont le soutien et les encouragements m'ont été précieux à un moment ou un autre : Benoît Antheaume, Claude Bataillon, Roger Brunet, Jean-Michel Chapoulie, Jean-Paul Deler, François Durand-Dastès, Denis Eckert, Bernard Elissalde, Christian Grataloup, Yves Guermond, Denise Pumain, Jean-Bernard Racine, Violette Rey, Christian Topalov.

Je n'oublie pas ce que je dois par ailleurs à Nathalie Saunier, Corinne Ourliac, Nicolas Colbert, Henri Roché, Loïc Mourey, Axel Durieux, Mustapha Zoubir, Mireille Peyre, Frédéric Khiami, Nicolas Mazaleyra, Cyril Maurer, Nathalie Aisenberg, Martine Dupuy, François Olivier, Nicole Pélicier. La liste aurait bien entendu pu être rallongée indéfiniment. Je m'en suis tenu à

l'essentiel. La médecine demeurant heureusement encore une affaire collective, j'ai une reconnaissance éternelle à l'égard de toutes les équipes de l'ex-Institut Claudius Regaud à Toulouse, du service de chirurgie orthopédique du CHU de la Pitié-Salpêtrière, de l'Hôpital de rééducation de Saint-Maurice et du service de pneumologie de l'hôpital de Montfermeil.

Depuis ma soutenance de thèse, plusieurs repères essentiels dans ma vie ont disparu et je voudrais leur rendre hommage. Mes parents d'abord, Ella et Dominique Orain, disparus en 2011 et 2017. Mon ami Michel Roux (1943-2009) ensuite : il a été un maître de sagesse pour moi. Sa maxime serbe, « Ce que l'homme peut, il le prend ; ce qu'il ne peut pas, il le laisse », je devrais me la faire graver dans le crâne. Plus récemment, Franck Auriac (1935-2017) nous a lui-aussi quittés. Il fut pour moi bien davantage qu'un personnage de ma thèse. J'ai une pensée également pour l'homme qui m'a appris le russe, mon professeur de la sixième à la troisième avant de devenir un ami, Michel Cellié (1947-2012). Je finirai cette rubrique par mon beau-père Christian Fouanon (1942-2019), d'une générosité extraordinaire et qui n'a jamais coupé les liens après mon divorce.

Je remercie évidemment ma famille, à commencer par mes filles, Agathe et Lucile, mon petit frère Renaud, ma « belle-sœur préférée » Natalie et mes neveux et nièces Julie, Jeanne et Benjamin. Mes oncles et tantes, cousins et cousines, ont rarement eu l'occasion de me voir depuis trente ans, mais cela n'ôte rien à mon affection à leur endroit. Depuis mai 2020, Raouïl m'accompagne à quatre pattes au quotidien, museau qui me rappelle sur terre quand trop longtemps je flotte.

## AVANT-PROPOS DU RAPPORT DE SYNTHÈSE

Dans ce rapport de synthèse, on trouvera un curriculum vitae détaillé, sous la forme d'une liste à entrées successives, sur le modèle préconisé par le CNRS pour les rapports d'activité de ses agents. Y figure également une liste de publications sous deux formes, l'une hiérarchisée, l'autre organisée de manière retro-chronologique, sans hiérarchisation. Ces éléments factuels sont repris et prolongés par une présentation discursive de ma trajectoire, qu'il m'a semblé important d'explicitier plus avant. Elle n'est pas une tentative synthétique d'interprétation du sens de mon travail, ce que j'ai plutôt essayé de faire dans le volume *Inédit & position de recherche*. Elle prend les choses de manière plus étale et discontinue, en y agrégeant des éléments qui ne relèvent pas de la recherche mais qu'il m'a semblé essentiel d'indiquer afin de mettre en perspective certaines caractéristiques de ma trajectoire. J'ai essayé d'évoquer à un moment ou à un autre la plupart de mes articles et textes publiés après 2003, en particulier ceux que je trouve significatifs.

Lecteur du *Pacte autobiographique* de Philippe Lejeune, j'ai conscience de toutes les chausse-trappes qui menacent les efforts de reconstruction de son propre passé. Le récit que l'on lira n'est ni linéaire ni exclusivement thématique. C'est en fait un produit hybride agrégeant des séquences narratives, des éléments plus résolument explicatifs, quelques montées en généralité, et des séquences descriptives qui présupposent un lecteur peu au fait de ce que j'ai écrit comme chercheur. La tentation de la littérature me semblant un écueil pour ce type d'écrit, j'ai plutôt recherché une certaine fluidité et essayé de faire simple, en tout cas nettement plus simple que dans ma production académique, malgré quelques passages davantage « techniques ». Je n'aurais jamais imaginé arriver au niveau de réécriture que m'a demandé ce récit : on écrit toujours pour des lecteurs, et celles et ceux que je m'imaginai, qu'ils soient très précisément identifiés ou génériques, m'inspiraient d'interminables remaniements. Pour autant, si je devais livrer un jour une version publiable de ce texte, il me faudrait le reprendre largement, afin notamment d'en gommer les aspects par trop énumératifs ou personnels.

Je l'ai intitulé *Une histoire de la géographie au prisme des sciences humaines* parce qu'il me semble que cela résume assez bien le sens de la majeure partie de mon travail jusqu'à présent. J'aurais préféré « au prisme de », en ce sens que je n'envisage pas les « sciences humaines » comme un bloc et que je ne mobilise ou pratique que certaines d'entre elles (l'histoire, la sociologie, la poétique, les sciences du langage, la philosophie et l'histoire des sciences). C'eût été difficilement compréhensible comme titre. De là un arbitrage entre exactitude et efficacité. Par ailleurs, comme la poétique s'est construite dans la revendication d'un examen des œuvres considérées dans leur clôture sur elles-mêmes et que la philosophie des sciences refuse souvent toute pertinence à ce que Reichenbach appelait le « contexte de découverte », je n'ai pu utiliser « sciences sociales » dans le titre, même si précisément je n'adhère pas à la posture d'un Gérard Genette ou à celle de la philosophie des sciences rationaliste au sens large. Bien au contraire, j'utilise les outils d'analyse de l'écriture et les catégories de la philosophie des sciences au service d'une compréhension qui pour sa part s'inscrit précisément dans les sciences sociales.





## SOMMAIRE

Plan général de l'HDR	p. 3
Remerciements	p. 5
Avant-propos du Rapport de synthèse	p. 7
Sommaire	p. 9
<b>Curriculum Vitae</b>	p. 11
Activités de recherche	p. 12
Formation à la recherche et Enseignement	p. 16
Divers	p. 19
Liste de publications classée	p. 21
Liste de publication par ordre chronologique	p. 25
<b>Un Itinéraire</b>	p. 29
Une désillusion productive	p. 29
Empêchements	p. 32
Une thèse	p. 36
Le deuil de l'enseignement de masse ?	p. 41
De nouveaux horizons 1 : revues scientifiques et projets éditoriaux	p. 46
De nouveaux horizons 2 : devenir historien généraliste des sciences sociales ?	p. 56
Les « années 68 »	p. 56
Une philosophie des sciences de plus en plus historicisée	p. 64
Le miroir de l' « école »	p. 66
Une histoire de la géographie diversifiée thématiquement et méthodologiquement	p. 70
Vers une histoire sociale de la géographie aux XXe et XXIe siècles	p. 70
Tenir plusieurs caps en alternance ?	p. 75
Conclusion	p. 81
Bibliographie	p. 83



## CURRICULUM VITAE

Olivier ORAIN

Né le 14 janvier 1968 à Strasbourg (Bas-Rhin)

Divorcé, 2 enfants

Chargé de recherches au CNRS

UMR 8504 Géographie-cités

Campus Condorcet / Bâtiment de recherche Sud

5, cours des Humanités

93322 Aubervilliers cedex

### 1°) Formation initiale

1978-1985 Études secondaires (en région parisienne). Baccalauréat section C.

1985-1988 Classes préparatoires littéraires au lycée Saint-Sernin (Toulouse).  
Intègre l'ENS de Fontenay-Saint-Cloud en sciences humaines en juin 1988.

1988-1992 Élève à l'ENS de Fontenay-Saint-Cloud.

1989 Licence de géographie à l'université de Paris I Panthéon-Sorbonne.

1990 Maîtrise de géographie. « L'action géographique des organisations professionnelles du vignoble de Cahors » (université de Paris I ; mention Très Bien).

1991 Agrégation de géographie.

1992 DEA « Analyse théorique et épistémologique en géographie » (P1, P7, ENS)  
Séjour de deux mois à Moscou pour un travail sur l'histoire de la géographie russe.  
Inscrit en thèse sous la direction de Marie-Claire Robic.

05/12/2003 Soutient sa thèse sous le titre *Le Plain-pied du monde. Postures épistémologiques et pratiques d'écriture dans la géographie française au XXe siècle.*

### 2°) Carrière professionnelle

1992-1993 Chargé de recherches documentaires (Paris 1 / CTHS)  
Membre associé ou titulaire de l'équipe E.H.GO depuis 1992, selon les fonctions

1993-1995 Coopérant de service national à l'Alliance française de Bahreïn (Golfe persique)

1995-1996 Chargé de recherches documentaires (Paris 1/ CTHS).

1996-2001 PRAG à l'université de Toulouse-Le Mirail

2001-2004 En détachement au CNRS (CR 1) pendant trois ans (UMR 8504)

2004-2006 PRAG à l'université de Toulouse-Le Mirail

2006-2015 Chargé de recherches au CNRS (CR 2). Affecté à l'UMR 8504 Géographie-cités  
Membre de l'équipe « Épistémologie et Histoire de la Géographie » (E.H.GO).

2010 Chargé de recherche première classe (CR1)

2014- Co-direction, avec Wolf Feuerhahn, de la *Revue d'histoire des sciences humaines*

2016-2020 Co-direction avec Catherine Rhein de *L'Espace géographique*

2018- Co-direction de l'équipe EHGO avec Nicolas Verdier

2020- Chargé de recherche hors classe

2021- Directeur de *L'Espace géographique* (assisté d'un comité de direction)

## Principaux centres d'intérêt en recherche

- 1 Épistémologie et histoire des sciences humaines (et de la géographie au premier chef)
- 2 Historiographie de Mai 1968 (et de ses « effets » supposés dans le champ scientifique)
- 3 Géographie théorique (analyse spatiale et mots emblématiques de la discipline)
- 4 Histoire culturelle de la Russie (XIX<sup>e</sup> – XX<sup>e</sup> siècles) et questions historiographiques afférentes

## Responsabilités et collaborations (hiérarchisées)

- Directeur avec Wolf Feuerhahn de la *Revue d'histoire des sciences humaines* (RHSB) depuis décembre 2013. Membre du comité de rédaction depuis décembre 2009.
- Directeur de la revue *l'Espace géographique* depuis septembre 2016, avec Catherine Rhein jusque fin 2020, à la tête d'un comité de direction depuis. Membre du comité de direction depuis 2010, du comité de rédaction depuis 2006.
- Directeur avec Nicolas Verdier de l'équipe de recherche E.H.GO (Épistémologie et histoire de la géographie), laboratoire Géographie-cités (U.M.R. 8504, dir. : Éric Denis) depuis mai 2018.
- Membre du comité de lecture de l'encyclopédie électronique en ligne *Hypergéogé* depuis la fin 2010.
- Membre du comité éditorial des Éditions de la Sorbonne depuis mai 2014.
- Membre du comité éditorial pour la refonte du dictionnaire *Les Mots de la géographie* (dirigé par Céline Rozenblat) depuis juillet 2012.
- Élu au conseil d'administration de la Société Française pour l'Histoire des Sciences de l'Homme (SFHSH) entre décembre 2007 et mai 2014, secrétaire en 2011-2014.

## Animation de la recherche

- Responsable avec Pascal Clerc, Muriel Rosemberg et Dylan Simon du séminaire « Les écritures du géographique » (lancé en janvier 2015)
- Responsable entre 2007 et 2012 du Groupe de recherche sur les épistémologies de la géographie contemporaine (GREGc)

## Organisation de colloques internationaux

- Responsable du groupe français à la conférence trilatérale de la villa Vigoni « Régimes de pouvoir global. La réception géo- et biopolitique des travaux de Friedrich Ratzel à propos d'une théorie de l'espace, en Europe du 20<sup>ème</sup> et 21<sup>ème</sup> siècle », dir. Ulrike Jureit, 2019-2022.

## Organisation de colloque et de journée d'étude

- Avec Christian Grataloup : Journée d'étude de l'Association des géographes français, *Les transformations de la géographie française au cours des années 1970 (1968-1981)*. Paris, 17 mai 2015.
- Avec Bertrand Müller : « Mai 1968, creuset pour les sciences de l'homme ? ». Colloque annuel de la Société française pour l'histoire des sciences de l'homme. Paris, 10-12 septembre 2008.

## Invitations à titre individuel dans des séminaires de recherche

- Jeudi 11 février 2016**, 15h00-17h00, EHESS, Séminaire « Faire science » (Camila Orozco-Espinel et Yann Renisio), Paris, bat. « Le France » : « Faire science en géographie (1930-1980). Perspectives transatlantiques ».
- Mercredi 20 mai 2015**, 10h00-17h00, Atelier EHESS / Archives nationales, « Comment faire l'histoire des sciences sociales ? », Pierrefitte sur Seine : « Est-il possible d'écrire l'histoire d'un auteur contemporain ? » (à propos de la publication d'un recueil d'articles de J.-C. Chamboredon, présenté par Paul Pasquali, intervention sur la « tranche » 16h00-17h00).
- Vendredi 30 janvier 2015**, 14h00-16h00, Paris, Séminaire « Histoire des sciences humaines et sociales » (Centre Alexandre Koyré) : « Les 'années 68' des sciences humaines et sociales » (Présentation du numéro 26 de la *Revue d'histoire des sciences humaines* en présence de plusieurs contributeurs au volume).
- Vendredi 12 décembre 2014**, 14h00-16h00, Paris, Séminaire du Gaddal (IHEAL) : « Les conceptions de la science en géographie »
- Vendredi 4 avril 2014**, 14h00-16h00, Paris, Séminaire du Gaddal (IHEAL) : « Faire de la géographie, entre logique disciplinaire, exigences scientifiques, spécialisation et construction d'objet ».
- Vendredi 31 janvier 2014**, 14h00-17h00, Groupe Dupont (Avignon). Avec Marie-Claire Robic : « Controverses en géographie. Perspectives d'histoire épistémologique ».
- Vendredi 18 novembre 2011**, 9h00-17h00, Séminaire ART-Dev « Sens et portée de la problématique des effets de lieu en géographie et en sciences sociales » (organisé par Catherine Sélimanovski). Discutant invité.
- Mercredi 18 novembre 2009**, 15h00 – 18H00, Séminaire Paris 8/Ladyss (Saint-Denis). Intervention intitulée « Écologie humaine. Éléments sur l'émergence plurielle d'un syntagme ».
- Vendredi 11 mai 2007**, 11H00 – 12H00, Séminaire EUGÉA (Lyon), « Les nouvelles cartes du monde ». Intervention intitulée « 30 ans de lectures critiques de la production cartographique : ce qu'une posture constructiviste peut apporter en géographie »
- Vendredi 13 janvier 2006**, 14H00 – 16H00, Centre Koyré et Société française pour l'histoire des sciences de l'homme (Paris). « Les épistémologies du géographe (1900-1990), entre conformités institutionnelles et pratiques réelles »
- Samedi 10 décembre 2005**, 9H00 – 13H00, Groupe Dupont (Avignon). « Perspectives sur l'évolution de la géographie en France depuis les années 1960 ».

## Communications dans des colloques

- Kiel (2019)** : Workshop « Histories of Quantitative Revolutions in Geography » organisé par F. Gyuris, B. Michel & A.-K. Paulus. (24-25 septembre 2019) Conférencier invité. Présentation d'une communication intitulée « The French "géographie théorique et quantitative" (1971-1996). Overview of a multi-faceted tradition's blossoming. Histories of Quantitative Revolutions »
- Liège (2018)** : Colloque « Mai 68 et les sciences sociales » organisé en l'honneur du Pr Marc Jacquemain (7 décembre 2018). Conférencier invité. Présentation d'une communication (introductive) intitulée « Les « années 68 » des sciences humaines et sociales françaises : lieux, temporalités ». Texte à paraître dans un volume de *Mélanges*.
- Paris (2018)** : Journée d'étude de la revue *Tracés*, « Ce que la revue fait aux sciences humaines et sociales » (30 mars 2018). Participation (avec Wolf Feuerhahn) à la table-ronde « La revue comme lieu de pouvoir » (9h45 – 12h00). Sur invitation. Texte publié.
- Paris (2017)** : Colloque « Norbert Elias, sociologue de la connaissance et des sciences », Centre Koyré & Laboratoire Printemps (19-20 janvier). Présentation d'une communication

- intitulée « Norbert Elias, lecteur de la controverse Lakatos-Kuhn », le 20 janvier 2017, Centre Koyré, 10h. Sur invitation.
- Saint-Dié (2016)** : Festival international de géographie (30 sept. – 2 oct.). Conférence intitulée « Renée Rochefort (1924-2010), femme et géographe des questions sociales », le 30 septembre 2016, 16h, Grand salon de l'hôtel de ville. Sur invitation.
- Moscou (2015)** : Congrès régional de l'Union géographique internationale (17-21 août 2015). Communication intitulée "Political geography, geopolitics, geography of power in XXth Century French Geography, a question of labels?" (en anglais). Présentation dans la session conjointe « histoire de la géographie et géographie politique », le mercredi 19 août 2015.
- Paris (2014)** : Colloque *Dans l'atelier des intitulés. À propos de la singularité du Collège de France*. 27-28 novembre 2014. Communication avec Marie-Claire Robic intitulée « La géographie au Collège de France (milieu XIX<sup>e</sup>-milieu XX<sup>e</sup> siècle), ou les aléas d'une inscription disciplinaire ». Sur invitation, texte publié.
- Paris (2014)** : Journée d'étude de l'Association des géographes français, *Les transformations de la géographie française au cours des années 1970 (1968-1981)*. 17 mai 2015. Communication intitulée « Les années 68 de la géographie française ».
- Albi (2014)** : Séminaire épistémologique *Approche relationnelle et Political ecology. Enjeux pour une géographie de l'environnement et du pouvoir*, 13-14 mai 2014. Conférencier invité. Communication intitulée « Claude Raffestin, une revisite dans le prisme de l'écologie humaine ». Sur invitation.
- Paris (2014)** : Colloque de la Société d'histoire et d'épistémologie des sciences du langage *Modèles et modélisations en sciences du langage, de l'homme et de la société Perspectives historiques et épistémologiques*, 24-25 janvier 2014. Conférencier invité. Communication intitulée « Le rôle du raisonnement graphique dans les modèles géographiques. Contribution à une épistémologie historique de la modélisation des spatialités humaines ». Sur invitation. Texte publié.
- Neuchâtel (2012)** : Journée d'étude *Les tentations fictionnelles du savoir*, N. Vuillemin, dir., Neuchâtel, 21 mai 2012. Conférencier invité. Communication intitulée « L'écrit des géographes : entre contraintes de réalisme et exigences savantes ». Sur invitation.
- Porquerolles (2009)** : Biennale d'histoire des théories linguistiques, *Qu'est-ce que l'historicité des idées linguistiques ?*, S. Archaimbault et C. Puech, dir., Porquerolles, 31 août – 5 septembre 2009. Conférence intitulée « Les pratiques de l'histoire de la géographie en France depuis 1969 » (1<sup>er</sup> septembre 2009). Sur invitation.
- Paris (2008)** : Colloque *Mai 68, creuset pour les sciences de l'homme ?*, B. Müller et O. Orain (dir.), Paris, Centre Malher, 10-12 septembre 2008. Allocution introductive au colloque intitulée : « De la légende dorée à la série noire : la construction des mythes universitaires sur l' « influence de Mai-68 » ». Cinq textes publiés depuis.
- Toulouse (2003)** : Journée « Rencontres entre mathématiques appliquées et sciences de l'homme », B. Jouve et S. Mercier, dir., 8 avril 2003. Présentation d'une communication orale intitulée : « L'émergence de préoccupations « quantitativistes » dans la géographie française (1960-1980) : circonstances, formes et résistances ».
- Rennes (1999)** : Colloque « Rennes (1899-1999). La fondation des laboratoires de géographie et la figure d'Emmanuel de Martonne », G. Baudelle, J.-P. Marchand et M.-C. Robic (dir.), Rennes, Institut de géographie, 4-6 novembre 1999. Présentation d'une communication orale intitulée : « Emmanuel de Martonne, constructeur de l'orthodoxie implicite de l'écriture post-vidalienne ? » Texte publié.
- Cerisy (1999)** : Colloque *Logique de l'espace, esprit des lieux*, J. Lévy et M. Lussault (dir.), Cerisy, 21-26 septembre 1999. Intervention orale intitulée : « Pour une histoire des pratiques scripturaires de la géographie » dans l'atelier « Le fil de l'histoire (continuités et discontinuités de la géographie) ». Texte publié.

**Poitiers (1999)** : Colloque interdisciplinaire Représentation(s), G. Ferréol (dir.), Poitiers, Maison des sciences de l'homme et de la société, 5-7 mai 1999. Présentation d'une communication orale intitulée : « Le plain-pied du monde. Évolution du statut du référent dans la géographie humaine française au XX<sup>e</sup> siècle ».

**Sion (1997)** : Colloque international Géographie(s) et langage(s) : interface, représentation, interdisciplinarité, G. Nicolas, J.-P. Ferrier et M.-C. Robic, dir., Institut universitaire Kurt Bösch, Sion, Suisse, 11-12 septembre 1997. Présentation d'une communication orale intitulée : « Les motivations du discours géographique. Contribution à une étude textuelle des écrits des géographes postvidaliens ». Texte publié.

## **Intervention dans des séminaires de l'équipe EHGO et de l'UMR 8504 (Paris)**

### **Avril 2017**

*Sur les écritures de Roger Brunet*, avec Muriel Rosemberg (séminaire « écritures du géographique »)

### **Mars 2017**

*Espace, géographie, écriture* (séminaire « écritures du géographique »)

### **Septembre 2015**

*Géographie politique, géopolitique, géographie du pouvoir au XX<sup>e</sup> siècle, une réflexion sur des opérations d'étiquetage*

### **Janvier 2015**

*Trajectoire des équipes (PARIS, EHGO, Géophile, CRLA) et de Géographie-cités*

### **Décembre 2014**

*Claude Raffestin, l'écologie humaine pour programme*

### **Octobre 2010**

*Ce que Mai 68 a fait à la géographie française*

### **Mai 2010**

*Un programme de recherche pour étudier les épistémologies de la géographie contemporaine*, avec Fabrice Ripoll

### **Novembre 2006**

*Les géographes et les démarches cliniques*

### **Février 2004**

*Pour une sémantique historique de « géographie sociale »*, avec Marie-Pierre Sol

### **Décembre 2002**

*La géographie française dans le prisme kubnien*

### **Mai 2002**

*Roger Brunet et la « nouvelle géographie » : convergences et singularité*

### **Avril 2001**

*Compte-rendu de l'ouvrage de Jean-Michel Chapoulie, La tradition sociologique de Chicago. 1892-1961, Paris, Le Seuil, 2001*

### **Juin 2000**

*Le rôle de valeurs pré-constructivistes dans la remise en question de la géographie classique française (années 1970 – années 1990)*

### **Mai 1998**

*Géographie et réalisme*

### **Mars 1997**

*La quadrature d'un concept : organisation de l'espace*



## ACTIVITÉS DE FORMATION À LA RECHERCHE ET D'ENSEIGNEMENT

### Direction de thèses (en cours)

Hugo CUPRI, *Les géographes et le politique. La géographie française face à une catégorie fluctuante (1880-2000)*, Paris 1, thèse de doctorat sous la direction de Florence Deprest et Olivier Orain, sujet déposé en octobre 2021.

Jean REYNÈS, *Pauvreté et précarité dans les espaces ruraux de moyenne montagne*, Paris 1, thèse de doctorat sous la direction de Florence Deprest et Olivier Orain, sujet déposé en octobre 2017.

Matthieu PICHON, *Les géographes et l'action publique urbaine*, Paris 1, thèse de doctorat sous la direction de Gilles Palsky, sujet déposé en octobre 2014.

### Direction ou encadrement de thèses (soutenues)

Dylan SIMON, *Les inscriptions savantes de Maximilien Sorre (1880-1962) entre conformation et singularisation dans le champ de la géographie*, Paris 1, thèse de doctorat sous la direction de Jean-Marc Besse et Olivier Orain, thèse soutenue le 28 novembre 2017.

Sylvain CUYALA, *Les petits mondes de la géographie théorique et quantitative (années 1970-2000). Analyse structurale des réseaux et étude des productions d'un mouvement hétérogène et transnational*. Paris, université de Paris 1, thèse de doctorat sous la direction de Denise Pumain et Marie-Claire Robic, soutenue le 8 octobre 2014.

Pierre PISTRE, *Gentrification, paupérisation et vieillissement dans les espaces ruraux français (1962-2006)*. Paris, université de Paris 7, thèse de doctorat sous la direction de Catherine Rhein, soutenue le 7 décembre 2012.

### Formation à la recherche : encadrement de mémoires de M2 et de M1 et de projets de thèse

Valentin SIX, *Paris 1, Paris 4 et Paris 7 : trois « écoles » de géographie ? Explorer les cheminements de trois géographies universitaires ex-sorbonniennes de 1968 à nos jours*, Paris, université de Paris 1, Mémoire de recherche (M2), sous la direction d'Olivier Orain, juin 2021.

Hugo CUPRI, *Les Géographes et le politique*, Paris, université de Paris 1, projet de thèse (M2), sous la direction d'Olivier Orain, septembre 2020.

Raphaël PUIG, *Le politique et la répartition de la pauvreté dans la ville. Une étude diachronique des politiques de logement dans les communes des Hauts-de-Seine depuis la fin des années 1980*, projet de thèse (M2), sous la direction de Catherine Rhein et Olivier Orain, septembre 2019.

Léonie MATUSZEWSKI, *Lieux et organisation sociale des vogueurs à Paris: l'hyppisation du voguing*, Paris, université de Paris 1, mémoire de master (M1) sous la direction d'Olivier Orain, juillet 2019.

Hugo CUPRI, *Les thèmes politiques dans la géographie française des années 1945-1981*, Paris, université de Paris 1, mémoire de master (M1) sous la direction d'Olivier Orain, juillet 2019.

Jean REYNÈS, *Pauvreté et précarité dans les espaces ruraux de faible densité*, Paris, université de Paris 1, projet de thèse (M2) sous la direction d'Olivier Orain, juin 2017.

Ophélie LEVERBE, *Les géographes et la catégorie de « patrimoine » : histoire et sociologie d'une appropriation*, U. Paris 1, mémoire de master (M1) sous la direction d'Olivier Orain, juillet 2017.

Roxane FOROUGHMAND, *La célébration de Nowruz à Los Angeles : l'affirmation de la communauté iranienne dans l'espace public du comté californien*, U. Paris 1, mémoire de master (M1) sous la direction d'Olivier Orain et Nader Vahabi, juin 2017.

- Lola DEÏ-TOS, *Étude des usages contemporains du concept de wilderness dans les publications francophones en sciences humaines et sociales*, Paris, U. Paris 1, mémoire de fin de cycle (M2), sous la direction d'Olivier Orain, septembre 2016.
- Hyejoo NOH, *Les spatialités d'une déviance du genre : le tabagisme féminin en Corée du Sud et ses stratégies d'évitement de la vindicte publique*, Paris, U. Paris 1, mémoire de master (M1) sous la direction d'Olivier Orain, septembre 2016.
- Jean REYNÈS, *Faire avec l'isolement en espace de faible densité : les hommes seuls dans le Nord-Aveyron*, U. Paris 1, mémoire de master (M1) sous la direction d'Olivier Orain et Pierre Pistre, juin 2016.
- Oriane VILAIN, *La mise en récit des régions frontalières tchéco-allemandes de Bohême dans les romans tchèques de la période communiste*, Paris, université de Paris 7, mémoire de fin d'études (M2), sous la direction d'Olivier Orain et Claude Grasland, septembre 2015.
- Mickaël SOUSA, *Construction sociale d'un quartier gay à Lisbonne : entre pratiques et représentations d'un espace*, Paris, U. Paris 1, mémoire de master (M1) sous la direction d'Olivier Orain, juin 2015.
- James VINDEK, *Diffusion d'une perspective qualitative et rapports sociaux de production dans l'aire de production du thé de Darjeeling*, Paris, université de Paris 1, mémoire de master (M1) sous la direction d'O. Orain, juin 2015.
- Matthieu PICHON, *Les géographes et l'action publique urbaine*, Projet de thèse sous la direction d'Olivier Orain et de Catherine Rhein, Paris, université de Paris 1, juin 2014.
- Mikhaël NACIRI, *La réception de l'œuvre de David Harvey en France (1969-2013)*, Paris, université de Paris 1, juin 2013, mémoire de master (M1) sous la direction d'Olivier Orain.
- Matthieu PICHON, *Un tournant « représentationnaliste » dans la géographie urbaine (1970-1990) ?*, Paris, université de Paris 1, juin 2013, mémoire de master (M1) sous la direction d'Olivier Orain.
- Sylvain CUYALA, *Le référent allogène dans la géographie française contemporaine. L'étranger et les autres disciplines dans les Annales de géographie durant la période 1945-1984*, Paris, U. de Paris 1, septembre 2007, mémoire de master (M1) sous la direction de Marie-Claire Robic et Olivier Orain.
- Pierre PISTRE, *La contestation face à une grande infrastructure de transport, l'exemple du second aéroport toulousain dans les cantons de Grenade et Verdun-sur-Garonne*, Toulouse, U. de Toulouse-le Mirail, septembre 2006, mémoire de master (M1) sous la direction d'Olivier Orain et Fabienne Cavallé.
- Mélanie FOULON, *L'évolution des thématiques urbaines en trente ans de parution d'une revue : le cas de L'Espace géographique (1972-2002)*, Toulouse, UTM, septembre 2003, mémoire de maîtrise sous la direction d'Olivier Orain et Michel Roux.
- Laurent NOCCO, *Europe centrale, Europe de l'Est, Europe médiane : étude d'un objet régional flou dans la géographie française au XX<sup>e</sup> siècle*, Toulouse, UTM, septembre 2002, mémoire de maîtrise sous la direction d'Olivier Orain et Michel Roux.
- Mélanie GAMBINO, *Le concept de faible densité de population : éléments théoriques pour une application en Irlande*, Toulouse, UTM, mémoire de DEA (ESSOR) sous la direction d'Olivier Orain et Philippe Sahuc, septembre 2002.
- Mélanie GAMBINO, *La faible densité en Irlande : contrainte ou simple cadre de vie ?*, mémoire de maîtrise (bénéficiant d'une bourse ERASMUS) sous la direction d'Olivier Orain et du Prof. Desmond Gillmor (Trinity College Dublin), Toulouse, UTM, septembre 2001.
- Claude CHARLES, *Dynamique des acteurs professionnels et processus de territorialisation. Le cas de vignobles riverains du Tarn (Gaillac et Côtes du Frontonnais)*, mémoire de maîtrise sous la direction d'Olivier Orain, Toulouse, UTM, septembre 2000.
- Anne BIAU, *Périurbanisation. Objet et formes géographiques*, mémoire de maîtrise sous la direction d'Olivier Orain, Toulouse, UTM, septembre 1999.
- Véronique BAPTISTE, *L'identité communale à l'épreuve de la périurbanisation. Une approche statistique et de géographie sociale. Le cas de l'espace péri-urbain de Rodez*, mémoire de maîtrise sous la direction de Hélène Guétat-Bernard et O. Orain, Toulouse, UTM, septembre 1999.
- Emmanuel MEILLAN, *L'objet « vignoble » dans la géographie classique française*, mémoire de maîtrise sous la direction de Marie-Claire Robic et Olivier Orain, Paris, U. de Paris I, juin 1997.
- Anthony-Jean COLOMBANI, *Fiction littéraire et écriture du territoire. Des exemples corses*, mémoire de maîtrise sous la direction de Marie-Claire Robic et Olivier Orain, Paris, U. de Paris I, juin 1997.

## Enseignements

### Depuis 2010, Master « Géoprisme » (Universités Paris 1 / Paris 7)

1/ M1 : Cycle de conférences « Les conceptions de la science en géographie » (4 heures de CM en amphî), « Espace *vs* territoire. Les approches des spatialités humaines en géographie » (2 à 4h de CM en amphî), « Du milieu au territoire. Les approches de l'individualité géographique à l'aune d'une écologie humaine » (2 h de CM en amphî) et « Genres et sexualités en géographie » (*idem*).

2/ M2 Géoprisme : coordination et cours généraux (12 h) du module « Géographies contemporaines » (sur un total de 18 h de CM) : 1/Introduction, 2/La « nouvelle géographie », moment historique ? (2 séances), 3/Une géographie « spatialiste » ? Examen des processus de cristallisation et d'internationalisation d'un paradigme scientifique, 4/La géographie sociale, courant, réseau, mouvement ?, 5/Territoire. Analyse d'un processus d'émergence.

3/ M2 Géoprisme : cours (18 h de CM) intitulé « Introduction à l'épistémologie » : 1/Prologue et Introduction, 2/Une « révolution scientifique » au XVII<sup>e</sup> siècle ? Empirisme et induction, 3/Scepticisme ou naturalisme ? David Hume, 4/Positivismes (Comte, Stuart-Mill, Mach, le Cercle de Vienne, W.V.O. Quine), 5/Le rationalisme expérimentaliste (Popper, Lakatos), 6/Le Structuralisme kuhnien, 7/Sociologies des sciences (Merton, Bloor, Latour & Callon, M. Pollak), 8/Réalismes et constructivismes (Searle, Thiercelin, Putnam, Goodman, Rorty), 9/Des spécificités des sciences de l'homme et du social (Hacking, Dilthey, Rickert, Weber, Ricœur, Passeron, Ginsburg)

4/ M2 Géoprisme : cours « Textes et images en géographie » (4 à 12 h de CM selon les années). Travail sur des textes classiques et contemporains.

### Entre 2006 et 2010, Master Carthagéo-recherche (Universités Paris 1 / Paris 7)

M1 : Cycle de conférences « Réalisme, Positivismes, Constructivismes » (2007-2009)

M2 Carthagéo recherche : implication variable selon les années dans les modules :

\* « Textes et images » (4 à 8 séances de 2 heures)

\* « Initiation à la philosophie des sciences » (5 à 10 séances de 2 heures)

\* « Histoire de la géographie » (2009)

\* « Moments, contextes, concepts » (2006-2007)

### Entre 2003 et 2006 et 1996 et 2001, PRAG à l'université de Toulouse le Mirail (384 h/an)

Principaux domaines d'enseignement :

- Géographie rurale (1996-2006) : cours, TD et formation à la recherche (y compris stages de terrain)

- Géographie de la Russie et des pays proches (1996-2006) : cours et TD

- Préparation aux concours (tutorat 1996-2006, cours occasionnels de 1997 jusqu'en 2006)

- Histoire et épistémologie de la géographie (1997-2006) : cours et TD

- Philosophie des sciences (1997-2006) : cours magistraux

- Initiation à l'analyse spatiale (1997-2006) : cours et TD

- Géographie urbaine (2001-2006) : cours et TD

### En 1995-1996 et 1992-1993, Chargé de recherches documentaires à l'université Paris 1 (96 h /an)

- TD de licence (L3) en Géographie rurale (1992-1993 et 1995-1996) : 12 séances de 2h en relation avec le cours magistral (Michel Grosse en 1992-1993, Jean-Pierre Fruit en 1995-1996)

- Initiation à la géographie, TD de 1<sup>ère</sup> année de DEUG histoire, 1<sup>er</sup> semestre 1992-1993

## BLOG, ÉMISSIONS DE RADIO

**Responsable du blog « Esprit critique »** (<http://www.esprit-critique.net/>)

**Lundi 9 mars 2015, Fréquence protestante**, émission « La Revue des revues » de Brice de Villers à l'occasion de la sortie du n° 26 de la *RHSH*.

**Vendredi 21 mars 2008, France inter**, invité de l'émission « La Tête au carré » de M. Vidard, 14h05-15h00, dans le cadre de la « semaine Mai 1968 » de la chaîne, pour parler de « ce que Mai 1968 a fait aux sciences ».

**Jeudi 2 février 2006, France culture**, émission « La nouvelle fabrique de l'histoire » d'E. Laurentin, 9H05-10H00, avec J. Lévy, J.-R. Pitte et M.-C. Robic, dans le cadre d'une semaine consacrée à la géographie à l'occasion des 30 ans de la revue *Hérodote*, émission spéciale sur l'historiographie de la géographie.



## LISTE COMPLÈTE DES PUBLICATIONS (CLASSÉES)

### 1°) Ouvrage de recherche

- Orain, O., *De plain-pied dans le monde. Écriture et réalisme dans la géographie française au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, L'Harmattan, « Histoire des sciences humaines », 2009, 427 p.

### 2°) Direction d'ouvrage / d'un numéro de revue scientifique

- Orain, O., Robic, M.-C., 2021, dir., « Mai-Juin 68, une anamnèse », dossier, *L'Espace géographique*, 2020/1, p. 1-72.
- Feuerhahn, W. & Orain, O. (dir.), 2019, « Chemins de traverse. Nouveaux lieux, nouveaux chantiers » (dossier), *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 34.
- Orain O. & Marcel, J.-C. (dir.), 2018, « Penser par écoles » (dossier), *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 3.
- Orain, O., 2015, « Les « années 68 » des sciences humaines et sociales » (dossier), *Revue d'histoire des sciences humaines*, 2015, n°26.

### 3°) Articles de recherche dans des revues à comité de lecture et contributions à des ouvrages de recherche

- Orain, O., 2021, "A Social History of Quantitative Geography in France from the 1970s to the 1990s. An overview of the blossoming of a multi-faceted tradition". In: Gyuris F., Michel B., Paulus A.-K. (eds). *Histories of Quantitative Revolutions in Geography*, London-New-York: Routledge, à paraître.
- Feuerhahn, W. & Orain, O., 2019, « La revue, un lieu de contestation ? », *Tracés, Revue de Sciences humaines*, #18 | 2018, p. 35-47.
- Orain, O., 2018, « Les Écoles en sciences de l'homme : usages indigènes et catégories analytiques », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 32, printemps 2018, p. 7-38.
- Orain, O., 2015, « Les « années 68 » des sciences humaines et sociales », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n°26, p. 9-16.
- Orain, O., 2015, « Mai-68 et ses suites en géographie française », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n°26, p. 209-242.
- Orain, O., 2015, « Une fertilisation paradoxale ? Bilan historiographique de l'incidence de Mai 68 sur les transformations des sciences de l'homme et de la société dans les années 1960-1970 », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n°26, p. 243-294.
- Orain, O., 2015, « À propos de « Propositions destructives » », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n°26, p. 305-311.
- Orain, O., 2009, « Écrire sur 68 en spécialiste, tournant ou accomplissement ? », *Genèses*, n° 76, sept., p. 137-156.
- Orain, O., Sol, M.-P., 2007, « Les géographes et le travail collectif. La recherche coopérative sur programme à l'œuvre », *La Revue pour l'histoire du CNRS*, n° 18, automne 2007, p. 11-14.
- Orain, O., 1996, « La géographie russe (1845-1917) à l'ombre et à la lumière de l'historiographie soviétique », *L'Espace géographique*, n° 3, p. 217-232.

### 4°) Articles dans des revues sans comité de lecture, articles de synthèse, préfaces et contributions à des ouvrages de synthèse

- Orain, O. 2021, « Préface. Maximilien Sorre et vingt mille savants français », dans D. Simon, *Max Sorre, une écologie humaine. Penser la géographie comme science de l'homme*, Paris, éditions de la Sorbonne, p. 7-13.

- Orain, O., 2011, « La Fabrique d'un livre : réponse et discussion », *Géocarrefour*, vol. 86, n° 3-4, p. 237-242.
- Orain, O., 2006, « La géographie comme science. Quand « faire école » cède le pas au pluralisme » dans M.-C. Robic, dir., *Couvrir le monde. Un grand XX<sup>e</sup> siècle de géographie française*, Paris, Ministère des affaires étrangères, Association pour la diffusion de la pensée française (ADPF), p. 81-115.

5°) *Communications à des colloques (publiées), congrès, symposiums*

- Orain, O., 2020, « Croissance et métamorphose des « sciences sociales » en France pendant et après l'épisode contestataire des « années 68 », dans B. Frère (dir.), *Mai 68 et les sciences sociales : la lutte continue. Hommage à Marc Jacquemain*, Liège, Presses universitaires de Liège, « Sciences politiques et sociales », p. 35-57.
- Orain, O., Robic, M.-C., 2017, « La géographie au Collège de France (milieu XIX<sup>e</sup>-milieu XX<sup>e</sup> siècle), ou les aléas d'une inscription disciplinaire » dans W. Feuerhahn, dir., *La Politique des chaires au Collège de France*, Paris, Les Belles Lettres, « Docet omnia », p. 435-480.
- Orain, O., 2016, « Le rôle de la graphique dans la modélisation en géographie. Contribution à une histoire épistémologique de la modélisation des spatialités humaines », dans C. Blanckaert, J. Léon, D. Samain, dir., *Modélisations et sciences humaines. Figurer, interpréter, simuler*, L'Harmattan, « Histoire des sciences humaines », p. 215-268.
- Orain, O., 2001, « Emmanuel de Martonne, figure de l'orthodoxie épistémologique postvidalienne ? » dans G. Baudelle, M.-V. Ozouf-Marignier et M.-C. Robic, dir., *Géographes en pratiques (1870-1945). Le terrain, le livre, la Cité.*, P. U. de Rennes, p. 289-311.
- Orain, O., 2000, « Les “ postvidaliens ” et le plain-pied du monde. Pour une histoire de la géographie », dans J. Lévy & M. Lussault, dir., *Logiques de l'espace, esprit des lieux. Géographies à Cerisy*, Belin, coll. « Mappemonde », p. 93-109.
- Orain, O., 1999, « Les motivations du discours géographique. Contribution à une étude textuelle des écrits des géographes postvidaliens », dans G. Nicolas, dir., *Géographie(s) et langage(s) : interface, représentation, interdisciplinarité*, Institut universitaire Kurt Bösch, Sion, Suisse, p. 155-169.

6°) *Autres : interventions brèves, cours, entretiens, éditoriaux*

ÉDITORIAUX, TEXTES BREFS, NÉCROLOGIES

- Orain, O. 2021, « Mai-Juin 68, l'Espace géographique et la mémoire d'une communauté », *L'Espace géographique*, 2020/1, p. 1-4.
- Feuerhahn, W., Orain, O., 2020, « Géographies académiques pour temps de crise », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 36, p. 5-6.
- Orain, O., 2020, « Grandes étapes des réformes de l'enseignement supérieur et de la recherche en France 1968-2020 », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 36, p. 201-204.
- Collectif, 2019, « Revue en lutte », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 35, p.5-7.
- Feuerhahn, W., Orain, O., 2019, « Pour une histoire inclusive des sciences humaines et sociales / For an inclusive history of the humanities and social sciences », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 34, p. 7-14.
- Feuerhahn, W., Orain, O., Bertrand, E., Blanckaert, C., Ginsburger, N., Gouarné, I., Hirsch, T., Keck, F., Laurière, C., Müller, B., Rabault-Feuerhahn, P., Simon, D., Trochu, T., 2019, « Un Monde passionnant et incertain. Table ronde sur l'histoire des sciences humaines et sociales », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 34, p. 197-244.
- Orain, O., « Franck Auriac (1935-2017) », *Blog Esprit critique*, 2018.
- Orain, O., « Nature, environnement et géographie (appel à texte) », *L'Espace géographique*, 2017, 46/ 3, p. 231-234.
- Orain, O., Rhein, C., « Convictions » (éditorial), *L'Espace géographique*, 2017, 46/ 1, p. 1-3.

- Orain, O., « Tentative d'épuisement d'une conférence parisienne », *L'Espace géographique*, 2015, 44/4, p. 345-348.
- Feuerhahn, W., Orain, O., « Éditorial », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 2015, n° 26, p. 5-6.

#### PUBLICATIONS PÉDAGOGIQUES

- Orain, O., « La géographie française face à la notion d'échelle. Une approche par les significations et les contenus épistémologiques », Cours C.N.E.D. dans le cadre de la question d'agrégation *Échelles et temporalités en géographie*, fascicule II, Vanves, CNED, 2004, p. 2-24.
- Orain, O., « Démarches systémiques et géographie humaine », Cours C.N.E.D. dans le cadre de la question d'agrégation *Déterminisme, possibilisme, approche systémique : les causalités en géographie*, sous la direction de M.-C. Robic, fascicule III, Vanves, CNED, 2001, p. 1-64.

#### ARTICLES DE DICTIONNAIRE

- Orain, O., 2020, « Constructivisme », dans Collectif, *Dictionnaire critique de l'Anthropocène*, Paris, CNRS éditions, p. 204-207.
- Orain, O., « Sorre, Maximilien (1880-1962) », dans J. Lévy et M. Lussault, dir., *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, p. 834-835.
- Orain, O., « Réalisme », *Hypergééo*, encyclopédie en ligne, 2007. [<https://www.hypergeo.eu/spip.php?article392>]
- Orain, O., « Constructivisme », *Hypergééo*, encyclopédie en ligne, 2007. [<https://www.hypergeo.eu/spip.php?article407>]

#### ENTRETIENS RÉALISÉS POUR UNE REVUE À COMITÉ DE LECTURE

- Feuerhahn, W., Orain, O., « Qui gouverne la science ? Langage et acteurs des politiques de la recherche et de l'enseignement supérieur en France. Entretien avec Christian Topalov », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 36, automne 2020, p. 205-220.
- Feuerhahn, W., Orain, O., « Depuis Chicago : Le regard de Jean-Michel Chapoulie sur une tradition qui n'a pas fait école », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 32, printemps 2018, p. 171-193.
- Feuerhahn, W., Orain, O., « Qu'est-ce que le *spatial turn* ? Table-ronde avec Jean-Marc Besse, Pascal Clerc et Marie-Claire Robic », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 30, printemps 2017, p. 205-238.
- Orain, O., Robic, M.-C., « Nicole Mathieu, un itinéraire en interdisciplinarité », *La Revue pour l'histoire du CNRS*, n° 18, automne 2007, p. 29-33.

#### SYNTHÈSE POUR UN WORKSHOP PUBLIÉE DANS DES ACTES DE COLLOQUE

- « Quels apports de la géographie aux mondes de demain ? », dans Géopoint 2006, *Demain la géographie. Permanences, dynamiques, mutations : pourquoi ? Comment ?*, p. 423-431, spéc. 423-425.

#### COMPTES RENDUS

- « Le Mai 68 des historiens entre identités narratives et histoire orale d'Agnès Callu », *Revue d'histoire des sciences de l'homme*, n° 23, p. 243-248.
- « Géographes. Génération 1930 de Claude Bataillon », *Revue d'histoire des sciences de l'homme*, n° 23, p. 237-239.
- « Ex-URSS, un renouvellement des savoirs », (compte rendu du livre de R. Brunet, D. Eckert, V. Kolossov et alii, *Atlas de la Russie et des pays proches*, Montpellier / Paris, GIP Reclus / La Documentation française, 1995), *L'Espace géographique*, 1997, n° 1, pp. 92-94.



## TRAVAUX ACADÉMIQUES

- *Le plain-pied du monde. Postures épistémologiques et pratiques d'écriture dans la géographie française au XX<sup>e</sup> siècle*, thèse de doctorat sous la direction de Marie-Claire Robic, Paris, université de Paris I Panthéon Sorbonne, 2003, 405 p.
- *La géographie russe pré-révolutionnaire. Rapport de stage en Russie*, Paris, DEA ATEG, juin 1992, 64 p. (dont 20 pages de bibliographie).
- *Référent littéraire et littérarité dans la géographie française au XX<sup>e</sup> siècle*, mémoire de DEA, Paris, DEA ATEG, juin 1992, 25 p.

## Publications en ligne

- Blog « Esprit critique » (55 publications en ligne dont 18 articles)  
<http://esprit-critique.over-blog.fr/>
- « Une clinique par les formes », actes pour le Géopoint 2004, *La Forme en géographie*, 4 p.  
[http://halshs.archives-ouvertes.fr/view\\_by\\_stamp.php?label=GEOGRAPHIE-CITE&langue=fr&action\\_todo=view&id=halshs-00114911&version=1](http://halshs.archives-ouvertes.fr/view_by_stamp.php?label=GEOGRAPHIE-CITE&langue=fr&action_todo=view&id=halshs-00114911&version=1)
- « Réalisme »  
[http://www.hypergeo.eu/article.php3?id\\_article=392](http://www.hypergeo.eu/article.php3?id_article=392)
- « Constructivisme »  
[http://www.hypergeo.eu/article.php3?id\\_article=407](http://www.hypergeo.eu/article.php3?id_article=407)

## PUBLICATIONS PAR ANNÉE

### 2021

- Orain, O., 2021, "A Social History of Quantitative Geography in France from the 1970s to the 1990s. An overview of the blossoming of a multi-faceted tradition". In: Gyuris F., Michel B., Paulus A.-K. (eds). *Histories of Quantitative Revolutions in Geography*, London-New-York: Routledge, à paraître.
- Orain, O. 2021, « Préface. Maximilien Sorre et vingt mille savants français », dans D. Simon, *Max Sorre, une écologie humaine. Penser la géographie comme science de l'homme*, Paris, éditions de la Sorbonne, p. 7-13.
- Orain, O., Robic, M.-C., 2021, dir., « Mai-Juin 68, une anamnèse », dossier [[En ligne](https://www.cairn.info/revue-espace-geographique-2020-1.htm) : <https://www.cairn.info/revue-espace-geographique-2020-1.htm>], *L'Espace géographique*, 2020/1, p. 1-72.
- Orain, O. 2021, « Mai-Juin 68, l'Espace géographique et la mémoire d'une communauté » [[En ligne](https://www.cairn.info/revue-espace-geographique-2020-1-page-1.htm) : <https://www.cairn.info/revue-espace-geographique-2020-1-page-1.htm>], *L'Espace géographique*, 2020/1, p. 1-4.

### 2020

- Orain, O., 2020, « Croissance et métamorphose des « sciences sociales » en France pendant et après l'épisode contestataire des « années 68 », dans B. Frère, S. Fontaine, P. Italiano (dir.), *Mai 68 et les sciences sociales : la lutte continue. Hommage à Marc Jacquemain*, Liège, Presses universitaires de Liège, « Sciences politiques et sociales », p. 35-57.
- Feuerhahn, W., Orain, O., 2020, « [Géographies académiques pour temps de crise](#) » / "[Geographies of Academia for a Time of Crisis](#)", *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 36, p. 5-6.
- Orain, O., 2020, « Grandes étapes des réformes de l'enseignement supérieur et de la recherche en France 1968-2020 » [[En ligne](https://journals.openedition.org/rhsh/4884) : <https://journals.openedition.org/rhsh/4884>], *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 36, p. 201-204.
- Topalov, C., Feuerhahn, W., Orain, O., 2020, « Qui gouverne la science ? Langage et acteurs des politiques de la recherche et de l'enseignement supérieur en France. Entretien de Wolf Feuerhahn et Olivier Orain avec Christian Topalov le 12 février 2020 » [[En ligne](https://journals.openedition.org/rhsh/4889) : <https://journals.openedition.org/rhsh/4889>], *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 36, p. 205-220.

### 2019

- Feuerhahn, W. & Orain, O. (dir.), 2019, « Chemins de traverse. Nouveaux lieux, nouveaux chantiers » [[En ligne](https://journals.openedition.org/rhsh/2882) : <https://journals.openedition.org/rhsh/2882>], dossier de la *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 34.
- Feuerhahn, W. & Orain, O., 2019, « Pour une histoire inclusive des sciences humaines et sociales / For an inclusive history of the humanities and social sciences », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 34, p. 7-14.
- Feuerhahn, W., Orain, O., Bertrand, E., Blanckaert, C., Ginsburger, N., Gouarné, I., Hirsch, T., Keck, F., Laurière, C., Müller, B., Rabault-Feuerhahn, P., Simon, D., Trochu, T., 2019, « Un Monde passionnant et incertain. Table ronde sur l'histoire des sciences humaines et sociales » [[En ligne](https://journals.openedition.org/rhsh/3342) : <https://journals.openedition.org/rhsh/3342>], *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 34, p. 197-244.
- Feuerhahn, W. & Orain, O., 2019, « La revue, un lieu de contestation ? », *Tracés, Revue de Sciences humaines* [[En ligne](https://journals.openedition.org/traces/8866) : <https://journals.openedition.org/traces/8866>], #18 | 2018, p. 35-47.

### 2018

- Orain, O. & Marcel J.-C. (dir.), 2018, « Penser par écoles » [[En ligne](https://journals.openedition.org/rhsh/282) : <https://journals.openedition.org/rhsh/282>], dossier de la *Revue d'histoire des sciences humaines*, printemps, n° 32.

- Orain, O., 2018, « Les Écoles en sciences de l'homme : usages indigènes et catégories analytiques » [[En ligne](https://journals.openedition.org/rhsh/288): <https://journals.openedition.org/rhsh/288>], *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 32, printemps 2018, p. 7-39.
- Feuerhahn, W. & Orain, O., 2018, « Depuis Chicago : Le regard de Jean-Michel Chapoulie sur une tradition qui n'a pas fait école » [[En ligne](https://journals.openedition.org/rhsh/378): <https://journals.openedition.org/rhsh/378>], *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 32, printemps 2018, p. 171-193.
- Orain, O., 2018, « Franck Auriac (1935-2017) », *Blog Esprit critique* <http://www.esprit-critique.net/2018/05/franck-auriac-1935-2017.html>

## 2017

- Orain, O., 2017, « Nature, environnement et géographie » (appel à texte), *L'Espace géographique*, 46/ 3, p. 231-234.
- Orain, O., & Robic, M.-C., 2017, « La géographie au Collège de France (milieu XIX<sup>e</sup>-milieu XX<sup>e</sup> siècle), ou les aléas d'une inscription disciplinaire » dans W. Feuerhahn, dir., *La Politique des chaires au Collège de France*, Paris, Les Belles Lettres, « Docet omnia », p. 435-480.
- Feuerhahn, W. & Orain, O., 2017, « Qu'est-ce que le *spatial turn* ? Table-ronde avec Jean-Marc Besse, Pascal Clerc et Marie-Claire Robic », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 30, printemps, p. 205-238.
- Orain, O., & Rhein, C., 2017, « Convictions » (éditorial), *L'Espace géographique*, 46/ 1, p. 1-3.

## 2016

- Orain, O., 2016, « Le rôle de la graphique dans la modélisation en géographie. Contribution à une histoire épistémologique de la modélisation des spatialités humaines », dans C. Blanckaert, J. Léon, D. Samain, dir., *Modélisations et sciences humaines. Figurer, interpréter, simuler*, L'Harmattan, « Histoire des sciences humaines », p. 215-268.

## 2015

- Orain, O., 2015, « Tentative d'épuisement d'une conférence parisienne », *L'Espace géographique*, 44/4, p. 345-348.
- Orain, O., dir., 2015 *Les « années 68 » des sciences humaines et sociales*, dossier de la *Revue d'histoire des sciences humaines*, 2015, n° 26.
- Orain, O., 2015, « Une fertilisation paradoxale ? Bilan historiographique de l'incidence de Mai 68 sur les transformations des sciences de l'homme et de la société dans les années 1960-1970 », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 26, p. 243-294.
- Orain, O., 2015, « Mai-68 et ses suites en géographie française », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 26, p. 209-242.
- Orain, O., 2015, « Les « années 68 » des sciences humaines et sociales », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 26, p. 9-16.
- Orain, O., 2015, « À propos de « Propositions destructives » », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 26, p. 305-311.
- Orain, O. & Feuerhahn, W., 2015, « Éditorial », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 26, p. 5-6.

## 2009-2011

- Orain, O., 2011, « La Fabrique d'un livre : réponse et discussion », *Géocarrefour*, vol. 86, n° 3-4, p. 237-242.
- Orain, O., 2010, « *Le Mai 68 des historiens entre identités narratives et histoire orale* d'Agnès Callu », *Revue d'histoire des sciences de l'homme*, n° 23, p. 243-248.
- Orain, O., 2010, « *Géographes. Génération 1930* de Claude Bataillon », *Revue d'histoire des sciences de l'homme*, n° 23, p. 237-239.
- Orain, O., 2009, *De plain-pied dans le monde. Écriture et réalisme dans la géographie française au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, L'Harmattan, « Histoire des sciences humaines », 427 p.

- Orain, O., 2009, « Écrire sur 68 en *spécialiste*, tournant ou accomplissement ? », *Genèses*, n° 76, p. 137-156.

## 2007-2008

- Orain, O., 2008, « Compte rendu de Luc Boltanski, *Rendre la réalité inacceptable. À propos de La Production de l'idéologie dominante*, Demopolis, 2008. » Blog *Esprit critique*  
<http://www.esprit-critique.net/article-27416065.html>
- Orain, O., 2008, « Assez déplaisant. À propos de Grimpret, M. et Delsol, C., dir., *Liquider Mai 68 ?*, Presses de la renaissance, 2008 », Blog *Esprit critique*  
<http://www.esprit-critique.net/article-22603645.html>
- Orain, O., 2008, « Thomas Disch (1940-2008) », Blog *Esprit critique*  
<http://www.esprit-critique.net/article-21563070.html>
- Orain, O., 2007, « Réalisme », *Hypergéô*, encyclopédie en ligne :  
<http://www.hypergeo.eu/spip.php?article392>
- Orain, O., 2007, « Constructivisme », *Hypergéô*, encyclopédie en ligne :  
<http://www.hypergeo.eu/spip.php?article407>
- Orain, O., & Robic, M.-C., 2007, « Nicole Mathieu, un itinéraire en interdisciplinarité », *La Revue pour l'histoire du CNRS*, n° 18, automne, p. 29-33.
- Orain, O. & Sol, M.-P., 2007, « Les géographes et le travail collectif. La recherche coopérative sur programme à l'œuvre », *La Revue pour l'histoire du CNRS*, n° 18, 2007, p. 11-14.
- Orain, O., 2007, « Positivismisme : notes de cours », Blog *Esprit critique*  
<http://www.esprit-critique.net/article-12642840.html>
- Orain, O., 2007, « Poétique et géographie (comment je les ai mariées à ma façon) », Blog *Esprit critique* : <http://www.esprit-critique.net/article-10734164.html>
- Orain, O., 2007, « Le présentisme dans son contexte », Blog *Esprit critique*  
<http://www.esprit-critique.net/article-10696025.html>
- Orain, O., 2007, « Sur l'appréhension des problèmes de société par les géographes », Blog *Esprit critique* : <http://www.esprit-critique.net/article-10590453.html>
- Orain, O., 2007, « Misère du possibilisme », Blog *Esprit critique*  
<http://www.esprit-critique.net/article-10489023.html>
- Orain, O., 2007, « Du spatialisme et du pluralisme », Blog *Esprit critique*  
<http://www.esprit-critique.net/article-10229433.html>
- Orain, O., 2007, « La génétique n'explique pas les comportements humains », Blog *Esprit critique*  
<http://www.esprit-critique.net/article-10196990.html>

## 2004-2006

- Orain, O., 2006, « Quels apports de la géographie aux mondes de demain ? », dans Géopoint 2006, *Demain la géographie. Permanences, dynamiques, mutations : pourquoi ? Comment ?*, p. 423-431, spéc. 423-425.
- Orain, O., 2006, « La géographie comme science. Quand « faire école » cède le pas au pluralisme » dans M.-C. Robic, dir., *Couvrir le monde. Un grand XX<sup>e</sup> siècle de géographie française*, Paris, Ministère des affaires étrangères, Association pour la diffusion de la pensée française (ADPF), p. 81-115.
- Orain, O., 2004, « Une clinique par les formes », actes pour le Géopoint 2004, *La Forme en géographie*, 4 p. [http://halshs.archives-ouvertes.fr/view\\_by\\_stamp.php?label=GEOGRAPHIE-CITE&langue=fr&action\\_todo=view&id=halshs-00114911&version=1](http://halshs.archives-ouvertes.fr/view_by_stamp.php?label=GEOGRAPHIE-CITE&langue=fr&action_todo=view&id=halshs-00114911&version=1)
- Orain, O., 2004, « La géographie française face à la notion d'échelle. Une approche par les significations et les contenus épistémologiques », Cours C.N.E.D. dans le cadre de la question d'agrégation *Échelles et temporalités en géographie*, fascicule II, Vanves, CNED, p. 2-24.

### 1999-2003

- Orain, O., 2003b, *Le plain-pied du monde. Postures épistémologiques et pratiques d'écriture dans la géographie française au XX<sup>e</sup> siècle*, thèse de doctorat sous la direction de Marie-Claire Robic, Paris, université de Paris I Panthéon Sorbonne, 2003, 405 p.
- Orain, O., 2003a, « Sorre, Maximilien (1880-1962) », dans J. Lévy et M. Lussault, dir., *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, p. 834-835.
- Orain, O., 2001b, « Démarches systémiques et géographie humaine », Cours C.N.E.D. dans le cadre de la question d'agrégation *Déterminisme, possibilisme, approche systémique : les causalités en géographie*, sous la direction de M.-C. Robic, fascicule III, Vanves, CNED, p. 1-64.
- Orain, O., 2001a, « Emmanuel de Martonne, figure de l'orthodoxie épistémologique postvidalienne ? » dans G. Baudelle, M.-V. Ozouf-Marignier et M.-C. Robic, dir., *Géographes en pratiques (1870-1945). Le terrain, le livre, la Cité.*, P. U. de Rennes, p. 289-311.
- Orain, O., 2000, « Les " postvidaliens " et le plain-pied du monde. Pour une histoire de la géographie », dans J. Lévy & M. Lussault, dir., *Logiques de l'espace, esprit des lieux. Géographies à Cerisy*, Belin, coll. « Mappemonde », p. 93-109.
- Orain, O., 1999, « Les motivations du discours géographique. Contribution à une étude textuelle des écrits des géographes postvidaliens », dans G. Nicolas, dir., *Géographie(s) et langage(s) : interface, représentation, interdisciplinarité*, Institut universitaire Kurt Bösch, Sion, Suisse, p. 155-169.

### Avant 1999

- Orain, O., 1997, « Ex-URSS, un renouvellement des savoirs », (compte rendu du livre de R. Brunet, D. Eckert, V. Kolossov et alii, *Atlas de la Russie et des pays proches*, Montpellier / Paris, GIP Reclus / La Documentation française, 1995), *L'Espace géographique*, n° 1, p. 92-94.
- Orain, O., 1996, « La géographie russe (1845-1917) à l'ombre et à la lumière de l'historiographie soviétique », *L'Espace géographique*, n° 3, p. 217-232.
- Orain, O., 1992, *Référent littéraire et littérature dans la géographie française au XX<sup>e</sup> siècle*, mémoire de DEA, Paris, DEA ATEG, juin 1992, 25 p.
- Orain, O., 1992, *La géographie russe pré-révolutionnaire. Rapport de stage en Russie*, Paris, DEA ATEG, juin 1992, 64 p. (dont 20 pages de bibliographie).

Depuis bientôt trente ans, je suis historien et épistémologue de la géographie. Ma production publiée relève très majoritairement de ce sous-domaine et c'est à ce titre que je suis identifié. J'ai aussi beaucoup enseigné la géographie, comme agrégé détaché dans l'enseignement supérieur (1992-2006), encore que d'une manière un peu particulière (j'y reviendrai). Depuis 2007, mon affiliation à la géographie passe surtout par un engagement croissant dans la revue *L'Espace géographique*, dont je suis co-directeur depuis 2016 et directeur depuis janvier 2021. Pourtant, je ne saurais me dire géographe au sens habituel où mes collègues l'entendent, en ce sens que cette discipline et ses praticiens sont pour moi un objet d'étude plutôt qu'une affiliation ou un métier. Le mien serait plutôt un composé à proportions variables de critique littéraire, de sociologie historique, de philosophie des sciences, de lexicologie, de sémantique historique, d'histoire et, parfois, de géographie des sciences. Il en va ainsi depuis 1992. Depuis 2008, j'ai en outre entrepris de diversifier mes travaux académiques au-delà de l'objet « géographie », pour des raisons que ce texte entend expliciter.

### *Une désillusion productive*

Au sortir du baccalauréat, entre 1985 et 1988, j'ai passé trois années en classes préparatoires littéraires au lycée Saint-Sernin à Toulouse. Je n'ai, je pense, jamais autant désiré quelque chose dans mes études que cette formation pluridisciplinaire, qui ne comportait aucune matière rébarbative ou inaccessible à mes yeux. La diversité fut la raison essentielle de ce choix. J'avais passé au lycée trois concours généraux (russe, histoire, philosophie), en avais décliné deux autres par manque d'assurance (français, biologie). Je n'avais à dix-sept ans aucune envie de me spécialiser dans quoi que ce soit, même si je m'imaginais depuis bien des années professeur d'histoire en lycée. J'ai eu la chance que cela se passe au mieux durant ces trois années d'études supérieures. Mes enseignants ont eu notamment le mérite de me laisser une grande liberté, qui contraste avec les récits épouvantables sur les classes préparatoires qu'on lit ou entend parfois, tel le roman autobiographique de Thibaut de Saint-Pol, *N'oubliez pas de vivre* (2004). Ces personnes m'ont donné beaucoup de confiance également, laquelle m'a permis d'entrer à l'ENS de Fontenay-Saint-Cloud en « sciences humaines » en 1988. Il me fallut alors faire un choix disciplinaire. Incité par quelques amis, j'ai délaissé l'histoire pour la géographie, une décision « sociale » sans autre base que des bonnes notes, une expérience positive de mes enseignants de khâgne et quelques lectures (Roger Brunet, entre autres, m'avait fait forte impression). J'ai un instant caressé l'idée de me réorienter en sciences sociales. Mon rêve eut néanmoins été les Lettres modernes, mais malgré mes notes au concours deux ans de suite et quelques autres « signes » favorables, j'avais le sentiment de ne pas avoir fait ce qu'il fallait pour m'orienter dans cette voie.

J'ai suivi une année de licence à l'université de Paris 1 durant ma première année à l'ENS. Si ce fut facile, j'en garde un souvenir d'ennui et de déconnexion personnelle. L'essentiel de mon intérêt est allé au séminaire d'« épistémologie de la géographie » de Philippe Pinchemel et aux cours de Nicole Mathieu, très historisants. L'année suivante, j'ai fait ma maîtrise sur « l'action géographique des organisations professionnelles du vignoble de Cahors » sous la direction de cette dernière. Les souvenirs les plus plaisants de mon travail de maîtrise ressortissent aux moments où il me fallait lire des textes et les analyser. J'ai pris mon plus grand plaisir à décortiquer *Le Vin de Cahors* de José Baudel<sup>1</sup> et j'ai découvert avec fascination cette année-là

---

<sup>1</sup> Il s'agit d'un ouvrage grand-public publié en 1972, un an après l'obtention d'une Appellation d'origine contrôlée (AOC) pour le vin de Cahors, écrit par celui qui était alors directeur de la cave coopérative de Parnac. Il a été maintes fois réédité depuis. On peut dire qu'il a construit une histoire officielle du vignoble en même temps qu'il légitimait les principaux choix normatifs opérés par les acteurs de la relance (qui est plutôt une invention) du vignoble.

*Système économique et espace* de Franck Auriac. Jusqu'à l'oral de soutenance, en septembre 1990, je crois pouvoir dire que je ne comprenais pas mon sujet. Il faut dire que l'idée même d'« action géographique » demeure une gageure à mes yeux. À l'époque, je n'avais pas le bagage culturel pour construire une telle formule et ce n'est qu'au dernier moment que j'ai pu élaborer une réflexion qui répondait au sujet. Le mémoire, lui, est une succession de chapitres analytiques fastidieux, accumulatifs, d'un « classicisme » inquestionné.

En septembre 1991, je me suis inscrit dans le DEA (Master 2) « Analyse théorique et épistémologique en géographie » (ATEG) à Paris 1. Je sortais d'une année de préparation de l'agrégation éprouvante, non pas à cause de l'effort fourni mais d'une impression de porte-à-faux permanent et d'ennui. Au terme de trois années d'études de géographie, je ne pouvais que constater mon absence d'envie de devenir *praticien* de ce champ de recherche. Par contraste, toute occasion de lire de l'histoire, de la critique littéraire ou diverses sciences humaines et sociales, *a fortiori* de les pratiquer d'une manière ou d'une autre, était source de jubilation. Il y avait un contraste abyssal entre la façon dont j'avais vécu les cours d'histoire durant cette année d'agrégation, presque toujours stimulants et intéressants, et ce qui relevait de la discipline dont je suis devenu agrégé. Entre l'écrit et l'oral, j'ai fait un « cours » (ce n'était pas une colle) sur la littérature russe entre 1862 et 1940, auquel j'avais consacré une semaine de préparation. C'est mon meilleur souvenir d'élaboration intellectuelle à cette époque.

Mon objectif en m'inscrivant au DEA ATEG était explicitement d'échapper à une discipline dont je ne voulais pas embrasser le métier, même si j'en avais réussi l'agrégation. Je me voyais faire une thèse sur les récits de voyage russes en Sibérie, façon comme une autre de bifurquer vers les Lettres ou les « études russes ». Je me suis remis à cette langue<sup>2</sup> par des séances de conversation avec la lectrice de l'ENS. Et j'ai commencé à suivre les cours du DEA. Je l'ai intégré alors que je n'avais jamais eu de contacts, ou si peu, avec ce que l'on appelait le plus souvent alors « géographie théorique et quantitative ». Aussi les premiers cours de certains enseignants (François Durand-Dastès en particulier) ont représenté pour moi une forme de choc culturel. J'avais bataillé avec mes parents durant mes années d'adolescence car, « matheux » tous les deux, ils ne voulaient pas entendre parler d'études littéraires pour moi, alors que c'était ce à quoi j'aspirais depuis la classe de seconde. Les neuf heures de mathématiques en terminale C à cadence infernale avaient achevé de m'en dégoûter (rien de tel dans mes sentiments à l'égard de la physique ou de la biologie). Ayant arraché de faire ce que je voulais après le baccalauréat, je n'avais plus eu que des contacts épisodiques avec cette matière, dans laquelle j'avais néanmoins un bagage utile pour passer les examens élémentaires de statistiques pour sciences sociales incontournables pour les étudiants de DEUG.

La crise disciplinaire rémanente dans laquelle j'étais plongé a connu son acmé durant l'automne 1991. Je n'avais pas du tout envie de consentir à ce que les « quantitativistes » du DEA semblaient attendre de nous : un apprentissage de démarches et de méthodes mathématisées, dont il faudrait manifester la maîtrise. Dans mes termes de l'époque, j'en étais arrivé à l'idée que la géographie était une « erreur de l'histoire »<sup>3</sup>. Dans ce contexte, c'est Violette Rey, alors enseignante à l'ENS, qui m'a permis de commencer à exprimer les difficultés que je ressentais. Elle s'est montrée secourable dans cet épisode où je me sentais très isolé, d'abord et surtout par son écoute. Ce faisant, elle m'a apporté un espoir et des esquisses de pistes pour me remettre en selle et changer mon rapport à la géographie.

La solution de la crise que je vivais est venue de la possibilité de reformuler ce que je percevais comme les attendus de la formation suivie et de m'y trouver une position satisfaisante. Au début de l'été précédent, le jour des résultats de l'agrégation, j'avais croisé mon ancienne directrice de maîtrise, N. Mathieu. Elle m'avait demandé ce que je comptais faire désormais et je

---

<sup>2</sup> Je l'ai apprise dès la sixième, suis allé trois fois en URSS entre 1979 et 1984, et en ai fait l'apprentissage jusqu'en deuxième année de khâgne (c'était ma langue étrangère pour passer le concours de l'ENS).

<sup>3</sup> Un texte de bilan réalisé à la fin de l'année de DEA, retrouvé dans mes archives numériques, me permet d'étayer cette évocation et d'asserter qu'elle n'est pas une reconstruction *a posteriori*.



lui avais dit vouloir me réorienter en « épistémologie de la géographie », une expression qui pour moi était une invite à travailler des corpus plutôt que des objets ou des collectifs dans le monde. Elle m'a alors présenté à une dame présente sur les lieux dont je connaissais vaguement le nom, Marie-Claire Robic. Ce premier contact a été relativement bref et peu signifiant. En revanche, à la rentrée (tardive), les deux séminaires qu'elle animait — l'un était un cours plutôt magistral sur l'histoire de la géographie, l'autre consistait en des discussions sur des textes d'auteurs relativement anciens — sont vite devenus une source décisive de stimulation. J'ai même entrepris de reprendre mes prises de notes manuscrites de ses cours sous word afin de pouvoir les partager, ce que je n'avais jamais fait. L'appropriation n'a pas été qu'une affaire de copisme. J'ai progressivement embrassé ce qu'elle nous transmettait, système d'interprétation, références, idéologie professionnelle, de telle sorte que ce cours a été fondateur pour tout ce que j'ai entrepris dans la quinzaine d'années qui ont suivi. À ma connaissance, nul-le autre étudiant-e ne s'est approprié de la sorte le propos robicien. Il n'y avait pas que cela. Lire des textes pour les interpréter me convenait parfaitement : c'était exactement ce que je souhaitais faire. En revanche, je n'ai pas saisi sur le moment — mais comment l'aurais-je pu ? — que s'initiait dans l'espace du séminaire une forme d'interaction intellectuelle privilégiée. Elle a jeté les bases d'un dialogue qui depuis trente ans n'a cessé de prendre de l'ampleur. Beaucoup de mes collègues, y compris les plus proches, rechignent à se reconnaître des maîtres ou des mentors. Ce n'est pas mon cas. Des quelques uns que je me reconnais volontiers (V. Nabokov, T. Kuhn...), une seule l'a su et en a fait quelque chose en retour, et cela fait une grande différence.

Entre novembre 1991 et janvier 1992, on n'en était encore qu'à l'ébauche de ce dialogue, mais il a grandement contribué à me remettre sur des rails moins usés et plus prometteurs. Je suivais également des cours de philosophie des sciences professés par Jean-Marc Besse. Ils se sont avérés marquants : ils sont venus réactiver une dimension plus critique de l'épistémologie qui m'avait marqué chez mon enseignant d'hypokhâgne, Jean-Pierre Valla<sup>4</sup>, en même temps qu'ils m'ont ouvert de nombreux horizons, dont je n'ai parfois retrouvé la perspective que bien des années plus tard. La philosophie des sciences a été par ailleurs un terrain privilégié pour explorer une formule après laquelle je courais depuis la classe de première et mes premières perplexités en traduisant du grec ancien le *Phédon* de Platon. Une bonne partie de la philosophie traduite ou lue depuis 1984 me semblait véhiculer l'idée qu'il y avait un cours des choses — peu importe son régime d'instanciation — que la quête d'un savoir authentique avait pour mission de saisir au plus près, éventuellement par delà les apparences. Déjà à seize ans, j'avais un problème d'adhésion à toute espèce de « réalisme externe » (Putnam, 1984) ou de réalisme par les idées, sans avoir les mots ou les catégories pour expliciter ma forme de scepticisme à cet égard. Je devine qu'il y avait là à la fois un héritage familial et une imprégnation nabokovienne<sup>5</sup>, qui toutes deux renvoyaient à une croyance dans le pouvoir configurant du langage. En 1990, j'avais interprété les façons successives de concevoir l'action professionnelle et les objectifs des acteurs du vignoble de Cahors comme des « paradigmes » — il eût mieux valu parler de « référentiel » à la manière de

---

<sup>4</sup> Jean-Pierre Valla (1946-2014), lotois d'origine, longtemps conseiller général (PCF) du canton de Saint-Germain-du-Bel-Air (1977-1992), a baigné dans l'ambiance soixante-huitarde et « structuraliste » lors de ses études à l'ENS d'Ulm. Professeur au lycée de Gourdon, plus tard en hypokhâgne à Toulouse, il a appris à des générations d'étudiants à saisir les failles de raisonnement dans les textes qu'il faisait commenter. Ses cours étaient souvent difficiles et il lui arrivait d'éprouver de l'extase devant un ineffable qui me laissait de marbre (ainsi la « lumière » chez Platon). C'était néanmoins et surtout un enseignant très attentif à ses élèves, humain et sur qui l'on pouvait compter.

<sup>5</sup> « La réalité est une chose très subjective. Je ne peux la définir que comme une accumulation graduelle de l'information, comme une spécialisation. Si nous prenons un lys, ou tout autre objet naturel, un lys a plus de réalité pour un naturaliste que pour un profane, mais il a encore plus de réalité pour un botaniste. Et le botaniste spécialisé dans les lys parvient à un stade plus élevé encore de la réalité. Vous pouvez vous approcher constamment de la réalité, pour ainsi dire, mais vous ne serez jamais assez près, car la réalité est une succession infinie d'étapes, de niveaux de perception, de doubles fonds, et par conséquent elle est inextinguible, inaccessible. Vous pouvez connaître une chose de mieux en mieux, mais jamais vous ne saurez tout sur cette chose : c'est sans espoir. » Vladimir Nabokov, entretien avec Peter Duvall-Smith et Christopher Burstall, publié dans *Strong Opinions*, trad. fr. : *Parti-pris*, Paris, Robert Laffont, 1999, p. 17.



B. Jobert et P. Müller (1987) — producteurs d'une certaine façon d'instituer des problèmes à résoudre et de les configurer. En 1991-92, par la médiation de M.-C. Robic — qui l'utilisait comme référence centrale de son interprétation de l'histoire de la géographie en termes de paradigmes — de F. Durand-Dastès et de J.-M. Besse, j'ai commencé à me frotter à Thomas Kuhn, encore loin d'imaginer l'importance que son genre de « constructivisme » (terme qu'il aurait sans doute récusé) allait prendre dans ma réflexion.

L'élaboration finale, en juin 1992, d'un projet de thèse intitulé *Référent littéraire et littérarité dans la géographie française au XX<sup>e</sup> siècle* est le reflet des doutes et des affirmations qui ont traversé cette année post-agrégative. Cette proposition s'est construite sur le tard, après un séjour mi-figue mi-raisin en Russie (janvier-mars 1992) dont je n'ai pas voulu prolonger l'expérience. Sous-titré assez explicitement « Quel rapport au littéraire et à l'esthétique dans une discipline qui tend à s'élaborer comme science ? », ce bref travail de réflexion posait comme un « paradoxe » le fait d'un recrutement « littéraire » pour un corps professionnel ayant affirmé à maintes reprises sa volonté de faire science. Il entendait sur cette base développer une archéologie (dans un sens très littéral) de tout ce qui, dans les manières d'écrire et les références des géographes français, exprimait l'empreinte d'une formation ou d'une sensibilité littéraires. L'ensemble de ces formulations est sommaire et se ressent de son élaboration *in extremis*. Même si ce qu'a finalement été ma thèse onze ans plus tard a peu à voir avec ce projet et ses catégories très khâgneuses, certaines perspectives en étaient déjà en gésine. Il s'est passé cinq ans avant que je ne commence réellement un travail de thèse (1997), et à ce moment-là, le projet n'était plus le même. En revanche, cette primo-élaboration a servi d'appui pour la formulation du projet d'une autre doctorante, Géraldine Molina, côtoyée à Toulouse au milieu des années 2000 : elle a soutenu en 2010 *Les faiseurs de la ville et la littérature : lumière sur un star-system contemporain et ses discours publics : des usages de la littérature au service de l'action des grands architectes-urbanistes*, thèse au départ de laquelle j'ai eu des conversations avec elle et lui ai transmis mon travail de DEA.

En juin 1992, j'avais également les matériaux pour amorcer une recherche sur l'histoire de la géographie russe, mais aucune intention d'y consacrer prioritairement des années<sup>6</sup>. Ma connaissance de la géographie française était — de mon point de vue actuel — sommaire. J'avais rendu des travaux sur quelques chapitres du *Contre la méthode* de Paul Feyerabend, sur *Comment l'Islam a découvert l'Europe* de Bernard Lewis et sur *Système économique et espace* de Franck Auriac : trois comptes rendus qui m'apparaissent rétrospectivement bien plus convaincants que ce que j'ai produit par ailleurs alors. Le système doctoral voulait déjà que les étudiants et étudiantes se lancent directement dans une thèse. Pourtant, une thèse d'histoire des sciences basée sur des corpus — surtout si l'on considère le caractère disséminé de celui que j'envisageais — nécessite une forme de recul et de maturité que je n'avais pas atteinte alors. Bien entendu, dans des conditions appropriées, j'aurais pu réaliser dans un temps décent l'accumulation primitive nécessaire à l'élaboration de quelque chose. Mais pour quel projet ? Celui que j'avais déposé était d'une réalisation aléatoire. Des circonstances biographiques en ont décidé autrement. Pour autant, cette année m'a permis de jeter les bases d'un rapport positif à la géographie, en la considérant comme un objet d'étude et en révisant mon opinion sur celles et ceux qui la produisent. Il faut dire qu'en huit mois, j'en avais lu bien plus que durant les quatre années précédentes.

### *Empêchements*

Dix-huit ans plus tard, dans sa recension de *De Plain-pied dans le Monde* (2009), Bernard Debarbieux écrivait en incipit : « Olivier Orain aime les mots et compose avec le temps. En matière de temps, il nous livre un ambitieux ouvrage consacré à la géographie française de la fin de la Première Guerre mondiale au début des années 1980. C'est une phase immense de la géographie moderne qui est scrutée, le temps pour elle de

---

<sup>6</sup> J'ai relaté cette expérience dans un « rapport de stage » rédigé en parallèle avec mon projet de thèse. Il contient un retour sur mon parcours de l'année 1991-1992 qui m'a servi à corroborer certains éléments exposés ici, sans vouloir rentrer dans le menu de mes tâtonnements.

*s'imposer codes et conventions, avant leur remise en cause ponctuelle à partir des années 1940, plus systématiquement durant les années 1960 et surtout 1970. L'originalité du travail qu'Olivier Orain a mûri pendant plus de dix ans... ».* Cette récurrence du « temps » pointe avec élégance une caractéristique singulière de ma production, que l'on pourrait aussi qualifier prosaïquement de *lenteur*, laquelle a perduré depuis. Je ne suis pas sûr d'y lire une latitude que j'aurais prise délibérément. Les pages qui suivent visent à évoquer brièvement tout ce qui, durant ces vingt-neuf dernières années, a objectivement freiné mes diverses entreprises de chercheur. Plutôt que de céder aux délices d'un lamento, j'ai souhaité à la fois préciser des choses sans m'appesantir et dégager les éléments positifs d'expériences qui m'ont objectivement retardé.

L'équipe du DEA ne m'a pas accordé de bourse de thèse en juin 1992 car, agrégé et normalien, j'étais supposé trouver un statut et des moyens d'existence par ailleurs, à la différence de certains condisciples. En Russie durant l'hiver 1992, je n'ai pu participer au processus conduisant à la création *ad hominem* de postes d'allocataire moniteur normalien (AMN). La procédure m'en a complètement échappé. C'est le directeur d'alors de l'ENS, Michel Coquery, qui m'a en quelque sorte « repêché » *in extremis* en juin 1992, en me faisant candidater sur un poste de « chargé de recherches documentaires », assimilé à un statut de PRAG. Ces postes, très rares (il y en avait quatre en France), associaient un service d'enseignement correspondant à un demi-ATER (96 heures à l'année) et 15 heures hebdomadaires de travail dans un service documentaire, en relation avec le sujet de la thèse. La convention spécifique dont j'ai bénéficié a lié l'université de Paris 1 et le Comité des travaux historiques et scientifiques (CTHS). Sauf que, aux yeux de la directrice de ce dernier, j'étais là pour « fabriquer » des livres, un « bloc de moyens » supplémentaire, et pas du tout pour faire avancer ma thèse. Autant je n'ai éprouvé aucune difficulté à devenir chargé de TD à l'Institut de géographie (pour l'enseignement de géographie rurale en licence essentiellement), même si cela m'a demandé un investissement, autant l'activité d'éditeur au CTHS m'a pour le moins entravé dans la mise en chantier de mes recherches. Comme, en outre, ma femme et moi avons eu un enfant en mars 1993, cette première année de thèse n'a débouché sur aucun résultat concluant. Pour autant, je ne regrette pas d'avoir appris les bases du métier d'éditeur, qui m'ont beaucoup servi depuis.

Entre septembre 1993 et juillet 1995, j'ai accompli mes obligations légales (de coopérant de service national) en exerçant comme « enseignant-animateur culturel » à l'Alliance française de Manama au Bahreïn. Pour ce faire, j'ai dû apprendre l'anglais durant l'été 1993, n'ayant jamais étudié cette langue auparavant. Sans cet investissement, je n'aurais pas été en mesure de mener un certain nombre de mes recherches récentes. En revanche, la période d'apprentissage ayant été brève, il y a une forte part d'autodidaxie dans ma pratique, surtout basée sur la lecture et l'expression écrite. Pendant deux ans, j'ai enseigné le Français langue étrangère (FLE) à raison de 25 heures par semaine, consacrant les week-ends à mes fonctions annexes. J'avais des publics très divers par l'âge, la langue d'usage et les origines. Les directeurs du centre m'ont tout appris de la pédagogie, et je pense avoir gagné une bonne confiance en moi en quelques semaines, confiance qui fait que depuis j'ai un plaisir d'acteur et de bateleur d'estrade (termes non péjoratifs à mes yeux) à exercer ce métier. Incidemment, cette expérience m'a conduit à réfléchir à l'apprentissage d'une langue d'une façon qui n'est pas sans répercussions sur mon travail académique. Loin de n'être qu'une parenthèse et une entrave, ces deux années m'ont apporté énormément, notamment en termes d'expérience. Dans les derniers mois, j'ai écrit mon premier article, « La géographie russe (1845-1917) à l'ombre et à la lumière de l'historiographie soviétique ». Début 1993, Denis Eckert était entré en contact avec moi pour savoir si j'accepterais de participer au travail de préparation du volume *Europes orientales, Russie, Asie centrale* de la Géographie universelle que dirigeaient R. Brunet et V. Rey. Il avait emporté une photocopie de mon rapport de stage en Russie, avant de m'annoncer l'avoir fait lire à R. Brunet, qui avait suggéré que j'en fasse un article pour *l'Espace géographique*. Mes tout premiers échanges de courriels en 1995 ont été avec Marie-Claire Robic pour travailler sur ce texte. Il n'y a pas grand-chose à voir entre le rapport de 1992 et l'article publié en 1996, sinon un même référentiel. Une fois accepté en l'état par les trois *referees*, il

a été transmis au directeur de la publication, sauf qu'il faisait le double de la taille maximum des articles publiés dans la revue. Quand j'ai reçu les épreuves début 1996, il avait été délesté de la moitié de sa taille par retranchement de son appareil probatoire, ce qui en faisait un texte très affirmatif. Je n'étais pas vraiment en situation de protester et ai accepté cet état de fait.

À la fin juillet 1995, je suis rentré définitivement en France, prêt à accomplir une dernière année comme chargé de recherches documentaires. Ces postes avaient la particularité d'avoir un terme fixé à quatre ans sans dérogation, quel que soit le nombre d'années effectuées réellement. Il m'a donc fallu imaginer une *suite* pour la rentrée de septembre 1996 et les années suivantes. Sans rentrer dans les détails, disons que le seul genre de postes universitaires auxquels je pouvais raisonnablement prétendre étaient ceux d'ATER ou de PRAG (étant agrégé titulaire depuis 1993). J'ai été classé premier sur deux postes de la seconde sorte, à Toulouse et Grenoble. Ma femme préférait la première de ces deux destinations et j'y avais gardé de nombreuses attaches. Le choix a été vite fait, avec sa part d'inconnues. Il m'a conduit à exercer pendant sept ans (avec trois ans d'interruption entre 2001 et 2004) sur un temps plein de 384 heures à l'année. Hormis un allègement en 1997-98, je n'y ai pas dérogé, situation dont il est facile d'imaginer combien elle n'a pas été aisée.

Pourtant, ce ne sont pas tant ces lourdes fonctions successives qui ont constitué l'entrave la plus pesante dans mon travail de recherche. Je vais essayer d'être léger sur l'empêchement principal, mais il m'apparaît indispensable de l'évoquer, car peu de choses sont compréhensibles dans mon parcours si on le passe sous silence. En mars 1995, alors que j'étais encore au Bahreïn, j'ai commencé à ressentir de violentes douleurs sur l'épaule gauche. Des examens subis à l'époque n'ont rien révélé. Ce n'est qu'à l'issue de crises répétées que j'ai fait une IRM en décembre 1995 avant d'être opéré deux fois en janvier-février 1996. On m'a trouvé une forme rare de cancer de l'enfant et du jeune adulte, un neuroépithéliome, variant du sarcome d'Ewing. J'ai eu un traitement adjuvant pour cela durant le premier semestre 1996 (chimiothérapie puis radiothérapie). Les deux années suivantes, j'ai dû faire des contrôles tous les trois mois, qui étaient source d'angoisse. Cinq ans après le premier épisode, en avril 2001, on m'a trouvé de très nombreuses métastases dans les deux poumons. J'ai été traité par chimiothérapie lourde puis radiothérapie à l'institut Claudius-Régaud de Toulouse. À l'issue de tout cela, il n'y avait plus rien de visible par imagerie. Hélas, on m'a trouvé une nouvelle récurrence en 2003 dans le poumon droit, pour laquelle j'ai été opéré. À cette occasion, le grand patron de l'oncologie toulousaine m'a convoqué pour m'exprimer sa crainte que désormais les récurrences ne cessent plus. Il s'est heureusement montré trop pessimiste, mais ses propos ont introduit une inquiétude dont il m'a fallu au moins dix ans pour me libérer au quotidien. J'ai vécu les années 2003-2008 avec des « béquilles » pour essayer de supporter au mieux cette épée de Damoclès. Depuis 2010, la nouvelle problématique à laquelle je suis confronté est celle des séquelles des traitements. J'ai vécu pendant dix-neuf mois avec un bras cassé (autofracture radique) entre novembre 2010 et juillet 2012, situation qui s'est éternisée, me plongeant dans un état moral très difficile, proche de la dépression, aggravé par le décès de ma mère. Par contraste, les années 2013-2015 ont été comme une deuxième jeunesse, regain durant lequel j'ai énormément écrit et avancé. À partir de 2016, ce sont les séquelles de la radiothérapie des poumons qu'il a fallu évaluer. D'avoir la situation sous contrôle depuis janvier 2018 et de savoir assez clairement ce qu'il m'est nécessaire de faire pour aller bien est ce qui m'a permis de me projeter dans l'avenir à nouveau et d'être particulièrement productif. Je ne pense pas nécessaire d'en dire davantage ni d'insister outre mesure sur cet empêchement, qui ne m'a pas dissuadé d'écrire une thèse (devenue un livre) ni depuis 2001 d'écrire une petite vingtaine d'articles et de chapitres d'ouvrage (dont huit particulièrement significatifs de mon point de vue) ou de diriger cinq numéros de revue. Simplement, ce fut presque toujours *entre les gouttes* et j'ai l'impression d'avoir perdu l'équivalent d'au moins cinq à six ans, pendant lesquels j'ai néanmoins poursuivi mes tâches quotidiennes, celles qui ne demandaient pas de se projeter dans l'avenir. Je ne regrette rien pour autant, sinon l'épée de Damoclès, la maladie étant le révélateur d'une combativité que je ne m'imaginai pas.

Il y aurait d'autres aspects à explorer mais ils seraient plus personnels encore et je n'estime pas qu'il soit pertinent de les publiciser ici et maintenant. J'en garde la réflexion pour moi-même et un éventuel texte autobiographique (qui attendra). Je voudrais associer à tout ce qui précède l'examen de mon rapport à l'achèvement — d'une enquête, d'un texte.

L'injonction à publier beaucoup s'est transformée en un critère de gestion du personnel de l'enseignement supérieur quand j'étais en thèse (forme atténuée du *publish or perish*). Je ne l'ai jamais incorporée comme une contrainte cardinale, tout simplement parce que mon économie intellectuelle ne s'y retrouvait pas. Si je « *compose avec le temps* », c'est tout simplement qu'il me faut atteindre un certain niveau d'accumulation et une forme de recul, avant de me sentir apte à écrire, une bonne fois pour toutes. Et je suis très peu capable de me répéter. Si deux de mes articles d'avant 2003 sont devenus peu ou prou des chapitres de thèse et si mon texte « La géographie comme science » (2006) peut partiellement se lire comme une vulgarisation de celle-ci, j'ai le sentiment de ne m'être quasiment jamais répété en dehors de cela et de n'avoir jamais débité mes recherches en morceaux, comme autant de démultiplications potentielles de ma liste de publication. Ma façon d'écrire des *one shots*<sup>7</sup> a eu pour inconvénient que mes articles récents ont souvent un gabarit inhabituel, parce que l'ensemble de ce que j'avais à dire avait une clôture qui lui était propre, dictée par la logique du propos. L'anglais avec *novella* et le russe avec *повиест'* ont un mot pour désigner un format intermédiaire entre la nouvelle (*short story*, *рассказ*) et le roman. Faute d'un équivalent en français, on trouve de plus en plus souvent le terme repris en français, plus positif que « court roman » ou « longue nouvelle », parfois *standardisé* dans l'édition pour désigner des textes compris entre 100 000 et 250 000 caractères. Mes articles « Une fertilisation paradoxale », « Le rôle de la graphique dans la modélisation en géographie... » et « Les Écoles en sciences de l'homme... » rentrent dans ce gabarit et correspondent au genre de respiration ou d'économie discursive qui appellent cet entre-deux entre le format court et le livre. Il n'y a pas *une* idée à étayer, mais un ensemble de schèmes qui coulissent les uns par rapport aux autres, de façon non absolument nécessaire, mais conditionnelle à tout le moins. Et leur séquençage a une logique spécifique. Ainsi, « Une fertilisation paradoxale » part d'une critique de la causalité propre aux lectures « conséquentialistes » de Mai-68 (juger des Événements par leurs « effets » supposés) parce que c'est précisément le problème interprétatif qui m'a préoccupé pendant dix ans ; elle est nécessaire pour revisiter l'ensemble du corpus que l'on peut interroger sur la question de l'incidence des « années 68 » en SHS ; la *conséquence* en est d'offrir un programme interprétatif (j'y reviendrai).

On pourrait objecter que les formats inhabituels sont illisibles parce qu'ils sortent des routines de lecture. On pourrait aussi faire l'hypothèse qu'une production un peu rare s'expose au risque de ne pas rencontrer suffisamment de lecteurs, faute de se démultiplier. Elle n'occupe pas le terrain, elle ne multiplie pas les présences en vitrine. Ce serait pourtant oublier une dimension spécifique des métiers d'épistémologue et d'historien des sciences : la demande sociale en est faible, les sollicitations ne sont pas légion<sup>8</sup>. Aussi, toute demande spécifique est à la fois un bonheur et un moteur, producteurs d'une unité de travail et de rédaction. Depuis une quinzaine d'années, je n'ai quasiment écrit que des textes reposant sur une commande ou un partenariat, comme si mon ressort principal était la sollicitation d'autrui, prétexte pour formuler de nouvelles perspectives. D'une certaine façon, c'est le besoin de relancer la *RHSH* et l'intérêt de mes collègues qui m'ont conduit à produire les 110 pages que constituent mes contributions au n° 26 de la revue, « les « années 68 » des sciences humaines et sociales ». Mes travaux sur les « systèmes » (2001), la catégorie d'« échelle » (2004), sur les enquêtes collectives en géographie (2007), les « modèles graphiques » (2015), la catégorie « politique » (2015), celui mené avec Marie-Claire Robic sur les intitulés de « géographie » au Collège de France (2016), l'introduction au

---

<sup>7</sup> Terme utilisé dans les mangas pour désigner un volume qui ne s'intègre pas dans une série mais constitue un récit qui se suffit à lui-même.

<sup>8</sup> Et ce d'autant plus que ma principale spécialité académique, l'histoire et l'épistémologie de la géographie, intéresse assez peu au-delà des géographes eux-mêmes.

dossier sur « Penser par écoles » (2018), mon travail sur les « années 68 des sciences sociales » (2019-2020) ou mon premier texte en anglais sur la “*quantitative geography*” en France (2021) procèdent tous peu ou prou d’une attente collectivement exprimée et d’interactions qui y firent suite. Il en va de même pour mes interventions sur Claude Raffestin (Albi, 2014), Renée Rochefort (Saint-Dié, 2016) ou Thomas Kuhn (Paris, 2017). J’imagine que si j’étais un conférencier très demandé, ayant son rond de serviette dans les médias, un ou plusieurs éditeurs, entouré par une forte attente publique, la situation serait différente. En l’absence de tous ces paramètres, l’écrivain que je suis trouve dans l’attente des autres un ressort puissant pour développer telle ou telle ligne d’un programme de recherche général qui requerrait une absence totale d’activités secondaires pour se déployer complètement. J’ai mis longtemps à clarifier cette situation — quels ressorts me font avancer, quelles constatations [fussent-elles discutables !] m’inhibent — et je suis loin d’en avoir tiré des leçons définitives. Au début des années 2010, voir mon lectorat s’élargir est devenu un réel objectif. Travailler sur Mai-68 a été décisif car cela m’a permis de montrer que je pouvais faire une histoire des sciences au-delà de l’empan géographique, ce pour quoi l’article publié dans *Genèses* en 2009 (là encore une commande) a joué un rôle liminaire. L’aventure de la *RHSH* est essentielle à cette aune, qui m’a conduit à élargir l’assiette de mes interactions intellectuelles, parfois dans le rôle du juge de paix, mais plus sûrement dans celle du *coach*. Elle est à l’origine de la très grande majorité de mes interventions récentes. Une petite poignée de personnes — devenues des amis — ont joué un rôle-clef dans cette mue : Bertrand Müller, Claude Blanckaert, Wolf Feuerhahn, Marc Joly. Leurs attentes m’ont permis de passer outre une forme relativement prégnante d’autocensure que l’on pourrait certainement interpréter aussi en termes bourdieusiens.

Je finirai brièvement sur une dernière dimension, latente dans une bonne part de ce qui précède : dans l’acte de produire des discours savants officie à des degrés divers une forme d’autocontrôle relatif à la solidité et à la fécondité de ce qui est avancé. Forme spécifique, inégalement distribuée, de surmoi ? Mon expérience de l’évaluation depuis 2006-2007 m’a fait progressivement réaliser que j’avais des critères d’exigence qui pouvaient être jugés stricts. Mais, plus encore, ils s’appliquent à mon propre travail et constituent un filtre qui s’opacifie à proportion des enjeux et du statut des destinataires de tout projet d’écriture que j’envisage ou conduis. Il n’y a là rien d’original, sinon l’épaisseur et la sensibilité des barrières optiques. Le corollaire en est trop fréquemment une façon de rigidifier les procédures démonstratives qui me rend parfois difficile à lire. Un ami y a diagnostiqué la maladie infantile du doctorant qui ne veut pas être pris à défaut, et dont le chercheur arrivé à maturité se débarrasserait comme d’une ancienne carapace. Le surmoi savant n’est pourtant pas distribué de manière homogène et se recompose en fonction des expériences biographiques. Le mien est un fardeau mais aussi une garantie.

### *Une thèse*

Pour les différentes raisons que j’ai été amené à évoquer précédemment, je n’ai réellement entamé un travail de doctorat qu’à l’été 1997. Marie-Claire Robic co-organisait avec Georges Nicolas et Jean-Paul Ferrier un colloque à l’institut Kurt-Bösch à Sion (Suisse), intitulé « Géographie(s) et langage(s) : interface, représentation, interdisciplinarité » (prévu les 11-12 septembre 1997). À cette date, j’avais déjà enseigné un an comme PRAG à Toulouse et accumulé un certain nombre de lectures décisives, dont une longue annotation du livre (traduit) de Wolf Lepenies, *Les Trois cultures*, conçu non comme une source de connaissance mais comme un exercice de narrativité empreint d’effets et de motifs stylistiques ayant leur logique propre. Très désarçonné par le caractère polyphonique et pour tout dire digressif de cette collection d’essais, mon interrogation d’alors portait sur les ressorts qui président à la production d’un texte savant, lus à travers les fonctions de Jakobson. Je n’ai jamais rien fait de cette lecture, sinon me dire qu’il y avait peut-être une heuristique spécifique à traiter n’importe quel texte *savant* avec les outils de la poétique — ou critique littéraire « structuraliste ». Ce n’était pas neuf, au sens où j’étais un lecteur

de Gérard Genette, Michel Charles, Philippe Lejeune, et autres critiques de cette obédience, et où j'avais été ébloui par une leçon de Jean-Louis Tissier lors de mon année de DEA, rapprochant des textes de Zola et de Vidal de la Blache avec le même genre d'approches, et que ce recours était au cœur de mon projet de thèse initial. La différence capitale était que désormais la littérature n'était plus la question que je souhaitais poser au corpus de la géographie française. Le thème m'en semblait oiseux, alors que dans l'une de mes nombreuses interactions avec M.-C. Robic il était apparu clairement que ma lecture de géographes classiques tournait autour d'enjeux de restitution du réel. Cette maïeutique a fait émerger le schème central de mon travail, congruent avec cette posture nominalo-constructiviste que j'avais toutes les peines du monde à cristalliser depuis une douzaine d'années. Il impliquait de s'interroger sur la sorte de réalisme qui me semblait commander sinon les procédures de recherche du moins les formes de rendu de la géographie dite « classique ». Et de faire l'hypothèse que la critique généralisée des années 1970 avait peut-être inclus une dimension anti-réaliste, dont je lisais l'intuition dans certains passages de *Système économique et espace* de Franck Auriac (1979, 1983). Pour conduire cette interprétation, la façon dont M.-C. Robic interprétait l'histoire de la géographie française en termes kuhniens (une période de science normale, paradigmatique, à l'encontre de laquelle faisait rupture une décennie « contestataire » allant de 1971 à 1984) pouvait servir de cadre, car il m'était de l'ordre de l'évidence, avec cette difficulté qu'elle n'avait alors jamais publié à ce sujet<sup>9</sup>.

La bibliothèque de l'Institut de géographie de Toulouse était assez riche en volumes anciens, provenant pour partie de dons de Daniel Faucher. L'humeur locale étant peu tournée vers ces ouvrages datés, ils étaient en bon état et peu avaient disparu. Durant cette année d'installation à Toulouse, ma femme et moi avons acheté notre premier ordinateur et j'avais exprimé le souhait de disposer d'un scanner. Une fois familiarisé avec les procédures de numérisation, j'ai commencé à transformer un nombre de plus en plus important de textes de géographie en fichiers word. J'ai passé mon été à absorber un corpus de textes de géographie « classiques » et « révolutionnaires », à les convertir partiellement, à vérifier mes OCR, à faire des comptages d'occurrences, de références intertextuelles et d'annotations. Ces opérations étaient évidemment assez dispendieuses en temps, de sorte que les systématiser sur des corpus complets n'a pas été matériellement possible. En revanche, l'interprétation s'est avérée fructueuse : il y avait diverses choses à dire sur le « réalisme géographique », des indices programmatiques et surtout des façons réalistes de procéder à une description régionale (ce que j'ai appelé plus tard « devisement ») ; il y avait aussi des formes plus ou moins explicites de critique antiréaliste, diffuse dans les premiers colloques Géopoint ou plus dessinée chez quelques auteurs (C. Raffestin, J.-B. Racine et F. Auriac). J'ai construit le propos de mon intervention à Sion dans le train pour la Suisse en m'appuyant sur un syllabus préparé en amont pour appuyer mes analyses. Le canevas alors élaboré est demeuré sensiblement le même jusqu'en 2003, sinon que j'ai introduit progressivement une réinterprétation des années 1960 comme moment de « malaise » préfigurant la crise des années 1970.

Comme il est de règle, je n'ai pas fait figurer dans le recueil de publications les textes antérieurs à ma soutenance de thèse. Si je devais un jour réunir mes articles en un volume, celui produit après le colloque de Sion pour les actes ne s'y trouverait pas, tant il est pris dans une gangue de formulations désormais abandonnées. En revanche, je n'ai rien à retrancher au fond de la procédure, reprise et affinée en 1999 pour un colloque à Poitiers et un autre à Cerisy. Le texte écrit à l'issue de la décade de septembre 1999 est sans doute le premier où j'ai formulé de façon satisfaisante ma lecture de la géographie classique (reprise et augmentée dans la thèse). Pour des questions de place, l'évocation de la période contestataire y est bien plus succincte.<sup>10</sup> Très étrange moment que cette semaine passée à Cerisy, où je me suis rendu à la suggestion de Marie-Claire

---

<sup>9</sup> Comment dès lors objectiver mon emprunt en le rendant ostensible ? Telle est l'une des questions avec lesquelles j'ai dû ruser dans ma thèse.

<sup>10</sup> Pourtant, le passage y référant se retrouve à la fois dans la deuxième édition du *Qu'est-ce que la géographie ?* de Jacques Scheibling (2011) et dans la version refondue de *Deux siècles de géographie française* (Robic, Tissier et Pinchemel, 2011).

Robic. Dans le sillage du colloque de Pau, « Fin des territoires ou diversification des territorialités ? » (1994), il affermit et donna à voir la cristallisation d'un réseau d'affinités orchestré par ses deux organisateurs, Jacques Lévy et Michel Lussault. Très largement en retrait, ce fut surtout l'occasion d'observer et d'interpréter ce qui se déroulait sous mes yeux. En m'inspirant des analyses de Pierre Larthomas sur le langage dramatique (1972, 2012) et d'expériences antérieures, j'en ai tiré l'idée que les échanges académiques, loin de ne fonctionner que par des *répliques sur l'idée*, ont souvent pour moteur des *répliques sur le mot*, proches en cela d'une forme de bœuf jazzistique où chaque orateur cherche à s'illustrer individuellement.

La même année j'ai participé à un colloque tenu à Rennes qui commémorait le centenaire de la création du laboratoire local de géographie par Emmanuel de Martonne, co-organisé par Jean-Pierre Marchand, Guy Baudelle et M.-C. Robic. Il comprenait un fort contingent de collègues de l'équipe EHGO et les actes (Baudelle, Ozouf-Marignier et Robic, 2001) peuvent être relus rétrospectivement à la fois comme une forme de manifeste pour le genre d'histoire de la géographie que nous pratiquions collectivement à EHGO et comme un panorama plus général de la diversité du champ saisi à travers des objets particuliers. Il préfigure assez largement d'autres efforts de M.-C. Robic pour mettre l'accent sur des « géographes hors les murs » (Clerc et Robic, 2015) ayant connu des trajectoires para- ou extra-disciplinaires. Ce fut l'occasion d'écrire une monographie sur une figure aux antipodes de la marginalité, bâtisseuse des murs disciplinaires et de ce qui fut la *doxa* après la mort de Vidal de la Blache. E. de Martonne m'inspirait *a priori* une forte détestation, à la fois politique, idéologique et en ce qu'il incarnait l'instauration d'une longue hégémonie géomorphologique sur la géographie française. Mon propos était de mettre en pratique sur son cas le genre d'interprétations que je développais depuis deux ans et m'a donné l'occasion d'évoluer vers des positions plus nuancées sur l'intellectuel De Martonne, même si le texte est assez retors. J'y défendais l'idée qu'il vaudrait mieux parler de « géographie postvidalienne » à propos de ce qui s'est fait en France après 1918, dans des cadres interprétatifs indurés par De Martonne et Demangeon, les principaux leaders et héritiers après la mort du fondateur de « l'école française de géographie », devenue hégémonique.<sup>11</sup>

En 2000, je me suis senti mis en demeure de tirer au clair l'usage que je faisais de Kuhn, afin de ne pas simplement reprendre des analyses, au demeurant peu connues, de M.-C. Robic. J'ai passé une bonne partie de l'été à numériser l'édition de poche de *La Structure des Révolutions scientifiques* parue chez Champs-Flammarion et à travailler en détail les modalités d'une réinterprétation cohérente de la géographie classique comme paradigme. De ce point de vue, le *Postscript* de 1970 m'est vite apparu comme essentiel. La majeure partie de ce qui allait devenir le chapitre nodal de ma thèse, « D'une géographie à l'autre : un détour par Thomas Kuhn », en a émergé, en même temps que le constat de l'insuffisance de la grille kuhnienne pour comprendre le « malaise » des années 1960 et ce qui s'était passé dans les années 1970. De là un recours à P. Bourdieu (1984) et à son analyse des transformations morphologiques de l'université française mais aussi à une analyse de la recomposition des marchés de la géographie avec le développement de la scène aménagiste. Ces développements devaient beaucoup, encore une fois, à M.-C. Robic. C'était moins le cas d'un troisième schème, mettant l'accent sur le processus de dévaluation symbolique de la géographie, dont je percevais maints signes dans la production critique des années 1970. L'ensemble de mon interprétation des transformations des décennies d'après-guerre a depuis trouvé une reformulation plus équilibrée dans mon article sur « Mai 68 et ses suites en géographie française » (2015). Assez étrangement, plusieurs comptes rendus du livre de 2009 n'ont retenu que ma traduction de Kuhn et non pas les critiques et limites que j'ai formulées à cette occasion. Inaperçue est demeurée ma reformulation d'un problème précocement pointé par Dudley Shapere, relatif au régime d'instanciation des paradigmes théorisés par Kuhn et à la nature des « renversements gestaltiques ». Je n'avais pas encore lu le Kuhn de la maturité (celui des années 1980), mais j'étais déjà convaincu que la réponse à ce problème impliquait de traiter un

---

<sup>11</sup> Paul Claval a fait un assez long compte rendu de mon propos (pour un article) à l'occasion d'une recension de plusieurs ouvrages dans *Géocarrefour* (Claval, 2002).

paradigme comme un idiome doté d'une sémantique spécifique, le *gestalt shift* pouvant s'apparenter à une mutation décisive du sens de la terminologie en même temps qu'en une transformation du lexique et des formes de généralisation symbolique. J'ai essayé deux ans plus tard d'en proposer une application dans ce qui est devenu la conclusion de la deuxième partie de la thèse.

Travailler l'été et lors des vacances scolaires est le lot de tous les doctorants qui occupent un emploi à plein temps. J'ai longtemps bénéficié de la bienveillance du directeur de l'institut de géographie en place à mon arrivée. En revanche, c'est devenu plus difficile à partir de l'an 2000 et d'un changement des maquettes d'enseignement, auquel j'avais grandement participé. En m'appuyant sur les recommandations du bulletin officiel, qui proposait des intitulés pour les enseignements en première et deuxième année de DEUG et en licence, j'avais réussi à faire entrer l'analyse spatiale (largement honnie à Toulouse) et l'histoire et l'épistémologie de la géographie dans les parcours des trois premières années de géographie. La mise en place des nouveaux enseignements m'a obligé à développer un ensemble de cours inédits. Par ailleurs, je n'étais plus en phase avec la nouvelle direction. Dans ces conditions, terminer ma thèse risquait de prendre encore dix ans. À l'instigation de quelques collègues, j'ai décidé de candidater à un détachement au CNRS, afin de la terminer dans de meilleures conditions.

J'ai appris dans les mêmes mois du printemps 2001 que j'avais une récurrence de mon cancer et que j'avais obtenu cette position temporaire. Je ne suis sorti des traitements qu'à l'automne, après maintes crises d'aplasie. Je ne suis pas resté inactif pour autant. Le contenu des questions d'agrégation venait d'être réformé et une question d'épistémologie avait été introduite. M.-C. Robic a été approchée par le Centre national d'enseignement à distance (CNED) pour piloter un cours sur la question expérimentale « Déterminisme, possibilisme, systémisme : les causalités en géographe », auquel elle a souhaité m'associer. Nous avons convenu que j'écrirais un cours sur « Démarches systémiques et géographie humaine » qui me permettrait de m'appuyer sur des cours professés (et partiellement rédigés) à Toulouse depuis 1997. Je n'écrirais plus de la même façon les soixante pages alors produites, que je considère aujourd'hui comme didactiques et parcellaires. Si j'avais à les reformuler, j'abandonnerais tout exposé à visée normative de la théorie du système général (TSG) et mettrais l'accent de manière privilégiée à la fois sur l'avant — un vaste spectre de formulations « pré-systémiques » (en termes de « *combinaisons* » et de « *complexes* ») dans la géographie classique — et l'après — les reformulations d'une géographie que l'on pourrait dire antipositiviste, qui ne s'est (curieusement ?) jamais départie du holisme tant classique que « théorico-quantitativiste ». L'idée de système et ses corrélats est en effet un étonnant fil d'Ariane, qui court de P. Vidal de la Blache à maints auteurs d'aujourd'hui, même si le temps où la TSG était une puissante bannière pour nombre de géographes est pour partie révolu. Il y aurait aussi un nécessaire travail d'investigation à mener dans la géographie de langue anglaise, qui a mobilisé elle-aussi la TSG, mais s'en est affranchie de manière bien plus radicale.

Entre janvier 2002 et septembre 2003, j'ai écrit le plus gros de ma thèse, non sans l'avoir sensiblement élargie en son milieu par l'examen du corpus programmatique de la « *littérature identitaire* » que nombre de géographes actifs dans les années 1960 ont produite pour reformuler le « propre » de leur métier. Très schématiquement, on pourrait dire que cette thèse défend l'idée que le respect du réel a été un enjeu et une contrainte décisive pour les géographes dits « classiques » ou « (post-)vidaliens », au point de renforcer leur réticence à l'endroit d'une pratique spéculative, organisée autour de « problèmes » ou d'enjeux théoriques globaux, de leur discipline. J'ai essayé d'exhumer les formules, de plus en plus nombreuses avec les décennies, qui exprimaient ce réalisme de manière programmatique. Mais j'ai tout autant eu à cœur de montrer comment il opérait dans leur façon d'écrire une géographie régionale. Après une réinterprétation en termes kuhniens de ce que pouvait être un « paradigme classique », j'indiquais ensuite comment une série de textes des années 1960 manifestaient une forme de « malaise » ou de réassertion légitimiste, partiellement interprétables en termes d'« anomalie » dans une terminologie kuhnienne. La dernière partie était consacrée quant à elle à étayer l'idée que la



contestation des années 1970 avait eu de nombreux traits congruents avec l'idée de « révolution scientifique », mais que cette rupture avait débouché sur l'avènement d'un régime de cohabitation entre de nombreux « courants ». Cette situation post-hégémonique est difficilement lisible comme une cohabitation de paradigmes rivaux (ce qui contrevient au demeurant à la conception que Kuhn se faisait d'une « science normale » où un seul paradigme existe), d'autant qu'ils ne sont pas (hormis l'analyse spatiale) mus par un style (ou une classe) de « résolution d'énigmes » (*puzzle-solving*) spécifique et que leur langue ne forme pas un idiom. L'un des enjeux secondaires de la thèse était de proposer une alternative aux formes de découpage temporel prévalant à l'époque, qui trop souvent dataient la rupture — quand ils en voyaient une — des années 1950 ou 1960. Enfin, le dernier chapitre examinait spécifiquement la critique antiréaliste des « nouveaux géographes » et leur tropisme pour l'idée de « construit ».

Depuis la soutenance (5 décembre 2003), j'ai donc proposé une reformulation abrégée et simplifiée de ce travail dans mon chapitre du livre collectif *Couvrir le Monde*, sorti en 2006. C'était une commande de l'Association pour la diffusion de la pensée française (ADPF), une agence du ministère des Affaires étrangères, destinée aux instituts français de l'étranger et visant un public large. Ses conditions d'édition en ont rapidement fait un livre introuvable. Mon chapitre dans cet « antimanuel » ouvre le présent recueil de publications avec l'idée qu'il constitue l'un des aboutissements et la synthèse commode de quasiment dix ans de recherches. La même année, je fus invité par Claude Blanckaert dans le cadre du séminaire d'histoire des sciences humaines du Centre Koyré, après qu'il eut lu mon texte sur E. de Martonne. C'est à cette occasion (ou peu après ?) qu'il me proposa de publier une version réécrite de ma thèse dans sa collection « Histoire des sciences humaines » à l'Harmattan. Il m'a fallu deux ans et demi et un changement de statut pour venir à bout de la tâche. J'ai supprimé pour cette version un certain nombre de tunnels analytiques, retranché le chapitre sur De Martonne publié ailleurs et enlevé un certain nombre de développements accessoires ou demeurés sous-développés. Le livre a eu des comptes rendus dans *Isis*, *Nuncius*, *l'Espace géographique*, *Echogéo* et *Geographia Helvetica*. Il a surtout bénéficié d'un traitement royal dans *Géocarrefour*, grâce à Isabelle Lefort : deux analyses et une réponse à celles-ci, reproduites dans le présent recueil.

I. Lefort est très dubitative sur ma mobilisation de Kuhn, qu'elle trouve inapproprié pour une discipline comme la géographie, et en particulier sur l'idée qu'il y aurait eu une « révolution scientifique » dans les années 1970. Étant devenu peu à peu un spécialiste de Kuhn, invité à parler dans des colloques en vertu de ma connaissance de l'ensemble de ses écrits et de sa réception internationale et interdisciplinaire, je n'ai encore jamais lu d'autre tentative de systématisation analogue à celle développée dans le chapitre 3 de *De Plain-pied dans le monde* à propos d'un objet empirique. Cet effort a les inconvénients de ses avantages : il donne prise à toutes sortes de discussion et, comme toute tentative de théorisation, il trouve ses limites dans la sous-détermination empirique du modèle et le caractère forcément restrictif de toute stylisation. Avec les années, je suis de moins en moins convaincu que l'on puisse aller au bout d'une écriture « en kuhnéiforme »<sup>12</sup> de la géographie « classique », pour la simple raison que l'activité de *puzzle-solving* n'était pas vraiment au cœur de ce que faisaient les héritiers de Vidal, à part peut-être en géomorphologie. En revanche, j'en viens à considérer qu'il n'est pas forcément nécessaire de voir dans les thèses de la *Structure des révolutions scientifiques* une unité ontologique dont on ne pourrait rien retrancher sans mettre en péril l'ensemble de l'édifice. Dès lors se pose la question d'un usage rigoureux mais fragmentaire, tel celui développé dans mon texte sur les « modèles graphiques » de l'analyse spatiale (2016), qui les lit comme des généralisations symboliques au sens kuhnien. En outre, certains problèmes pointés dans le chapitre 3 du *Plain-pied*, comme celui du critère d'identification des paradigmes (social — par la communauté — ou cognitif — par un certain geste de *puzzle-solving*) ou la question des échelles de pertinence de la catégorie (sur laquelle le discours de Kuhn a beaucoup varié) demeurent irrésolus.

---

<sup>12</sup> Selon le bon mot de Jean-Louis Tissier.

Ces réserves posées, je demeure convaincu que la situation hégémonique de la géographie post-vidalienne a été sapée en France dans les années 1971-1984 par les critiques et les initiatives des « nouveaux géographes », même si la contradiction qui en résulta ne déboucha pas sur un changement de paradigme mais sur un changement de régime scientifique : la géographie est devenue une forme assez particulière de science sociale, avec la forme de pluralisme qui y est le plus souvent attachée. Les éléments de discontinuité que l'on peut diagnostiquer entre la géographie « traditionnelle » et les formes nouvelles qu'elle a prises après 1971-1986 n'ont rien d'exclusif : on peut tout aussi bien repérer diverses formes de continuité. Mon travail sur les systèmes allait dans ce sens, les ébauches inabouties autour de l'idée d'une clinique géographique (2004) également. Je n'ai guère approfondi empiriquement ces questions pour la simple raison que, malgré un accueil respectable parmi les géographes, le livre s'est peu vendu et n'a pas dépassé le cadre disciplinaire, ou fort peu. Son coût invraisemblable (39 €), le droit d'entrée élevé qu'il requiert en termes de connaissance préalable de l'historiographie géographique, le caractère byzantin de nombre de ses analyses, le caractère indigent de mes réseaux de notoriété à l'époque, et *last but not least* l'indifférence généralisée du public intellectuel pour la géographie, sont autant de rationalisations qui me permettent de faire avec ce qu'il faut bien appeler une déconvenue. C'est aussi qu'entre 2006 et 2009 je suis passé à autre chose avec l'amorce du chantier sur les « années 68 », très lié à mon élection au CNRS et à mon déménagement en région parisienne. Ces changements ont progressivement fermé la séquence des années de thèse.

#### *Le deuil de l'enseignement de masse ?*

À la troisième tentative, j'ai été recruté sur un poste de chargé de recherches de deuxième classe au CNRS en 2006. À l'usage, ce succès s'est révélé financièrement désavantageux<sup>13</sup> mais il m'a apporté un changement de condition et une forme de latitude dont je voudrais faire le bilan. En tant que PRAG, j'avais fait l'expérience, encore que discrètement, d'une forme de hiérarchie symbolique dans laquelle j'étais renvoyé, souvent stratégiquement, à ma condition d'« *OS de la fac* ». Ne pas être « enseignant-chercheur » était une forme de handicap qui ressurgissait dans les périodes de tension. Me libérer de cette sorte de sujétion, et plus généralement du climat délétère régnant au département de géographie de Toulouse, a été une très bonne chose. J'ai gagné en latitude, j'ai pu entreprendre des activités auxquelles j'aspirais depuis longtemps, notamment au sein de la Société française pour l'histoire des sciences de l'homme (SFHSH) puis dans des comités de rédaction. En revanche, je suis passé d'une situation dans laquelle j'enseignais des centaines d'heures à des centaines d'étudiants et d'étudiantes et avais construit au fil des années une relation de plus en plus étroite et durable avec eux à une position beaucoup plus incertaine comme pédagogue.

Il importe de dire qu'en arriver là où j'étais à mon départ pour Paris n'est pas allé de soi. Lorsque j'ai commencé à trouver mes marques à Toulouse lors de ma deuxième année de PRAG (1997-1998), mes tentatives pour introduire des bases d'épistémologie et une initiation à l'analyse spatiale dans une grosse unité d'enseignement de licence se sont heurtées à des réactions parfois très hostiles chez les étudiants<sup>14</sup>. Ce n'est que dans la durée et parce que j'intervenais à presque tous les niveaux du cursus que j'ai pu progressivement naturaliser des contenus et habituer le public à mon genre d'enseignement. Par ailleurs, un module optionnel de première année de DEUG (L1) sur « L'effondrement de l'URSS », qui captivait nombre d'étudiants, a joué un rôle propédeutique pour les cours de licence. Mes enseignements de spécialité en géographie rurale y

---

<sup>13</sup> Avant 2006, je ne pouvais candidater que sur des postes de CR1. Cette année-là, il n'y a eu aucun poste non « colorisé » de CR1 mis au concours. Il m'a fallu ensuite trois ans pour réaliser que ce recrutement en CR2 me bloquait dans une situation indicielle correspondant à légèrement plus que mon dernier traitement comme PRAG, dans lequel j'étais passé au grand choix juste avant mon départ. De 2006 à 2020, j'ai conservé le même salaire et ait connu une érosion non négligeable de mon pouvoir d'achat, étant par ailleurs père divorcé depuis 2005.

<sup>14</sup> C'est néanmoins après avoir suivi celui-ci que Christophe Imbert, aujourd'hui professeur à Rouen, a décidé de faire sa maîtrise à Géographie-cités et de se spécialiser dans ce domaine.

ont eu aussi leur part : ils ont bien fonctionné dès le début et m'ont valu un volant régulier de directions de mémoire de maîtrise<sup>15</sup>. Après la transformation des maquettes au tournant du siècle, et malgré une césure de trois ans, j'ai acquis en 2000-2001 une position où j'étais à l'initiative de ce que j'enseignais. Je menais un cours de L2 avec Michel Roux<sup>16</sup> sur le « Bloc de l'Est » qui a eu du succès auprès des historiens et m'a permis d'interagir avec un très grand nombre d'étudiants des plus marquants<sup>17</sup>. J'ai assuré un enseignement (spécifique, cette fois) d'analyse spatiale, le premier à Toulouse (toujours en L2), et un cours d'histoire et d'épistémologie de la géographie (*idem*) intitulé « milieux, systèmes, territoires », à l'occasion duquel j'ai pour la première fois enseigné l'histoire de la géographie classique, mais aussi celle de la tradition sociologique de Chicago<sup>18</sup>. L'expérience m'a montré que l'on peut espérer emmener un auditoire vers des préoccupations en apparence ardues, à condition de croire en ce que l'on raconte et de pouvoir s'installer dans une certaine durée.

Quinze ans plus tard, je continue à penser que les premières années de licence donnent les clés d'un enjeu décisif pour tout enseignement supérieur : c'est à ce moment-là mieux que plus tard que l'on peut former des citoyens critiques, susceptibles d'identifier dans toute connaissance une forme de construction qu'il importe de scruter avec un œil exercé. Le retour en force d'une forme d'inculcation de connaissances dans le secondaire et au-delà — au motif qu'elle serait moins discriminante socialement qu'un enseignement plus intellectuel et libéral — méconnaît la forme de passivité que le « par cœur » encourage et le caractère beaucoup plus durable des investissements cognitifs reposant sur l'appropriation et le « faire » (plutôt que sur l'inculcation au forceps). Pour donner envie et stimuler, il y a toutes sortes d'amorces, certaines très « nobles » (reprenre à frais nouveaux l'explication d'un problème important, par exemple), d'autres plus rhétoriques (comme captiver un auditoire par quelque chose d'assez narratif). Même un public en apparence réfractaire aux enjeux intellectuels peut, avec de bonnes amorces, venir sur de tels terrains. C'est un travail de fourmi, avec des hauts et des bas, et une contribution parmi d'autres. On n'en connaît jamais pleinement l'issue, faute de rester en contact avec les cohortes que l'on forme. Néanmoins, le jeu en vaut la chandelle, même s'il y aurait de la candeur à lui prêter trop d'importance.

Dès lors, pourquoi le CNRS ? Ce ne fut pas un objectif unique mais y entrer fut la seule réussite de trois campagnes de recrutement aux résultats très mitigés. J'ai souffert — comme l'ensemble de mes collègues docteurs d'EHGO, ou plus largement les spécialistes d'histoire des sciences qui en ont fait le choix, ingénu ou puriste, d'un tel genre de thèse — de la très grande difficulté à trouver un poste dans le supérieur avec ce type de profil. Il y va aussi d'une conjoncture qui n'a cessé de se durcir depuis le début des années 2000. Mais à la différence de bien d'autres, j'ai été constamment classé au CNRS et j'ai pu y entrer *in fine*. La section 39 a accueilli ma candidature et m'a permis de devenir ce que je suis. J'avais sans doute davantage un profil d'enseignant-chercheur à l'époque, mais cette bifurcation m'a donné l'occasion d'autres investissements collectifs.

---

<sup>15</sup> Plusieurs des étudiants que j'ai alors formés sont devenus maîtres de conférences. Je citerai ci Julien Frayssignes — enseignant-chercheur à l'école d'ingénieurs-agronomes de Purpan — et Mélanie Gambino — maîtresse de conférences en géographie rurale à l'université Toulouse Jean-Jaurès, dont j'ai dirigé la maîtrise et le DEA. Les remerciements contenus dans leur thèse objectivent l'impression d'avoir été un jalon pour eux.

<sup>16</sup> Michel Roux (1943-2009), professeur à l'université de Toulouse Le Mirail, a été un ami, un soutien, une boussole et un interlocuteur de tous les instants durant mes années de PRAG. Il est l'auteur d'une thèse intitulée *Les Albanais en Yougoslavie. Minorité nationale, territoire et développement* dans sa version publiée (1992). Un numéro de *Géocarrefour* lui a rendu hommage (2014, vol. 89/3).

<sup>17</sup> Je citerai ici Nahéma Hanafi — historienne de la médecine, maîtresse de conférences à l'université d'Angers — et Bertrand Arribe, créateur d'une association, Coopération concept, dont la réputation ne cesse de s'étendre.

<sup>18</sup> C'est à l'occasion de ces enseignements que j'ai rencontré Sylvain Cuyala, et Pierre Pistre. Le premier, a fait depuis une thèse sous la direction de D. Pumain et M.-C. Robic, prix de thèse du CNFG en 2015. Le second est maître de conférences en géographie rurale à Paris 7. Je les ai tous deux accompagnés à des degrés divers d'année en année de la L2 à la fin de la thèse.

Grâce à mes collègues, j'ai réussi depuis 2006 à retrouver progressivement un certain volume d'enseignement, non plus en licence mais en master. C'est une position assez précaire, dans la mesure où, vacataire, je dépends du bon vouloir des équipes enseignantes et de leur consentement à me voir occuper une place (devenue léonine) dans ce qui est le niveau d'enseignement le plus prestigieux et le plus convoité pour des universitaires. La situation est d'autant plus délicate que « rang B », j'ai l'impression de susciter parfois le même genre de procès en illégitimité que lorsque PRAG je dirigeais des modules de L3 où intervenaient des enseignants-chercheurs. J'ai bénéficié il faut dire d'une situation un peu particulière : le DEA ATEG, devenu Master « Carthagéo » puis « M2 Géoprisme », a toujours été la seule formation française proposant une spécialisation conséquente en histoire et épistémologie de la géographie (et en « construction des savoirs géographiques »). Elle était prise en charge à ce titre par les membres titulaires d'EHGO quand je suis entré au CNRS en 2006. Les départs à la retraite successifs de Marie-Claire Robic (2009) et Jean-Louis Tissier (2011), et le retrait partiel de Jean-Marc Besse, ont créé un *appel d'heures* d'autant plus significatif que la démographie de l'équipe EHGO et la difficulté de ses docteurs à trouver un poste ne laissaient que peu de monde sur les rangs. Sans ce genre de présence, je n'aurais pas été en situation d'« attirer » des étudiants en thèse dans notre équipe.

Dès 2007, j'ai assuré des conférences de M1 devant l'ensemble des étudiants de Paris 1 inscrits en géographie. Béatrice Collignon en avait choisi l'intitulé : « réalisme, positivisme et constructivisme ». À partir de 2012 et de l'arrivée de Florence Deprest, j'ai pu infléchir le thème en allant plutôt du côté du « faire science » et des différentes représentations de la scientificité ayant été mobilisées par les géographes depuis qu'existe leur discipline universitaire, occasion aussi de présenter un bref canevas d'histoire disciplinaire. J'ai progressivement élargi mon « portefeuille ». L'exercice s'est avéré globalement très positif et m'a permis de suivre des mémoires de master quasiment chaque année depuis 2012, dont trois travaux remarquables d'histoire de la géographie<sup>19</sup>. Trois de mes étudiants de M1 ont poursuivi en M2 puis en thèse<sup>20</sup> sous ma direction de fait, à chaque fois avec un financement de l'école doctorale de Paris 1. Autrement dit, cette présence sur les deux années de master est ce qui me permet de contribuer à introduire de nouveaux doctorants dans l'équipe EHGO. Beaucoup plus rare et aléatoire est la démarche spontanée d'un individu venant vers nous après avoir lu les travaux de chercheurs de l'équipe. Ce n'est arrivé qu'une fois en quinze ans, même si ce fut une grande réussite : la thèse de Dylan Simon, *Les inscriptions savantes de Maximilien Sorre (1880-1962) entre conformation et singularisation dans le champ de la géographie*.

Il m'est plus difficile d'isoler et de spécifier l'incidence de mes cours en M2, même si l'expérience en est presque toujours un grand bonheur et que je suis en relation suivie avec plusieurs de mes anciens étudiants et anciennes étudiantes.

J'assume seul depuis quelques années un module d'initiation à l'épistémologie générale. Peu à peu, j'en suis venu à l'idée qu'il s'agissait d'une opportunité d'*empouvoirement* pour de futurs chercheurs ou décideurs, sachant combien la maîtrise de référentiels en histoire, sociologie et philosophie des sciences constitue un capital culturel décisif. Les plus célèbres géographes francophones d'aujourd'hui (phénomène qui n'a cessé de s'accuser depuis les années 1970) sont précisément ceux qui ont mobilisé un répertoire épistémologique et se sont appuyés dessus à des titres divers. Il en est résulté un certain partage des tâches entre « théoriciens » et « empiristes », et ce genre de références intimide parfois. C'est précisément pour dédramatiser et pour familiariser, que je réalise cet enseignement, qui vise aussi à contextualiser et historiciser des discours devenus

---

<sup>19</sup> Mikhaël Naciri, *La réception de l'œuvre de David Harvey en France (1969-2013)*, UP1, juin 2013 ; Matthieu Pichon, *Un tournant « représentationnaliste » dans la géographie urbaine (1970-1990) ?*, UP1, juin 2013 ; Hugo Cupri, *Les thèmes politiques dans la géographie française des années 1945-1981*, UP1, juillet 2019.

<sup>20</sup> Matthieu Pichon, *Les géographes et l'action publique urbaine*, sous la direction de Gilles Palsky, sujet déposé en octobre 2014 ; Jean Reynès, *Pauvreté et précarité dans les espaces ruraux de moyenne montagne*, sous la direction de Florence Deprest et Olivier Orain, sujet déposé en octobre 2017 ; Hugo Cupri, *Les géographes et le politique. La géographie française face à une catégorie fluctuante (1880-2000)*, sous la direction de Florence Deprest et Olivier Orain, sujet déposé en octobre 2021.

canoniques et normatifs. Chaque chapitre<sup>21</sup> s'appuie sur un syllabus destiné à devenir une archive et inclut des mobilisations de géographes, que je donne spécifiquement à travailler pour que nous en opérions ensemble l'examen. Comme une séquence de dix-huit heures ne permet pas d'aborder énormément de thèmes et d'auteurs, les textes cités et les bibliographies dessinent des directions pour un approfondissement.

Je partage avec un collègue les cours d'un autre module, intitulé « Géographies contemporaines », qui fait partie du tronc commun obligatoire du master. Comme son nom l'indique, il interroge la diversité des formes contemporaines de géographie en partant du moment où le pluralisme épistémologique est devenu possible, les années 1970 en France, plus précocement aux États-Unis. L'introduction cherche à interroger les catégories sur lesquelles cet enseignement est construit : « contemporain », « temps présent », « horizon de rétrospection », « régime d'historicité », « problématique ». Je fais ensuite trois ou quatre cours d'une à deux séances, chacun explorant un thème différent (ressortissant à une trajectoire collective et à un questionnement historico-épistémologique). Je pars de la « nouvelle géographie », considérée comme le nom d'un moment de l'histoire de la géographie française, à l'occasion duquel cette dernière est rentrée dans un régime disciplinaire qui est encore largement celui dans lequel les étudiants et les étudiantes vivent : celui d'une science sociale pluraliste, hétérogène et construite autour de problèmes. J'aborde ensuite la « géographie théorique et quantitative » comme un mouvement ayant connu un processus de diffusion internationale et comme ce qui se rapproche le plus de l'idée kuhnienne de « paradigme ». Ce chapitre est essentiel, sachant le public que j'ai en face de moi, composé à peu près pour moitié de personnes qui s'identifient comme de futurs praticiens de l'analyse spatiale. Je finis en abordant la « géographie sociale » (comme courant et comme exemple des formes de cristallisation de tendances novatrices dans la géographie de la fin du XX<sup>e</sup> siècle) et, quand j'ai le temps, la question de l'émergence de « territoire » comme nouveau marqueur disciplinaire dans les années 1980. Chaque « chapitre » s'accompagne d'un fascicule associant bibliographie et textes, et dans la mesure du possible je consacre une première séance à des cadrages magistraux et une deuxième à discuter des textes avec les étudiants et étudiantes.

Enfin, je dispose de deux à six séances selon les années dans le module « Textes et images ». Il s'agit ici d'inviter les participants à lire un ou plusieurs écrits de géographes et à ensuite venir les discuter sur pièces avec une méthode de « lecture serrée » qui se veut résolument analytique et mobilise des catégories provenant notamment de la stylistique. Autrement dit, d'un certain point de vue, elles visent à la transmission d'une manière de lire qui prend au sérieux à la fois les schèmes organisateurs du propos et les moyens argumentatifs mis en œuvre, y compris les jeux d'écho avec une iconographie ou des dispositifs non-textuels. Au-delà, il s'agit aussi de désinhiber le rapport trop souvent révérencieux que les étudiantes et étudiants entretiennent avec les productions de leurs prédécesseurs, en les incitant à un dialogue plus critique avec les élaborations académiques qu'ils sont amenés à découvrir.

Prise dans son ensemble, mon activité d'enseignement en master, et surtout en M2, pourrait se comprendre comme un effort général d'empouvoirement : je m'efforce de transmettre à mon public, par l'exemple, la pratique et le partage, un ensemble de dispositions et de manières de faire dont j'estime qu'elles feront d'eux et d'elles des citoyens et des intellectuels soucieux d'*apprécier* ce qu'ils lisent et d'élaborer ce qu'ils font avec du recul. J'espère les rendre à même de chercher des références pour creuser un sujet sans en rester à une vulgate rabâchée, de faire d'eux jusqu'à un certain point des méthodologues humiens, qui ne prennent pas grand-chose pour argent comptant. J'espère enfin leur donner les prémices d'une curiosité intellectuelle sans bornes disciplinaires ni frontières cognitives, appuyée sur une confiance en elles et eux et leur capacité de juger.

Il pourrait y avoir quelque chose de paradoxal ou de dissonant à consacrer une telle place à une vocation d'enseignant dans l'examen d'une carrière de chercheur. Ce qu'est devenue l'équipe

---

<sup>21</sup> Le détail du chapitrage est donné dans mon curriculum vitae *supra*.

EHGO au fil des décennies montre pourtant qu'il n'y a pas de pérennité ni de continuité d'une vie savante collective sans que soit au moins envisagée la possibilité de son renouvellement, ce qui suppose *entre autres* des lieux de formation ne fonctionnant pas uniquement sur le mode de la prestation au profit d'autres objectifs — donner les bases épistémologiques pour passer l'agrégation de géographie ou devenir un-e quantitativiste ayant maintes cordes à son arc. Il y va aussi d'un lieu privilégié pour opérer des médiations de la recherche et l'offrir à un public plus large que celui des seuls enseignants-chercheurs. Les formulaires d'évaluation du CNRS mettent l'accent sur les actions de vulgarisation de ses agents et les séparent de leur activité d'enseignement. Compte tenu de l'intérêt très restreint d'un public « large » pour l'histoire et l'épistémologie de la géographie, les enseigner est aussi, à bien des titres, une forme première de vulgarisation.

Plus profondément, si l'on envisage que les « savoirs » et les « arts de faire » critico-analytiques et historiques sont un pouvoir et que l'université n'est pas là simplement pour former des techniciens de haut niveau mais également des intellectuels, des citoyens et des consciences, alors il importe que demeurent dans les formations des îlots plus ou moins nombreux, plus ou moins identifiés, où ce genre d'objectifs perdurent. La partie a pu sembler gagnée à la fin des années 1990, époque où les directives officielles et l'humeur collective semblaient accueillir à bras ouverts de tels enseignements en géographie. La précarisation toujours plus poussée des jeunes actifs formés dans cette discipline, l'incertitude croissante sur le rendement des formations suivies, ont changé la donne. D'un côté, les publics réclament massivement qu'on leur donne les clés et les garanties d'une professionnalisation réussie, de l'autre de plus en plus d'universitaires tendent à penser que les « outils » sont ce qu'ils ont de mieux à offrir. Une telle tendance était déjà prégnante à Toulouse à la fin du siècle dernier, elle y a depuis presque tout emporté, au risque d'un important retour de bâton : quand tout n'est plus qu'outils, aménagement et environnement, la réduction drastique des budgets publics, notamment dans les collectivités territoriales et la fonction publique, menace de rendre superflues et surnuméraires des formations qui n'incitent ni à la mobilité intellectuelle ni à la créativité. Il y aurait beaucoup à écrire sur la tendance d'une partie de la profession, tout occupée à « placer » avec succès des étudiants sur le marché du travail (ce qui en soi est un objectif respectable), à façonner des « cadres moyens inférieurs », exécutants zélés et acritiques, producteurs de cartes, et de compilations et rapports, pour des donneurs d'ordre.

Rien n'est plus étranger à ce qui pouvait être l'aspiration des générations formées dans des décennies antérieures, pour lesquelles l'interdisciplinarité, le recul critique, l'autonomie, etc., étaient des valeurs fortes. Quarante ans de crise économique ont lentement érodé et modifié (et ce de façon générale) les attentes investies dans une formation universitaire. La transformation concomitante des marchés de la géographie a abouti à la survalorisation dans un investissement pratique qui supposerait qu'il existât quelque chose comme une profession de géographe, au sens que Everett Hughes (1963, 1970) donne au mot *profession*<sup>22</sup>. Or, il n'y a rien eu qui ressemblât à une institutionnalisation d'un statut, au sens où existent diverses professions de juriste, des médecins, des architectes ou des ingénieurs... Dans une société où le (mini-)job, la flexibilité et le « touche-à-toutisme » sont considérés comme la panacée pour résoudre les problèmes de chômage, on pourrait imaginer la géographie particulièrement professionnalisante, sauf qu'il pourrait s'agir d'un leurre.

Conscient des fragilités qui affectent mon insertion dans les formations de master et plutôt pessimiste quant à l'évolution démographique de la discipline que j'enseigne, j'ai commencé

---

<sup>22</sup> « Une profession établie [*profession*] dispense des services spécialisés — sous forme de conseils, d'actes, ou des deux à la fois — à des particuliers, à des organisations ou au gouvernement, à l'ensemble d'une classe ou d'un groupe de personnes, ou encore au public en général. [...] le fait que la pratique de la profession repose sur un type de savoir auquel seuls les membres de la profession ont accès, en vertu de longues études et d'un long processus d'initiation et d'apprentissage dirigé par des maîtres qui appartiennent à la profession, est partie intégrante de ce qui constitue la profession et ses revendications. » (Hughes, 1963, trad. 1996, p. 107-108).

depuis un certain nombre d'années à m'investir dans d'autres sphères que mes « métiers » initiaux, en mettant à profit les latitudes que m'offrait mon statut de chercheur au CNRS. Du point de vue du « métier », cela s'est traduit par une spécialisation croissante dans l'édition scientifique. Du point de vue des thématiques de recherche, par un effort pour travailler avec des focales plus larges ou intersectionnelles, pour lesquelles la géographie est un objet parmi d'autres. Il y allait de la volonté de travailler avec de nouveaux interlocuteurs (sans oublier les ancien-ne-s) et en déployant de nouveaux moyens d'investigation.

### *De nouveaux horizons 1 : revues scientifiques et projets éditoriaux*

En l'espace de trois-quatre ans (2006-2009), l'enseignant que j'étais s'est transformé en lecteur puis en animateur de revues et de projets éditoriaux. La reconversion n'en a pas vraiment été une, tant cette nouvelle activité s'inscrivait dans la continuité de ce que j'ai toujours fait : lire, laisser décanter, relire, analyser, mettre en perspective... un texte, des textes ; et finalement formuler une objectivation de cette expérience en l'espèce d'un commentaire. En revanche, passer de cette série d'expériences individuelles à l'animation de collectifs n'est pas allé de soi, et ce pour au moins deux raisons : il m'a fallu longtemps pour être à l'aise avec la question de l'autorité et, comme déjà exprimé, je suis loin d'avoir réglé un rapport problématique au temps. Je suis entré à *l'Espace géographique* fin 2006, à la *Revue d'histoire des sciences humaines* fin 2009, dans le comité de l'encyclopédie *Hypergééo* en 2010, dans l'équipe chargée de refondre le dictionnaire *Les Mots de la géographie* en juillet 2012. Comme producteur d'avis motivés, je n'ai jamais été aussi productif que durant cette séquence initiale.

Dans la période 2007-2013, mes premières expériences d'animation n'ont pas été très concluantes : le Groupe de recherche sur les épistémologies de la géographie contemporaine que j'avais créé en 2007 a eu du mal à trouver un rythme et une dynamique de travail féconde, avant de finalement se déliter ; mes deux ans comme secrétaire de la Société française pour l'histoire des sciences de l'homme (SFHSH) ont été peu concluants<sup>23</sup>. À chaque fois, je peux difficilement n'incriminer que mon manque de *leadership*, mais force est de constater que je n'avais pas l'énergie suffisante pour amener les collectifs dont j'avais la responsabilité à des réalisations rapides et concrètes. Une expérience en dehors de mon métier pourrait permettre de nuancer le tableau : en 2009-2010, j'ai animé dans le cadre de l'association SOS homophobie un groupe de travail qui a mené à son terme un projet de site pour les adolescents LGBTQIA+<sup>24</sup> baptisé [C'est comme ça](#). C'est néanmoins après 2012, mes problèmes de bras réglés, que j'ai pu surmonter une partie de mes problèmes de *leadership*, dans la mesure où la projection dans l'avenir était plus facile. En 2013, alors que la *RHSH* n'avait plus d'éditeur, Wolf Feuerhahn et moi avons proposé de reprendre le flambeau pour relancer la revue, et notre réussite dans cette entreprise nous a propulsés directeurs à la fin de l'année. Dans la période 2013-2016<sup>25</sup>, je me suis également préparé mentalement à reprendre la direction de *l'Espace géographique*, ce qui passait par un processus pour me convaincre que j'avais l'autorité nécessaire. Longtemps, le *modus vivendi* trouvé impliquait que je ne sois pas seul à diriger<sup>26</sup>. Au-delà de leurs homologues, mes deux expériences de co-direction de revue sont pourtant très dissemblables.

Arrivé en région parisienne en octobre 2006, j'ai été rapidement sollicité par M.-C. Robic pour devenir correspondant de *l'Espace géographique*, dont elle était co-directrice depuis 2003. La revue offrait un corpus que j'avais abondamment travaillé lors de ma thèse et je connaissais assez bien son contenu récent, étant également abonné depuis dix ans. Assez vite, j'ai commencé à

---

<sup>23</sup> Les circonstances en furent, il faut dire, très particulières.

<sup>24</sup> Acronyme pour « lesbiennes, gay, bisexuel-les, transgenre, queer, intersexué-e-s, asexuels, etc. » que l'on allonge parfois de lettres supplémentaires.

<sup>25</sup> C'est également la période où Jean-Marc Besse a commencé à exprimer le souhait que je reprenne la direction de l'équipe EHGO.

<sup>26</sup> Le départ de Catherine Rhein de la direction de *l'Espace géographique* début 2020 et la direction en solitaire de l'équipe EHGO en 2020 m'ont néanmoins prouvé que j'avais la capacité d'animer des collectifs sans binôme.

rédiger des avis sur des articles proposés à la revue (j'en ai rédigé 75 depuis 2006). Je suis devenu membre du comité au bout de deux ans. En 2010, les directrices ont créé un comité de direction visant à ménager une transition efficace, dans lequel elles ont coopté Anne Bretagnolle et moi, puis Évelyne Mesclier. J'ai appris à rédiger des synthèses de décision dans l'esprit « maison » et ai pris en charge le suivi de dossiers entiers : « Nouveaux patrimoines naturels » (2013/3 et 4), « Territoires multisitués » (2013/4), le débat sur « Les effets structurants des infrastructures de transport » (2014/1) et « Frontières fantômes » (2017/2). D. Pumain s'est progressivement désinvestie, É. Mesclier est partie diriger une institution à l'étranger, A. Bretagnolle a dû réduire la voilure de ses activités et a renoncé à la direction. La situation est devenue un souci, car Marie-Claire Robic portait la majeure part du fardeau, alors que l'on pouvait considérer qu'elle lui avait déjà beaucoup donné. Je me voyais mal la diriger seul, alors que j'en co-dirigeais déjà une autre alors et que je n'avais pas commencé à rédiger mon HDR. La responsabilité me semblait d'autant plus écrasante que je ne me sentais pas complètement légitime à piloter une revue publiant notamment des articles sur des questions de traitement des données et de modélisation mathématique. Fort heureusement, Catherine Rhein a accepté de co-diriger la revue avec moi, ce qui a duré du printemps 2016 à l'automne 2020. Depuis la fin 2019, la direction est de fait exercée par un comité de direction renforcé et très efficace, ce qui s'est avéré essentiel durant les périodes de confinement de 2020-2021 et après le départ de ma collègue.

*L'Espace géographique* a été pendant des décennies une caisse de résonance très excitante des débats agitant la géographie. Elle est aujourd'hui un organe parmi des dizaines d'un champ où le Graal est de publier dans les principales revues en anglais (*Progress in Human Geography*, *Journal of Economic Geography*, les séries cumulées de *Environment and planning*, etc.). Elle partage avec ces dernières des propriétés de « revue de flux »<sup>27</sup> : ses numéros s'élaborent peu à peu au fil des articles et dossiers qu'on lui soumet. Ce faisant, sa réputation d'exigence (plus de 35 % de refus) fait contraste avec sa position dominée dans un champ de plus en plus mondialisé où seules les revues les plus cotées (c'est-à-dire anglophones) — selon des critères bibliométriques ou réputationnels — peuvent se permettre des taux de rejet élevés sans éprouver en contrepoint des difficultés à garnir leurs numéros. Elle n'est pas suffisamment prestigieuse pour que les auteurs les plus reconnus la considèrent comme le lieu où il faut publier en français leurs travaux originaux et tous ceux qui redoutent ses avis l'évitent, sans parler d'autres effets réputationnels, comme celui (fallacieux) d'être « positiviste ». Depuis un certain nombre d'années, il est souvent difficile de boucler les numéros car la matière manque. En 2020, elle avait presque un an de retard dans son échéancier de publication, même si la situation s'est améliorée en termes de soumissions spontanées depuis mars de cette même année. Longtemps, M.-C. Robic a multiplié les pistes et les anticipations pour pérenniser le moyen terme, démarchant partout où elle le pouvait, imaginant des dossiers, assistant à des colloques et participant à des jurys de prix pour découvrir de nouveaux auteurs. C'était une activité très prenante, qu'elle cumulait avec tout le reste. J'ai l'impression d'avoir un périmètre d'opération différent, davantage tourné aujourd'hui vers l'histoire des sciences humaines et sociales dans sa globalité, et je consacre bien moins de temps à une sociabilité géographique. Il s'agit peut-être aussi d'un effet « transitionnel », alors que je ne suis pas directeur de recherches et dois me donner les conditions pour le devenir, mais toujours est-il que je me trouve bien moins efficace pour abonder des sommaires de plus en plus laborieux à constituer. En 2017, j'ai essayé d'impulser un numéro épistémologisant sur « nature et environnement », qui n'a pas vraiment pris, faute peut-être d'avoir sur ces questions le *leadership* et l'autorité suffisants pour y parvenir rapidement. Il faut dire également que l'économie annuelle de mon travail rend ma disponibilité pour mener un travail de propagandiste très variable. Plus j'écris ou enseigne et moins je suis en mesure de dégager de l'énergie pour autre chose.

Faire un premier bilan de cette activité de direction requerrait que j'arrive à déterminer comment mieux investir la fonction (c'est-à-dire plus efficacement) et y trouver un équilibre et un

---

<sup>27</sup> J'ai développé une distinction entre « revues de flux » et « revues de dossiers » dans un article co-écrit avec Wolf Feuerhahn dans *Tracés*, « La revue, un lieu de contestation ? » (titre assez trompeur sur son contenu).



fonctionnement plus satisfaisants. On imagine parfois les directeurs de revue comme des figures héroïques, capables de susciter du neuf et de modeler des sommaires à la force du poignet, alors que les contraintes matérielles (livrer des numéros dans les temps, faire avec ce que l'on peut obtenir, etc.) font de cette activité un jeu permanent avec les contraintes éditoriales et le hasard. Il est toujours plus satisfaisant d'impulser des dossiers intéressants ou des articles prometteurs que d'arbitrer des décisions sur le tout-venant d'un flux de soumissions spontanées, en particulier dans une économie où l'offre éditoriale est saturée. Mais encore faut-il trouver des idées ou se donner les moyens d'en accueillir. Comme tout champ de savoir, la géographie produit des travaux et des auteurs intéressants, mais encore faut-il les identifier et les attirer. L'élaboration théorique y pose encore problème, notamment parce que l'injonction à la généralité, au positionnement et à l'abstraction n'y est montée en puissance que depuis une trentaine d'années.

J'ai identifié dans le *Plain-pied...* (Orain, 2003, 2009), le moment où « problématisation » et « théorisation » sont devenues de nouvelles normes, d'abord à l'initiative d'une génération montante de « publicistes » (C. Raffestin, J.-B. Racine, H. Reymond, A.-S. Bailly, etc.) en rupture avec la *doxa* réaliste classique (dans les années 1970 et au début des années 1980), ensuite de façon plus consensuelle dans les années 1990. La généralisation et la systématisation d'injonctions théoriques appelleraient une historicisation plus rigoureuse, qui impliquerait d'aller étudier les transformations des instructions officielles dans les années 1980-90 et d'étudier finement leur mise en œuvre ou leur congruence avec des initiatives déjà prises. Je fais l'hypothèse qu'on observerait un très fort différentiel entre les lieux, les équipes et les structures de formation, sans parler des individus. Dans certaines universités, on a fait de la géographie classique jusque dans les années 2000. Ailleurs, les « outils », l'aménagement ou diverses sortes de spécialités objet-centrées sont devenus le plan de contenu de la « géographie ».

Si l'exigence théorique est devenue progressivement un standard, cela ne s'est pas assorti d'un dispositif de formation à la hauteur, outre qu'elle est professée trop souvent de manière cynique ou peu cohérente. Mais, plus encore, la théorie a été en quelque sorte déléguée à une poignée de théoriciens disposant en apparence d'un capital spécifique en la matière — même si la légitimité acquise l'a été en interne et très peu sur une scène intellectuelle plus globale. Quelques coups éditoriaux — le plus spectaculaire ayant sans doute été le *Dictionnaire de la géographie et des sciences de l'espace* — ont favorisé l'instauration d'un monopole relatif, qui a le caractère d'une rente, entretenue par des légions de pédagogues de classes préparatoires et de collègues peu regardants. Or l'oligopole de théoriciens légitimes, qui nourrit la masse des géographes « empiristes » de ses élaborations prêtes à l'emploi, est très loin d'avoir produit des choses équivalentes à ce que, par exemple, les physiciens expérimentateurs attendent des théoriciens de la physique. L'autre tropisme fort des géographes actuels se porte sur une certaine géographie anglophone essayiste, dont David Harvey serait la figure proéminente<sup>28</sup>, souvent aussi peu soucieuse de mettre à l'épreuve sa *big theory*, son *storytelling* et ses *buzzwords*, que les « théoriciens » à la française leurs formules. Le modèle de l'article à l'américaine — avec ses états de l'art interminables et ses conclusions empiriques minuscules, sous-produit d'une économie du *publish or perish* qui incite à publier beaucoup en diluant — semble également susciter une fascination croissante. L'on pourrait pourtant trouver plus désirable un régime de connaissance sans partage des tâches dans lequel chaque recherche thématique construirait plus ou moins collectivement des appareils théoriques *ad hoc*, à charge pour les chercheurs de les construire empiriquement, un peu comme c'est le cas dans les bonnes recherches en sciences sociales. Non pas que ce genre de pratiques soit totalement absent, mais il n'est pas la norme.

Des traits dominants de l'élaboration théorique et des liens théorie-empirie dans la géographie française contemporaine découlent des productions appelant une foule de refus ou de révisions laborieuses dans le contexte intellectuel qui est celui de *l'Espace géographique*. J'ai écrit un éditorial (signé à deux), pour notre prise de fonction officielle en 2017, où j'essayais de prendre

---

<sup>28</sup> Il ne s'agit pas ici de réduire D. Harvey à son essayisme occasionnel pour autant, plutôt de suggérer l'influence d'un certain type de textes qu'il a produits.

position sur ces enjeux et d'afficher clairement la couleur. Il n'a pas eu d'impact apparent, en tout cas il n'a pas modifié la nature de la production soumise à la revue : hormis exceptions, cette dernière est toujours aussi peu convaincante théoriquement quand elle a des prétentions en la matière, qu'elle plaque sur un matériel empirique en faisant comme si proclamation valait épreuve. Face à ce genre d'écueils, je me suis progressivement inspiré de ma pratique d'accompagnement des textes à la *RHSH*, consacrant du temps auprès de jeunes auteurs et autrices pour leur faire bonifier leur article, essayant de mettre du liant avec des seniors qui avaient été chahutés par des opinions de lecteurs (déjà largement rabotées dans l'élaboration des synthèses de décision). Le *hic* est bien entendu que ce genre d'artisanat prend un temps considérable, même s'il est satisfaisant et contribue à améliorer l'image de *l'Espace géographique*, ce qui est le souci principal de l'équipe de direction étendue actuelle.

L'expérience de direction à la *Revue d'histoire des sciences humaines* présente des similarités à certains égards. Mais ce qui change la donne est qu'elle se situe dans mon « cœur de métier » et bénéficie d'avoir fait éclore une amitié intellectuelle basée sur la complémentarité, l'observation des qualités de l'autre, avec un apprentissage à la clé.

J'ai assisté au début des années 1990 à un certain nombre de colloques annuels de la Société française pour l'histoire des sciences humaines (SFHSH). Elle était à l'époque le seul acteur de plein exercice du champ. Ses manifestations annuelles étaient extrêmement stimulantes et je m'y reconnaissais au point d'avoir adhéré dès 1992. Il n'y avait pas de revue, seulement un bulletin où l'on trouvait une mine d'informations et des textes de travail. Déjà à l'époque, son caractère transdisciplinaire m'apparaissait fort précieux. Certains de ses membres les plus actifs ont fondé la *RHSH* en 1999, à laquelle je me suis abonné immédiatement. Et puis la revue a disparu des radars en 2003-2004 : je n'ai reçu aucun message de l'éditeur (les Presses du Septentrion) au moment où il a lâché l'affaire et n'ai découvert que vers 2007 qu'elle avait continué de paraître chez Sciences humaines. J'ai réalisé bien plus tard que le changement d'éditeur avait coïncidé avec des guerres intestines et un schisme entre la revue et la Société. Quand j'ai rejoint le conseil d'administration de cette dernière fin 2006, j'ignorais tout de ce contexte et c'est avec un enthousiasme naïf que je me suis vu contribuer à ce qui pourrait devenir un lieu désirable de ma nouvelle vie de chercheur. J'ai assez vite dû réajuster ma perception, tant les réunions du CA de la SFHSH d'alors étaient assez peu un lieu de débat et d'élaboration collective. Il m'a néanmoins permis de faire la connaissance de Bertrand Müller.

Claude Blanckaert, longtemps un pilier de la SFHSH, ne l'était plus. En revanche, il avait eu l'occasion de lire *Géographes en pratiques (1870-1945). Le terrain, le livre, la Cité* (Baudelle et al., 2001) pour une manifestation organisée par M.-C. Robic à l'occasion de la sortie du livre et connaissait donc mon travail sur De Martonne. Il a par la suite publié le livre tiré de ma thèse dans sa collection à l'Harmattan. C'est l'année de la sortie de ce dernier (2009) qu'il m'a proposé de rejoindre le comité de rédaction de la *RHSH*. Étant donné la part restreinte de l'histoire de la géographie dans la revue, mon activité de lecteur s'est exercée sur des articles très divers, ce qui me convenait très bien. Assez rapidement, une convergence, voire une connivence, m'a rapproché de Wolf Feuerhahn, avec lequel je partageais des exigences que l'on pourrait qualifier de « contextualistes ». Nous étions tous les deux également très réticents à l'égard des usages instrumentaux du passé ou des opérations philosophantes dégageant une « pensée » dont il s'agissait de reconstruire la généalogie.

Courant 2012, le Centre de recherche sociologique sur le droit et les institutions pénales (CESDIP)<sup>29</sup> a cessé de fournir son concours à la préparation des manuscrits et un peu plus tard

---

<sup>29</sup> Laboratoire de Laurent Mucchielli de 1996 à 2010, le CESDIP a longtemps pris en charge les activités de secrétariat d'édition dont avait besoin celui qui fut le directeur de la *RHSH* de 1999 à la fin 2007. Dans ces conditions, la volonté du laboratoire de se dessaisir d'une activité liée à un chercheur parti à Marseille, et de surcroît même plus membre du comité de rédaction, était une évidence. C'est aussi l'entregent de L. Mucchielli qui a permis à la revue d'être publiée par Sciences humaines pendant huit ans.

les éditions Sciences humaines ont notifié aux directeurs de l'époque que la revue était trop déficitaire pour qu'ils en poursuivent la publication, travail qu'au demeurant ils suivaient assez peu, ne se souciant pas vraiment de promouvoir une telle « danseuse » éloignée de leur métier de vulgarisateurs. La *RHSH* est alors entrée dans une période d'incertitudes qui a duré jusqu'à la fin 2013. De guerre lasse, C. Blanckaert et J.-C. Marcel ont cessé de prospecter des éditeurs au printemps 2013, après un énième refus poli. Les comités de l'époque avaient un aspect crépusculaire et ne réunissaient plus qu'une poignée de participants, dont Wolf et moi. Nous nous sommes proposés pour faire de nouvelles tentatives, d'abord sans grand succès. De manière quasi inespérée, nous avons reçu un bon accueil aux Publications [devenues Éditions] de la Sorbonne, qui développaient alors un « portefeuille » de revues. En décembre 2013, ces négociations ont abouti et nous sommes devenus les nouveaux directeurs de la revue. En parallèle, j'avais impulsé la création d'une association<sup>30</sup>, destinée à recueillir des subsides nous permettant le cas échéant de payer un travail de secrétariat d'édition. Elle a permis depuis de constituer une cagnotte qui finance des travaux d'édition et de traduction, mais aussi l'achat de numéros à l'éditeur, manière de le soutenir dans son effort.

Il a encore fallu environ quinze mois pour que sorte le premier numéro de la nouvelle série. Il avait été décidé que faire paraître un volume sur les « années 68 » serait un argument de relance. Les dossiers que la revue avait en réserve depuis le début de la crise semblaient moins attractifs. Les textes disponibles provenaient d'un colloque que j'avais organisé avec Bertrand Müller en septembre 2008 sous l'égide de la SFHSH. L'ensemble avait longtemps attendu parce qu'en l'état il était chiche, malgré de vaines tentatives pour l'étoffer, et que certains textes nécessitaient une reprise. J'ai retravaillé avec leurs auteurs l'ensemble des articles qu'on m'avait confiés, dont certains attendaient depuis de nombreuses années, en ai récupéré trois (jamais livrés auparavant). Je me suis mis à la rédaction de mon article sur la géographie en 1968, avant de décider de donner le tract « propositions destructives » comme document du numéro et d'en réaliser le commentaire, puis enfin de réaliser l'introduction du volume. En mai 2014, le volume était prêt : évalué par des lecteurs du comité, corrigé, mis aux normes de l'éditeur. Nous nous sommes lancés alors dans l'évaluation puis l'édition des suivants.

La tentation pour évoquer l'élaboration des numéros publiés depuis février 2015 serait d'entrer dans le détail des innombrables travaux auxquels je me suis adonné depuis notre entrée en fonction. La paire de directeurs très complémentaires et en bonne intelligence que nous formons avec W. Feuerhahn a consacré beaucoup d'*attention* (sinon de vigilance ?) à tout ce qui arrivait à la revue — cela pourrait sembler une évidence et pourtant elle étonne plutôt. L'alimentation des sommaires a souvent été facilitée par la grande capacité d'impulsion et l'enthousiasme de mon *partner in crime*. Mon rôle s'est avéré souvent être, par contraste, celui du Père la rigueur : celui qui met le doigt sur les problèmes, qui suscite quantité de refus, mais qui propose aussi des reprises et dégage ce qui pourrait être mieux mis en valeur<sup>31</sup>. En l'espace de six ans, j'ai rédigé une soixantaine d'évaluations et de versions commentées des textes soumis, réécrit plusieurs articles et introductions, accompagné nombre d'auteurs en amont de ou durant la procédure d'évaluation, sans parler de tout ce qui incombe spécifiquement à des directeurs de revue<sup>32</sup>. Cette activité éditoriale est invisible, et partant peu reconnue. En outre, tout ce qui semble compter aujourd'hui est la liste de publications d'un individu, négation de tout travail collectif ou au service d'autrui. Pourtant, avec leurs qualités et leurs inévitables défauts, les numéros proposés depuis la relance de la *RHSH* manifestent une certaine idée de l'histoire des

---

<sup>30</sup> Je me suis basé sur le modèle de l'Association pour le développement de l'*Espace géographique* (ADEG), créée deux ans plus tôt pour recevoir les financements de l'INSHS destinés à la traduction en anglais de la revue.

<sup>31</sup> Démarche pour le coup commune aux deux directeurs.

<sup>32</sup> Entre autres : les synthèses de décision, la lecture des épreuves, la représentation de la revue dans des manifestations savantes ou grand-public, le dialogue avec des auteurs potentiels, les échanges avec la maison d'édition, l'élaboration des paratextes, en particulier des quatrièmes de couverture, sans parler de tout ce qui relève de l'animation du comité.

sciences humaines<sup>33</sup>, une certaine idée aussi de ce qu'est un bon article d'histoire des sciences, même s'il y a toujours des arbitrages à faire et des renoncements en cours de route : certains auteurs se saisissent des suggestions qu'on leur fait et améliorent ce qu'ils ont écrit de façon saisissante ; d'autres campent sur une position qui semble inaltérable, au risque de la rupture, de l'abandon ou d'une reddition de l'éditeur. Il y a eu dès lors quelques couluevres à avaler, mais leur souvenir s'estompe et la relative cohérence des dossiers devient plus lisible avec du recul.

Il a fallu également remédier en interne à la démobilisation provoquée par la crise de 2011-2013. En l'espace de cinq ans, le comité a été très largement renouvelé, le nombre annuel de réunions doublé, l'ensemble des procédures systématisé. La revue a bénéficié jusqu'en 2021 du concours précieux de Céline Barthonnat, « éditrice » relevant du Centre Koyré — où elle s'occupait de trois titres — après avoir été notre interlocutrice aux Publications de la Sorbonne. Son travail et ses compétences multiples nous furent très précieux. L'accès en ligne à la revue est longtemps demeuré un problème, suite aux réticences du nouvel éditeur à payer un maintien de la *RHSH* sur Cairn, avant finalement de migrer en 2018 sur OpenJournals (ex-revues.org) après un temps d'instruction du dossier, pour laquelle l'expérience de C. Barthonnat fut précieuse. À une époque où les lecteurs de revue de papier se font rares et où les recherches de textes accessibles sur internet sont devenues la norme, la visibilité de ce que nous avons publié depuis 2015 en a manifestement souffert.

Dans ses grandes années, la SFHSH se voulait un lieu de rapprochement, de mutualisation et d'acculturation réciproque pour des chercheurs venant d'horizons assez différents. L'histoire des sciences humaines était pratiquée par des esprits réflexifs ayant plus ou moins renoncé aux gestes disciplinaires pour analyser ceux-ci dans leur historicité, dégager leurs conditions de production avec un horizon de rétrospection large et mobiliser une gamme étendue de références, notamment historiques et sociologiques. Il y avait pour certains l'espoir de réussir à autonomiser là un champ de recherche, voire à obtenir son institutionnalisation. Force est de constater que ces espoirs n'ont pas abouti, que les logiques et intérêts disciplinaires demeurent prégnants et que le degré d'intégration a plutôt régressé depuis les années 1990. Les historiens de leur côté aiment annexer l'histoire des sciences sociales et en faire un objet distinctif, mais ils éliminent assez systématiquement dans leurs recrutements<sup>34</sup> les imprudents qui en ont fait leur sujet de thèse. L'histoire des sciences (en général) n'est pas prioritaire dans les politiques (publiques) de promotion de l'interdisciplinarité. Et pour cause : elle n'a pas de rendement, ne satisfait aucun intérêt, sinon les opérations de légitimation — le plus souvent disciplinaires — de ceux qui la dévoient en généalogie. Dans un contexte de restrictions budgétaires croissantes depuis 1993, elle est dotée — fort peu — par délégation marginale de moyens : à l'occasion par exemple d'un recrutement disciplinaire<sup>35</sup>, d'une opération commémorative (détournée de son objectif), d'un modeste financement ou d'une reconversion individuelle. Une décision politique ponctuelle permet parfois de rompre brièvement avec l'indifférence institutionnelle. C'est que les opinions bien senties sur son « importance », son « caractère essentiel », etc., abondent. Mais cela demeure structurellement un choix de carrière périlleux, au moins en amont de l'acquisition d'un poste stable. L'inconvénient d'une telle situation réside dans le fait qu'on n'acquiert pas la même chose en pratiquant un domaine à l'issue d'une formation précoce et spécialisée (pour peu qu'elle existe) ou en constituant l'exploration du passé de sa discipline en hobby occasionnel socialisé dans des

---

<sup>33</sup> Voir à ce propos l'éditorial à quatre mains du n° 26, même s'il ne dit rien des dispositifs probatoires.

<sup>34</sup> En particulier, ceux qui ont voulu faire précocement de l'histoire de l'histoire leur spécialité académique ont vu souvent leur carrière empêchée ou ralentie. La spécialité reste dès lors largement une chasse gardée de pontes répondant au stéréotype du vieux sage qui l'âge venant tourne son regard vers le passé de sa discipline, représentation hégémonique jusque dans les années 1970. C'est un vivant paradoxe que de voir combien la discipline historique par excellence produit peu d'historicisation convaincante d'elle-même. Il y va aussi de l'actualité, sinon du présentisme, d'une corporation qui n'accorde de crédit qu'à une production très récente, la seule jugée au fait des questions que se posent les historiens du moment.

<sup>35</sup> À titre d'anecdote, après mon recrutement au CNRS, l'un des membres du jury de la section 39 m'a dit en substance : « Bon, on t'a recruté, mais le prochain historien de la géographie, ce sera dans dix ou vingt ans ».

activités érudites et légitimantes — à l'image des médecins faisant l'histoire de leur noble profession. L'enjeu absolument décisif d'un apprentissage de plein exercice est de donner à l'historien des sciences la capacité de s'affranchir plus facilement des solipsismes disciplinaires et de connaître la valeur de gammes d'exemples qui décentrent son regard. Avoir un pied disciplinaire et un autre historien (ou sociologue, ou tout autre profil intersectionnel au demeurant) a aussi cet intérêt indéniable que le métissage produit — entre autres avantages — un inconfort (le plus souvent) productif. En revanche, il est socialement producteur d'incompréhension, d'où l'importance à ce titre d'une scène autonome, fût-elle épisodique ou nomade.

Nous sommes plusieurs à souhaiter que la *RHSH*, ou un dispositif plus large<sup>36</sup> dont elle serait l'une des pièces, permette à cette scène de mieux exister. Il m'est difficile de concevoir une forme décisive d'intervention qui la consoliderait autant du point de vue socio-scientifique que démographique et pallierait ainsi sa fragilité institutionnelle. J'imagine plutôt une série convergente de petites actions positives dont l'accumulation voire la combinaison sur le temps long aurait un effet porteur. Le travail que nous faisons auprès des jeunes chercheurs en serait un exemple assez immédiat. Son rendement est peut-être illusoire, en tout cas il n'a pas de sens pris isolément, notamment en dehors d'un travail de notoriété plus général face auquel je ne me sens pas encore le mieux armé. Heureusement, cette revue est une entreprise de plus en plus collective. Sa capacité croissante à fédérer des expériences et des ressources diversifiées est porteuse d'une promesse.

*L'Espace géographique* et la *Revue d'histoire des sciences humaines* ont occupé une place très importante dans mon travail durant la dernière décennie. D'autres périodiques m'ont sollicité épisodiquement pour des avis — [Cyberge](#), [EchoGéo](#), [ACME](#), les *Annales de géographie*. Plus significative a été ma participation à deux autres entreprises collectives, l'encyclopédie en ligne [Hypergé](#) et la refonte du dictionnaire *Les Mots de la géographie*. Le créateur de la première, Bernard Elissalde, ancien membre de la revue *EspacesTemps* et compagnon de route de la mouvance quantitativiste, participait régulièrement aux réunions d'EHGO au début des années 2000. Il m'a passé commande de deux notices, « Réalisme » et « Constructivisme », en 2006. Je les ai écrites assez rapidement avant de rejoindre le comité trois ans plus tard. Une des particularités de ce dernier est de demander à ses membres une lecture de l'intégralité des textes à évaluer. Ces derniers, commandés à des géographes spécialistes du thème à traiter, sont brefs et relativement peu nombreux, avec un caractère didactique très marqué. Au fur et à mesure que s'affinait mon métier d'épistémologue et de spécialiste des lexiques scientifiques (sémanticien), j'ai ressenti un porte-à-faux grandissant à l'égard de ces productions, parfois appuyées sur de grandes compétences techniques, mais très normatives et souvent peu convaincantes sur le plan de l'élaboration théorico-épistémologique et de la connaissance des champs connexes, en particulier les sciences sociales. J'aurais dû livrer plusieurs notices (« positivisme », « structuralisme », quelques biographies) mais n'ai pas encore trouvé le temps, d'autant que ces sujets sont énormes et que j'éprouve de plus en plus de difficulté à l'idée de les traiter en 10-15 000 signes sous une forme qui pourrait satisfaire les attentes de mes collègues.

Le problème s'est au demeurant posé en 2018 avec une nouvelle commande sur « Constructivisme », pour le *Dictionnaire critique de l'Anthropocène* (paru en 2020). Ce que j'ai livré n'a plus rien à voir avec la notice publiée par *Hypergé* en 2007 : nulle formule venant figer le sens du terme, un essai au contraire pour montrer la grande variation de ses usages dans le temps, et une interrogation lancinante sur les implicites et les effets posturaux de sa mobilisation. J'ai eu la

---

<sup>36</sup> La SFHSH est actuellement prestataire de colloques biennaux où des acteurs d'horizons divers viennent organiser des sessions, suivant en cela un modèle très répandu qui fragmente davantage qu'il ne réunit. Les sessionnaires viennent, parlent, assistent à leur événement *ad hoc* puis repartent. Autant dire qu'il faudrait imaginer au-delà des manières plus pérennes de fédérer. J'imagine bien que les animateurs de la société ont le même objectif, mais je crains que les intérêts centrifuges qui investissent les congrès ne l'entendent pas si facilement de cette oreille.

chance que ma démarche soit comprise et acceptée. À l'avenir, produire de nouveaux articles de forme dictionnaire impliquera que j'arrive à ruser avec les attentes des commanditaires, en donnant *des* formules, en privilégiant l'extension du terme plutôt que son « intension », pour reprendre des catégories logiques reformulées et discutées par Hilary Putnam dans "The Meaning of Meaning" (1967)<sup>37</sup>. Je peine à considérer qu'il existe dans la pratique humaine quelque chose comme une signification première fondamentale des mots (leur intension) qui viendrait régler l'ensemble de leurs usages, au risque souvent de la cacophonie, tant les glissements sémantiques sont porteurs de malentendus. Ces derniers proviennent notamment d'une forme d'accord factice dans des situations de communication où des acteurs pensent parler ensemble de la même chose parce qu'ils utilisent le même vocabulaire, ce qui est loin d'être toujours le cas. Sauf accord collectif — intéressant à étudier dans les verbatims de réunions, en particulier dans les « années 68 » — les formes de régulation d'une telle dérive supposent une forme de violence symbolique dont le coût peut s'avérer prohibitif et le rendement mince. La dérive sémantique est aussi ce qui attend la plupart des élaborations conceptuelles qui ont réussi, alors même qu'il s'agit très souvent d'atteindre une forme d'univocité. Il y aurait par exemple une sémantique historique de « paradigme » à entreprendre, à partir de la catégorie grammaticale puis de celle des linguistes (déjà très différente). Elle montrerait sans doute combien la répercussion planétaire de *La Structure des révolutions scientifiques* et sa réinterprétation du terme dans un biotope épistémologique a popularisé une gamme d'usages<sup>38</sup> qui n'ont pas cessé d'en étendre et d'en diluer le sens, au point que n'importe quelle généralité peut faire figure de « paradigme » aujourd'hui. Une chose est de reconnaître un tel état de fait socio-langagier, une autre de la trouver satisfaisante. Je concède volontiers une position paradoxale, voire clivée, sur cette question, dans la mesure où mon aspiration à la rigueur terminologique — elle-même pas toujours infaillible — entre en contradiction avec mon analyse du fonctionnement des usages langagiers, dans les sciences humaines et sociales ou dans la vie quotidienne.

Cette ambivalence me semble éclairer rétrospectivement cette autre expérience lexiconormative qu'a été la révision du dictionnaire *Les Mots de la géographie* de Roger Brunet. Ce dernier a été publié en 1991 pour la première fois et a connu depuis maintes rééditions augmentées à la marge, avant que son éditeur, La Documentation française, ne demande au début des années 2010, une refonte de plus grande ampleur. Son auteur principal, alors déjà presque octogénaire, en a dévolu le chantier à Céline Rozenblat, professeur de géographie urbaine à l'université de Lausanne. J'ai rejoint l'équipe qu'elle a constituée à l'instigation d'A. Bretagnolle, que je côtoyais beaucoup à l'époque dans le cadre de *l'Espace géographique* et du master 2 où nous enseignions tous les deux. La tâche s'est avérée considérable car chaque notice réécrite donnait lieu à une discussion collective, qui pouvait être très longue, et se ressentait de la position d'autorité très spécifique de D. Pumain au sein du groupe. Je ne rentrerai pas dans les détails de la tâche, mais disons que réécrire à partir des compositions si singulières — stylistiquement parlant — de R. Brunet, s'est avéré une gageure. Il y va du statut d'un homme et d'un auteur qui a incarné profondément la rénovation de la géographie française dans les années 1970-1990<sup>39</sup>, a pu même en paraître un temps la figure exceptionnelle et charismatique, et dont la manière d'écrire est

<sup>37</sup> Si j'essaie de résumer l'idée quino-goodmano-putnamienne, l'extension renvoie à l'ensemble des usages d'un terme, qui d'un point de vue nominaliste renvoie à une série finie d'occurrences au-delà desquelles il n'y a rien de plus ; tandis que l'intension renverrait à la « signification fondamentale », à l'essence, ou au fondement naturel qui stabilise le sens du mot. Goodman était purement nominaliste, Quine s'est revendiqué naturaliste, tandis que Putnam a essayé de tenir ensemble extension et intension.

<sup>38</sup> Dans un texte fameux de *Criticism and the Growth of Knowledge* (Lakatos & Musgrave, 1970), la linguiste et informaticienne Margaret Masterman a pointé vingt-et-une significations différentes du terme dans la première édition (1962) de *The Structure of Scientific Revolutions*. Son intervention a conduit ultérieurement Thomas Kuhn à reformuler sa nomenclature pour ne plus utiliser le terme que pour désigner des formes spécifiques de « résolution d'énigme » (*puzzle-solving*).

<sup>39</sup> Je renvoie *a minima* à ce que j'ai pu en dire dans *De Plain-pied dans le Monde* (2009) et dans « Le rôle de la graphique dans la modélisation en géographie... » (2016). On pourra aussi se référer à un travail de Soizic Alavoine (1996) sur cet ouvrage et aux réflexions d'Isabelle Lefort (2003) sur l'écriture de son auteur.

idiosyncrasique : joueuse, tranchante, souvent précieuse, émaillée d'innombrables citations littéraires, et en même temps traversée de convictions bien senties, polies jusqu'à l'aphorisme. Il n'est dès lors pas aisé, en tout cas pour moi, de remodeler quelque chose avec l'argile d'un monument, de le renverser, d'en retrancher des membres entiers, pour en faire quelque chose d'autre, sans totalement oublier ce qu'était la matière originale, en particulier quand elle est d'une grande inventivité.

### écriture

Espace plan de la géographie des trois premiers quarts du XX<sup>e</sup> siècle ; la platitude est issue de l'ample érosion effectuée par un siècle d'empirisme vaguement positiviste. « Si les géographes et les sociologues ont en commun de montrer plus d'indifférence (que les historiens) envers les qualités littéraires, les premiers manifestent l'humilité des dispositions qui conviennent à leur position en prenant le parti du style neutre qui est l'équivalent de l'abdication empiriste à laquelle ils se résignent la plupart du temps » (P. Bourdieu, *Homo Academicus*). L'écriture du XIX<sup>e</sup> siècle avait souvent du relief, comme en témoignent Élisée Reclus, ou Alexandre de Humboldt. Les secousses tectoniques\* et toniques de ces toutes dernières décennies semblent devoir lui en redonner. « L'on n'inscrit [écrit] pas pour assombrir la population » (G. Perec, *La Disparition*).<sup>40</sup>

J'ai par ailleurs retrouvé dans les notices signées R. B. des *Mots de la géographie* quelque chose que j'avais qualifié de *cratylisme* dans ma thèse, en suivant G. Genette (1976) : une posture qui voit dans la relation entre les mots et ce qu'ils désignent une relation non pas strictement conventionnelle mais au contraire mimétique, et partant indexée sur un cours des idées pures, la seule chose réelle pour le genre de platonisme qui fait arrière-plan chez R. Brunet. Assez significativement, c'est dans les préoccupations étymologiques de leur auteur, notamment sa propension à mettre en exergue la « racine indo-européenne », autrement dit le « sol » significationnel d'un mot, que s'ébauche la conviction réaliste d'une correspondance entre les « êtres géographiques » expérimentés par les sociétés humaines et leur terminologie. Malgré le foisonnement des significations qu'acquiesce l'écriture de ce dictionnaire, malgré l'absence d'une hiérarchie explicite entre elles, c'est bien souvent le primat d'une *intension* ou d'une formule générique qui ressort de la déclinaison de ses extensions (qui sont d'ailleurs techniquement plutôt des dérivations ou des extensions abstraites), même si l'on pourrait donner des contre-exemples. Par un curieux paradoxe, la tentation rationaliste d'aller vers une rigueur terminologique s'appuie, un peu comme chez P. Vidal de la Blache (cf. Robic, 1991, pour ce dernier), non sur une coupure terminologique mais sur un « mixte » de langue vernaculaire et d'idiome géographique perçus dans une certaine continuité, en faisant le pari qu'on peut atteindre une forme de pureté terminologique par des opérations de rapprochement et de stylisation au sein d'une diversité extensionnelle d'usages. On pourrait dire aussi que chez lui le concept qui gîte dans un mot n'est pas d'emblée analytique ou analysable, il est une potentialité à l'œuvre dans une diversité d'acceptions dont la superposition révèle — autant que faire se peut — l'arrière-plan intensionnel. Autant dire que nos réécritures, en suspens depuis trois ans, ont largement miné cette manière de procéder (quoique l'on en pense) en l'entrelardant de développements très techniques et de « clarifications », c'est-à-dire en la normalisant...

L'éditeur scientifique en moi, un peu comme l'enseignant auparavant, a passablement ralenti le chercheur. Mais de la même façon que mes cours à Toulouse m'avaient permis de me familiariser avec des pans entiers de la géographie, de l'épistémologie ou de la « russologie », et ont nourri, encore qu'à des degrés divers, mon travail académique, ces activités liées à des revues et à des entreprises dictionnaires m'ont apporté de précieux capitaux. Le plus immédiat pour un « socio-épistémologue de champ »<sup>41</sup> comme je m'efforce de l'être est de lui offrir une vision synoptique, quoique partielle, sur les productions présentes de celui-ci, à un moindre degré sur

---

<sup>40</sup> Brunet (1992, p. 167).

<sup>41</sup> Cette formule essaie de rendre compte d'une activité visant à élaborer conjointement une analyse socio-institutionnelle et une analyse épistémologique d'un champ de savoir défini autant par les acteurs qui le font exister que par les connaissances, les discours, les pratiques et les idéalités qu'ils produisent.

leurs auteurs ou les collectifs (laboratoires, programmes, etc.) qui ont présidé à leur gestation. Il s'agit à bien des égards d'une observation participante, qui aurait la particularité de ne pas avoir de but précis, de ne pas être explicitée directement en fonction d'une intention de recherche préalable, ce qui la rend éminemment inductive dans ses résultats. L'autre capital est évidemment social. Me construire *délibérément* un réseau social — avec les stratégies que cela implique — ne m'a jamais effleuré et c'est sur le ressort unique d'un travail partagé et d'affinités lentement mûries que j'ai pu tisser des liens d'estime, voire d'amitié, avec un nombre grandissant d'interlocuteurs, souvent depuis ces tribunes que sont les comités éditoriaux. Alors que les sollicitations directement induites par mes publications — confidentielles à bien des égards — ont été assez rares jusque récemment, j'ai eu la chance de bénéficier parmi les collègues qui me côtoyaient d'une attention et d'un soutien qui ont très fortement configuré le spectre de mes interventions orales et écrites depuis la fin des années 2000. Comme je l'ai déjà expliqué, j'ai surtout fonctionné à la commande depuis 2008-2009, sans doute parce que j'ai besoin d'une demande pour sécuriser l'issue de mes entreprises, être sûr de trouver un public. La situation est certainement très différente pour un auteur en contrat chez un éditeur ou pour un collectif financé par un programme de recherche — deux situations assez rares quand on fait de l'histoire de la géographie, sauf à travailler sur un sujet socialement porteur. En amont de cette période, l'organisation d'un colloque intitulé « Mai 68, creuset pour les sciences de l'homme ? » a été ma principale tentative spontanée<sup>42</sup>. Mais pour l'essentiel, les travaux me sont plutôt venus d'une commande ou d'une invitation, parfois en capitalisant sur des recherches jamais publiées, parfois à partir de rien. D'avoir noué quelques liens de travail forts l'a rendu possible, en même temps qu'ils potentialisaient de nouvelles rencontres, de possibles promesses.

Dans un état antérieur de ce texte, j'égrenai la liste des personnes qui comptent ou ont compté dans ma « vie savante », et dont le soutien m'a permis d'avancer malgré l'invisibilité de l'histoire de la géographie, malgré des doutes sur l'intérêt de ce que j'écris et malgré une exigence souvent stérilisante, pour finalement me dire que l'ensemble de ce qui est évoqué dans ce récit contient déjà, de loin en loin, la matière d'une telle énumération, la rendant superflue. Aussi préférerais-je prendre brièvement la question à un niveau différent, pour l'articuler à l'enjeu de tisser des liens, voire des « réseaux ». Certains « écrivains » (Barthes, 1964) de sciences sociales tracent leur sillon imperturbablement, avec la volonté irréductible de faire œuvre et une conduite monastique qui leur apparaît certainement nécessaire à l'accomplissement de celle-ci. Pourtant, les conditions du travail universitaire (au sens large), avec tout ce qu'elles comportent de fardeaux, d'obligations et de freins, permettent d'élargir une altérité sans laquelle le travail solitaire prend le risque du repli et d'une certaine forme de soliloque. Il y a là sans doute une banalité, mais elle est bonne à dire : comment avancer de manière significative sans ce mélange de critique et de bienveillance que les interlocutions intellectuelles permettent ? Comment se renouveler sans se frotter régulièrement à de nouveaux auditoires ? De voir autour de moi certains individus interagir avec une large palette de collègues ou de collectifs — sans le début d'une intention stratégique carriériste, mus simplement par l'enthousiasme et la curiosité — et en tirer en retour des bénéfices divers, m'a fait beaucoup réfléchir sur la sorte de volontarisme que requiert une interactivité élevée. Dans une conception qui doit beaucoup au Norbert Elias de *La Société des individus* (1991), le travail individuel procéderait de et prendrait sens dans une socialisation scientifique, dont les configurations peuvent être plus ou moins denses, plus ou moins intenses, se recomposer ou se combiner avec le temps, avec l'idée qu'il existe, toutes choses égales par

---

<sup>42</sup> Plus récemment, en 2015, ma participation à un congrès de l'UGI à Moscou est le seul geste qui ne procède pas d'une invitation en dix ans. On pourra lire sans doute dans tout cela une certaine inhibition à prendre des initiatives dont il faut que je me départisse. Je préfère y voir *aussi* la conséquence de circonstances longtemps difficiles (2010-2013) et d'un emploi du temps non extensible où la direction de revues puis d'une équipe a progressivement pris une place importante (j'avais mon compte d'administration). En outre, l'impulsion de projets demande des réseaux, et s'invente le plus souvent à plusieurs, conditions auxquelles j'ai le sentiment d'accéder depuis peu.



ailleurs, une relation linéaire entre le degré et la qualité de connexité et la fécondité de ce que l'on accomplit.

Pour arriver à une telle analyse, aussi banale qu'elle puisse paraître, et pouvoir envisager d'en faire activement quelque chose, il m'a fallu en faire l'expérience et l'observation, aidé en cela par l'accueil de quelques historiens des sciences non-spécialistes de la géographie. Les collègues suffisamment dénués de préjugés pour ne pas voir dans l'histoire de la géographie le tombeau d'une non-science pratiquée par des imbéciles ne sont pas très nombreux. J'ai beau avoir lu les analyses terribles de *Homo Academicus* sur les géographes dès le début des années 2000, il y a un monde entre le fait de les prendre en compte et celui d'éprouver personnellement, directement, la force d'un préjugé attaché à une corporation qui a mauvaise presse parmi les intellectuels. Plus ces derniers relèvent d'une discipline ou d'une institution prestigieuses et plus il peut s'avérer fort, encore que peu explicite. Il a ses ambiguïtés, contamine les historiens spécialistes de la géographie, et repose sur ce mélange d'ignorance, de mépris condescendant et de ségrégationnisme propre aux dominants dans une relation asymétrique. Je n'ai pas envie de multiplier les anecdotes, des plus subjectives aux plus objectivables, mais peu ou prou le sentiment ici exprimé est loin d'être une idiosyncrasie personnelle. Nombre de collègues géographes ayant pratiqué l'interdisciplinarité en témoignent, oralement pour l'essentiel. Il y aurait un dossier à instruire sur la multiplicité des ressorts et des formes que prend la marginalisation des chercheurs estampillés « géographes » dans le monde universitaire — sans parler de leur production —, y compris dans cette configuration paradoxale où leurs travaux sont reconnus à leur juste valeur dans l'amnésie ou le déni du rattachement disciplinaire de celui ou celle qui les a produits.

Pour autant, la diversification thématique « exogéographique » que j'ai entamée au mitan des années 2000 n'avait pas pour objectif initial de forcer des cloisons dont je ne discernais pas alors l'étanchéité : elle me les a plutôt révélées, avant d'y trouver depuis un ressort non négligeable.

#### *De nouveaux horizons 2 : devenir historien généraliste des sciences (humaines, sociales) ?*

Je n'ai jamais envisagé de ne travailler que dans un seul sillon (la poétique des sciences ?) ou sur un objet unique (l'histoire de la géographie ?), de même que j'espère toujours écrire autre chose que des travaux académiques. Les circonstances de la vie et le confort de s'adosser au travail déjà accompli ont largement différé la possibilité d'en faire l'expérience et la preuve. Pour aller défricher de nouveaux terrains, encore faut-il le plus souvent disposer d'une aune, d'une épreuve des pairs, au risque sinon de s'enfoncer dans un geste d'autodidacte. En l'occurrence, vouloir m'intégrer à la nébuleuse « histoire des sciences humaines » (qu'elle soit « société » ou « revue ») m'a donné l'opportunité d'une diversification qui était auparavant en gésine, dans le geste davantage que dans l'objet. J'ai en effet abordé « 1968 » ou ce que T. Kuhn a fait à la philosophie des sciences (et au monde intellectuel en général) avec une réflexion, voire des travaux, préalable(s). Mais la certitude d'avoir du répondant a constitué le moteur décisif d'un processus d'approfondissement. Il semble s'accélérer : en 2018, j'ai écrit en impromptu l'introduction d'un dossier de la *RHSH* sur la catégorie d'école et co-rédigé avec W. Feuerhahn pour *Tracés* un article de réflexion sur l'exercice du pouvoir dans les revues. En 2019, j'ai entamé mon travail global sur l'histoire des sciences sociales françaises depuis 1944. Ce sont des réalisations d'ampleur diverse que j'aimerais désormais détailler (la dernière faisant l'objet de mon inédit).

#### Les « années 68 »

Entre 2007 et 2015, mon principal chantier de recherche a été les « années 68 » des sciences humaines et sociales. Cette expression, syntaxiquement paradoxale, vient d'un groupe d'historiens ayant travaillé à partir de 1994 dans le cadre d'un séminaire de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP) dont c'était le titre, avant de déboucher sur un colloque (Dreyfus-Armand et al., 1998) puis sur quantité de publications. L'expression s'est du reste généralisée entre 1998 et 2008,

au point de devenir une sorte d'affichage propre au groupe émergent des spécialistes de la période (qui comprend également des politistes et des sociologues). Elle part de l'affirmation que l'on ne peut pas réduire « 68 » à un événement, à une période courte (Mai 68), ni même à une année, dans la mesure où les formes de contestation qui ont connu un climax en mai-juin 68 s'inscrivent dans une chronologie plus longue et « feuilletée ». Celle-ci articule des temporalités, des lieux et des mondes sociaux fort dissemblables. Ils ont certes été à l'unisson en France durant les deux mois d'un épisode contestataire généralisé — un « épiceutre » pour Michelle Zancarini-Fournel (2008). Mais ils ont connu des trajectoires qui, si elles se ressemblent, sont loin d'avoir le même empan, le même déroulé ou les mêmes caractéristiques. Il y avait par ailleurs dans l'entreprise résumée par la formule « années 68 » la volonté de sortir des cadres d'une vulgate médiatiquement construite qui faisait de « 68 » un phénomène franco-français, parisien, gauchiste et étudiant. Autrement dit, il s'agissait de prendre en compte un processus de contestation mondialisé, socialement hétérogène et en même temps quasi-ubiquiste, profondément multifocal et divers, bien que présentant justement un « air de famille » sur fond de synchronisation des luttes et de dynamiques contestataires.

Mon intérêt pour cette question a plusieurs sources. La plus évidente ressortit au travail effectué dans les années 2000-2003 sur la question du mouvement de contestation qui a saisi la géographie française dans les années 1970, ce qu'on appelle souvent la « nouvelle géographie », dont la datation et l'interprétation impliquaient de pouvoir répondre à la question : « pourquoi à ce moment-là ? ». De rares textes de circonstances (eg Brunet, 1972) avaient tôt fait un lien d'évidence entre « 68 » et l'émergence d'un processus de remise en cause de l'existant dans la géographie française. En revanche, le petit hiatus de quelques années séparant l'« événement monstre » (Nora, 1972) du début d'une remise en question disciplinaire n'était ni relevé ni problématisé, alors qu'il me semblait devoir être exploré et réinterprété. Cet espacement temporel n'a au demeurant rien d'exceptionnel, sachant combien de mouvements ou d'entreprises critiques (*Espaces et sociétés*, les *Actes de la recherche en sciences sociales*, etc.) ont vu le jour « en décalage » au début voire au milieu des années 1970. Les exemples les plus souvent mis en exergue sont ceux du Mouvement de libération des femmes (MLF, créé en 1970) et du Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR, créé en 1971), qui ont véhiculé une forme de réaction et de dépassement à l'égard de ce qui s'était passé deux-trois ans plus tôt (ils sont en quelque sorte déjà « post-soixante-huitards »). En 2003, et même encore en 2009, j'étais loin de pouvoir élaborer une interprétation pleinement satisfaisante de cette question du décalage temporel et des recombinaisons rapides qui ont fait que le mouvement inauguré en 1971 en géographie procédait sans doute pour partie d'un « cadre global » (Gobille, 2008b) généralisé trois ans plus tôt, mais également d'une série de transformations politiques et sociales ultérieures, certes dans l'ombre portée de 68, mais pas seulement<sup>43</sup>. En somme, c'est toute la question des causalités qui se trouvait posée.

Pour autant, c'est en écrivant avec B. Müller entre avril et septembre 2007 l'argumentaire du colloque « Mai 1968, creuset pour les sciences de l'homme ? » que je me suis nettement départi de ce qui avait été jusque là plutôt une évidence, celle d'un effet (indubitable) de Mai 68, et que la question des conséquences des événements est devenue un enjeu épistémologique en soi. Cette croyance s'était construite à l'occasion d'entreprises déjà anciennes : j'avais dépouillé durant les étés 1983 et 1984 l'ensemble de la revue *Fiction*<sup>44</sup> de sa création en 1953 au début des années 1980 et j'avais été complètement saisi par le changement de ton opéré dans les années suivant Mai-68,

---

<sup>43</sup> En revanche, la question des transformations de la géographie depuis l'après-guerre, qu'on ne peut négliger pour comprendre ce qui s'est passé entre 1971 et 1985, était déjà traitée dans ma thèse et dans « La géographie comme science ».

<sup>44</sup> Revue de fantastique et de science fiction au départ destinée à la traduction des nouvelles parues dans *The Magazine of Fantasy and Science-Fiction*, elle est devenue, après sa prise en main dans les années 1960 par des auteurs et critiques comme Alain Dorémieux et Jacques Goimard, une véritable revue littéraire et intellectuelle, dont l'ambition était de donner leurs lettres de noblesse à des genres plus ou moins méprisés (ce qui incluait également la bande-dessinée, l'illustration, le cinéma de genre, etc.).

ce qui fut une expérience primordiale à plusieurs égards. Vers 1985-86, j'ai retrouvé — de seconde main cette fois — des transformations analogues en me penchant sur l'histoire des *Cahiers du cinéma*, mensuel que je lisais alors régulièrement. D'autres signaux, littéraires<sup>45</sup> ou filmiques<sup>46</sup>, ont également contribué à forger cette conviction « conséquentialiste », qui pouvait par ailleurs puiser dans l'expérience de mes parents, étudiants à Strasbourg en 1968 et qui avaient vécu le mouvement<sup>47</sup> intensément. Au-delà de ces quelques éléments, je veux surtout retenir ce qui a constitué à l'adolescence mon premier geste historiographique sériel. Dans les volumes de *Fiction*, j'ai fait l'expérience rétrospective *in situ* d'une rupture politico-éditoriale, sans m'en remettre à des avis autorisés, et 68 était dès lors investie d'une forte charge causale.

Plusieurs billets de mon blog esprit-critique, publiés entre avril et septembre 2007, gardent la trace de l'élaboration d'une vision plus nuancée et précautionneuse des relations entre « 1968 » et les transformations qu'ont connues les sciences humaines et sociales dans les années 1970. Pour mieux les formuler, j'avais l'objectif de dépouiller les publications traitant de la période et de rechercher des précédents d'interprétation historiographique susceptibles de nourrir un cadre global d'analyse et de reprendre à frais nouveaux la question causale. J'ai eu la chance que soient parus en 2008 des ouvrages assez neufs sur le sujet (en particulier Damamme et al., 2008), la plupart du temps dus à des politistes, même si certaines contributions d'historiens, en particulier de Michelle Zancarini-Fournel, ont pu aussi s'avérer utiles. Boris Gobille a été une rencontre décisive, d'abord comme interlocuteur dans le comité d'organisation du colloque de la SFHSH ou lors de celui-ci, ensuite et surtout comme auteur de textes sur Mai-juin 1968 qui restent pour moi la tentative la plus stimulante pour réinterpréter le sens de ces événements et réagir aux opérations dont ils ont fait l'objet ultérieurement. Je pense tout particulièrement au diptyque formé par deux articles, « La vocation d'hétérodoxie » (Gobille, 2008a) et « L'événement Mai 68. Pour une sociohistoire du temps court » (Gobille, 2008b), dont l'intérêt n'est pas tant d'apporter des éléments empiriques<sup>48</sup> nouveaux que de proposer une théorisation à la fois dense et précise qui agrège un vaste ensemble d'analyses et approfondit très largement des intuitions que Kristin Ross avait publicisées<sup>49</sup> dans *May '68 and its afterlives* (Ross, 2002). Je crois aussi être extrêmement sensible à l'écriture d'un auteur dont je me sens à certains égards très proche.

J'en ai vite tiré la conclusion qu'on ne pouvait plus écrire de travail savant (et même profane) sur cette période en négligeant le travail hautement spécialisé de quelques dizaines d'auteurs, historiens, politistes, sociologues, dont on peut assez légitimement dire qu'ils sont des spécialistes de la question au sens académique, même si l'objet peut paraître de l'extérieur sous-dimensionné. Le titre de la note critique<sup>50</sup> que j'ai publiée dans *Genèses* en 2009 essayait de poser une telle intuition en ouvrant l'examen d'un ensemble de livres universitaires de circonstances<sup>51</sup>, publiés en amont du quarantième anniversaire. Leurs auteurs et contributeurs ne relevaient pas tous pour autant d'une telle « spécialité », il faudrait au demeurant la considérer comme un degré variable de

---

<sup>45</sup> La lecture de *L'Étoile rose* de Dominique Fernandez, un roman au demeurant assez médiocre, donnait un tout autre son de cloche sur Mai 68. Il pointait plutôt la phallocratie et l'homophobie (terme ici anachronique) que l'auteur avait expérimentées lors du processus contestataire.

<sup>46</sup> La référence cinématographique la plus immédiate qui me vient est *If* de Lindsay Anderson, que j'ai vu et revu maintes fois entre 1982 et 1988. Je ne saurais dire quand je l'ai indexé sur les « années contestataires » mais le film les incarnait à sa manière assez ambiguë.

<sup>47</sup> Je ne développe pas mais le stigmate de « soixante-huitards (attardés) » leur a été fréquemment accolé dans les années 1980-90 et j'ai la conviction que mon besoin de comprendre cette période de l'histoire française provient pour partie de la dissonance cognitive que je ressentais lorsque je les voyais stigmatisés de la sorte.

<sup>48</sup> Sa thèse, consacrée aux mouvements d'avant-garde littéraire de l'époque, n'est devenue un livre que dix ans plus tard.

<sup>49</sup> Si j'en crois des avis autorisés, elle a surtout reformulé des pistes glanées dans des séminaires français auxquels elle a assisté en 1988-89.

<sup>50</sup> « Écrire sur 68 en *spécialiste*, tournant ou accomplissement ? », *Genèses*, n° 76, sept. 2009, p. 137-156. Le texte est présent dans le recueil de publications ci-après.

<sup>51</sup> J'ai fait sur [esprit-critique](#) et [Sitartmag](#) un travail parallèle de recension d'un certain nombre d'essais, y compris ridicules, et de recueils mémoriels.

spécialisation. En revanche, le corpus examiné incluait presque toutes celles et tous ceux dont on aurait alors pu objectiver la liste.

La rédaction de « Écrire sur 68 en *spécialiste*, tournant ou accomplissement ? » procède d'une commande que m'avait passée B. Müller, alors qu'il me voyait plongé dans (le début de) mes recherches bibliographiques. Loin de n'être qu'une recension linéaire de livres d'intérêt divers (une sorte de mise bout à bout de six comptes rendus), l'article est une tentative pour définir les principaux genres et formats de la « littérature » sur 68 en même temps qu'il se veut l'interprétation d'un « champ de savoir » marqué par un fort partitionnement : les essayistes et, dans une moindre mesure, les chroniqueurs, semblent ignorer royalement les travaux académiques (alors qu'il en existe quasiment depuis 1968), tandis que les *scholars* manifestent une sorte de rage impuissante devant le succès récurrent et le manque de sérieux de la production profane. On trouve au demeurant dans ce corpus d'autres formes de séparatisme, notamment disciplinaires. J'ai profité de cette opportunité pour faire saillir un savoir faire formaliste, dans lequel ce sont des dispositifs éditoriaux qui sont décortiqués, plutôt que de dévider des contenus de toute manière trop profus. L'un des objectifs implicites était de souligner combien le travail collectif des politistes et sociologues de *Mai-Juin 68* (Damamme et al., 2008) me semblait relever d'une formule et d'une ambition plus convaincantes<sup>52</sup> que l'énorme compendium *68, une histoire collective, 1962-1981* (Artières et Zancarini-Fournel, 2008). Ce dernier est exemplaire d'une tendance répandue chez les historiens à l'encyclopédisme polyphonique et vulgarisant qui empêche l'approfondissement. Il produit des kaléidoscopes très riches mais où rien (ou presque) ne s'impose, en raison d'un exhaustivisme un peu stérile et d'une volonté de « casting » qui ne froisserait personne dans la corporation. Je mettrai à part, comme déjà dit, M. Zancarini-Fournel, qui a produit à elle seule une somme à l'intérieur de la somme, qui en impose par sa maîtrise du sujet et son effort de synthèse. J'ai également analysé l'ouvrage d'historiographie qu'elle a publié en parallèle. Panorama critique également, d'un genre particulier, *La pensée anti-68* de Serge Audier ne m'a guère convaincu, en partie à cause de vices de procédure et de défauts formels. Cette tentative pour démontrer combien Mai 68 est un mythe fondateur pour différents courants de droite ou républicanistes, n'est qu'à moitié convaincante car trop cursive, dénuée de l'appareil critique indispensable (un index en particulier) et plus fondamentalement parce qu'il n'y a peut-être pas de *locus* théorique à reconstruire à partir de l'essayisme qui a pris Mai 68 pour bouc-émissaire. À circuler d'une idée à l'autre en se privant d'une véritable historicisation et d'une sociologie de sa cohorte de néoconservateurs, S. Audier a livré un travail brouillon, touffu, salutaire à certains égards, mais qui m'imposait de reprendre complètement les éléments connexes à mon travail, à commencer par l'idée-même d'une « pensée 68 ».

B. Müller et la rédaction de *Genèses* auraient bien aimé que j'élargisse davantage la focale de mon texte pour en faire un véritable état de la question sur « 68 », ce qui se heurtait alors à un double problème d'avancement de mes lectures et de non-jointivité de mes corpus. Entre 2008 et 2014, j'ai dépouillé un volume considérable d'articles et de livres, et ce dans deux directions : d'une part sur Mai 68, les années 1960-70, l'histoire de l'enseignement, de l'université et des intellectuels ; d'autre part en explorant les travaux d'histoire des sciences humaines traitant de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle. La conclusion qui s'est imposée fut que l'intersection entre les deux champs était pratiquement vide. Les spécialistes de 68, dans un mouvement de rejet des stéréotypes de la vulgate sur Mai 68, avaient largement exclu les universitaires de leurs enquêtes (et les étudiants dans une moindre mesure). Les historiens des sciences abordaient Mai 68 avec l'imagerie profane que la littérature spécialisée déconstruisait, elle, inlassablement depuis 1988, quand ils n'en faisaient pas une simple « coupure » à valeur périodisante. Ce problème d'assimilation non réalisée a d'ailleurs été l'un des soucis que m'a posé notre colloque de 2008 : les contributeurs dans leur grande majorité n'avaient pas lu les historiens et socio-politistes qui leur auraient permis d'appréhender l'objet qu'ils avaient à traiter avec davantage que des schémas

---

<sup>52</sup> En opposant ces deux sommes, j'ai essayé de suggérer que le dispositif ingénieux et sophistiqué du second faisait contraste avec le caractère plus rustique mais plus approfondi du premier.

très vagues. Je n'étais moi-même pas très avancé. Néanmoins, grâce à B. Müller, j'avais eu accès précocement à un numéro dédié des *Cahiers de l'IHTP* (Coll., 1989), « Mai 68 et les sciences sociales », assez confidentiel et partant peu cité. Il contient une introduction de Michael Pollak qui m'a fourni plusieurs des clés avec lesquelles j'ai développé mes analyses sur les « années 68 » des sciences humaines et sociales, notamment autour du thème de l'échec politique national comme moteur différé d'un investissement réformateur local, dans le champ de pratique des individus et des collectifs, thème que l'on retrouve aussi dans *Mai Juin 68*. Ce volume des *Cahiers de l'IHTP* est d'allure assez étrange dans son ensemble, tant on y sent constamment affleurer le matériau autobiographique dans lequel puisent les contributeurs, à une époque (1988) où le recul est encore très faible, les travaux de référence manquants (hormis *Homo Academicus* ?) et les succès de librairie essayistes ou journalistiques omniprésents. L'introduction est une assez sidérante généalogie générationnelle dont on aurait effacé les traces auctoriales pour ne garder qu'une épure collective. D'autres textes portent les mêmes traces (auto)biographiques et procèdent à une objectivation équivalente. L'ensemble est très inégal, mais il a constitué, avec le tableau de la sociologie en 1968 brossé par Pierre Grémion en 2008, une sorte de base pour ce que je voulais faire, consistant à rapprocher des trajectoires et à reconstruire des lieux en une géographie différentielle autant qu'en une histoire de mouvements synchronisés ex-post.

Le texte dans *Genèses* n'était à mes yeux qu'une étape. Il a eu un mérite immense dont j'étais peu conscient en le publiant : il m'a fait exister ailleurs que dans le monde de la géographie, m'a ouvert des portes, et a permis de secouer quelques stéréotypes — m'a-t-on rapporté... Il ouvrait sur une tâche autrement plus importante : la rédaction d'un état de l'art sur le croisement entre « histoire des SHS » et « années 68 », en somme ce qui allait devenir « Une fertilisation paradoxale ». J'en ai commencé la rédaction si je ne m'abuse à l'été 2011, entre deux passages à la bibliothèque François Mitterrand, à un moment très difficile de mon existence : le bras cassé depuis un semestre, ma mère décédée deux mois auparavant, et alors qu'il me fallait déménager dans des circonstances difficiles. En gros, j'ai alors écrit les deux premières parties de ce texte, un peu plus de 100 000 signes : celle sur la question causale et l'état de l'art proprement dit. C'est à ce moment-là que le besoin d'y adjoindre un programme de recherche pour mettre au clair mes idées sur ce que pourrait être un travail empirique sur les « années 68 des SHS » a vu le jour. Je n'ai pas été en mesure de l'écrire alors, et j'avais besoin de faire relire l'existant par des regards extérieurs. Aussi le programme proprement dit est-il longtemps resté à l'état de notes. Les circonstances de cette rédaction ont fait beaucoup pour outrer des caractéristiques scripturaires — resserrement du propos, verrouillage argumentatif, enchâssement de thèses à la limite de la digression permanente, jeu d'écho récurrent entre toutes les propositions énoncées, etc. — que l'on trouvait déjà dans le *Plain-pied* et que venaient renforcer une réclusion et un désespoir sourd m'entretenant dans le polissage d'une sorte de concentré extrême de ce que je voulais écrire. Il en est sorti un texte particulièrement byzantin et d'abord difficile. Le titre était déjà là, mais j'étais incapable de l'explicitement clairement. Il a fallu plus de trois ans supplémentaires, de nouvelles lectures, une revisite entière du corpus, une poignée d'avis et la perspective d'une publication en revue pour que je termine et reprenne assez substantiellement cette sorte d'*opus maximus* bizarre auquel je tiens énormément tout en sachant ses défauts communicationnels.<sup>53</sup>

Il n'est pas aisé de déplier pour un lecteur qui n'en aurait pas pris connaissance le propos de ces « trois articles en un », comme a dit un ami et collègue. C'est un texte qui pose donc le problème d'une évidence très contestée et discutable, celle d'un « effet causal » de Mai-Juin 68, qui court dans l'ensemble de la société française depuis cinquante ans. Et il se propose d'examiner comment reprendre la question à frais nouveaux sur le thème en apparence très restreint de l'évolution des sciences humaines et sociales dans la période des « années 68 » en rabattant les enjeux de causalité sur le schème plus faible d'une « incidence » éventuelle à explorer avec un *parti-pris de la minutie*, pour parodier une formule de Bernard Lacroix (1986). Le

---

<sup>53</sup> La dernière partie se ressent d'avoir été rédigée à une période beaucoup plus lumineuse et optimiste (2014). Elle est plus amène, me semble-t-il.

développement proprement dit s'ouvre par une brève histoire de la production sur « 68 » qui montre les transformations formelles et cognitives de cette littérature en indiquant l'évolution des façons de l'aborder, directement indexées sur les rapports de force entre diverses catégories de producteurs, l'historiographie du sujet étant marquée par une lutte à rebondissements entre des commentateurs profanes et les tenants d'un travail savant. Il montre ensuite que, dès 1968, l'idée d'une portée cognitive du moment contestataire était déjà présente, notamment chez ce commentateur précoce que fut Cornelius Castoriadis, avant de trouver bien plus tard une formulation qui a fait florès à travers le titre du fort mauvais livre de Luc Ferry et Alain Renault, *La Pensée 68* (1986), dont il y a tout lieu de penser qu'il a fixé une intuition largement rémanente. L'examen de cet opuscule permet de dégager deux ressorts de la rhétorique des « effets de mai » : un raisonnement basé implicitement sur le synchronisme (deux choses qui ont lieu en même temps ou l'une à la suite de l'autre ont un rapport causal) et la tentative d'édification d'une sorte de mythe des origines permettant d'indiquer la source d'une ou plusieurs tendances saisies au présent (« le laxisme, l'art contemporain, etc., ça vient de Mai-68 »). Je confronte ensuite cette élaboration aux analyses de B. Gobille, qui dans le sillage de Michel Dobry a cherché à récuser une illusion double, étimologique et conséquentialiste<sup>54</sup>, coupable d'effacer la dynamique propre à la crise et de la réduire à ses origines. L'ensemble des précautions que dessine cette partie sert d'arrière-plan à la suivante, c'est-à-dire à l'examen d'un corpus de textes publiés entre 1986 et le milieu des années 2000<sup>55</sup>, où l'on trouve des récits ou des interprétations significatives de ce que Mai 68 a fait aux sciences humaines et sociales. Il privilégie l'analyse « serrée » d'une petite dizaine d'ouvrages et de recueils plutôt qu'un inventaire exhaustif. Cet état de l'art a plusieurs objectifs pour partie implicites : il donne à relire des travaux pour partie fameux, pour partie oubliés ; il sert à dégager une grande variété de schèmes historiographiques plus ou moins latents ou explicites dans les textes, plus ou moins réutilisables également ; il manifeste le style de lecture des textes « scientifiques » qui est sans doute ma marque de fabrique. Mais surtout, il rend possible une autre forme de mobilisation, à l'œuvre dans la troisième et dernière partie, conçue comme une matrice d'investigations possibles offerte aux chercheurs futurs et mobilisant aussi, pour le coup de façon plus cursive, ce qui s'est publié depuis 2008, dans une époque où il devenait difficile d'ignorer les efforts des spécialistes des « années 68 ».<sup>56</sup> Ce programme est par ailleurs l'occasion de déployer et d'articuler un ensemble d'interprétations, certaines inférées ou reprises, d'autres assez personnelles, mais aussi d'esquisser des exemples que j'aurais aimé voir traiter par des spécialistes, où l'on retrouve les genres vulgaires (policier, SF, BD, etc.) et les sexualités, tous sujets jugés profanes et indignes du savoir académique en France avant les années 1970.

Résumer ce texte de cinquante-deux pages (dans sa version publiée) est presque aussi ardu que de vouloir le réécrire, outre que j'ai l'impression de passer à côté de l'essentiel, qui est la multiplicité de ses analyses de détail et de ses propositions. Son écriture a constitué une expérience-limite, eu égard aux circonstances mais aussi à ma volonté de démontrer que j'étais un « spécialiste de 68 » en gésine et que mon spectre d'investigation s'étendait au-delà de la géographie. C'était comme de revenir à la position du doctorant, qui jette toutes ses forces dans chaque phrase qu'il avance. Mais il n'y a pas là que verveur de novice, au sens où la façon dont

---

<sup>54</sup> Je trouve au demeurant que B. Gobille liquide un peu trop vite « l'illusion conséquentialiste » en refusant de considérer ses ressorts et son efficacité, mais sans doute n'est-ce pas son objet. Je suppose aussi que le caractère extrêmement vulgaire de la rhétorique des « effets de mai » — son vide empirique abyssal et sa façon de constituer une époque et une « génération » en bouc-émissaire de tous les maux de la société française d'aujourd'hui, etc. — n'incite pas à y regarder de près, même en se bouchant le nez.

<sup>55</sup> En fait, l'examen commence dès la première partie.

<sup>56</sup> L'ouvrage dirigé par G. Dreyfus-Armand, R. Frank, M.-F. Lévy et M. Zancarini-Fournel, *Les Années 68. Le temps de la contestation*, auquel on doit sans doute l'éponymie générique du syntagme « années 68 », même s'il procédait lui-même d'un groupe éponyme créé en 1994, a été publié pour la première fois en 2000. Huit ans après, seize ans également après la parution du monumental *1968. Exploration du mai français* (Mouriaux et al., 1992), il était désormais difficile d'ignorer les contributions spécialisées, de plus en plus nombreuses.

j'écris spontanément des textes d'histoire épistémologique<sup>57</sup> capitalise et concentre un ensemble de gestes et d'habitudes acquis en une vingtaine d'années. C'est pourtant dans la période où sa rédaction était suspendue (2012-2013) que je me suis décidé à réformer ma manière d'écrire des textes savants afin de les rendre plus accessibles : elle coïncide avec le moment où il est devenu évident que *De Plain-pied dans le monde* ne se vendait pas ou très peu, où Isabelle Lefort a insisté sur le droit d'entrée élevé que l'ouvrage réclamait (cf. supra), et où je me suis progressivement rendu compte que ce livre n'était sans doute pas destiné à devenir le texte *définitif* que j'aurais souhaité qu'il soit. J'avais un deuxième chantier à mener à bien pour m'estimer quitte de mon enquête sur les « années 68 » : écrire une histoire de la géographie française dans la période réévaluant ce qu'elle avait représenté. Cet article, je le voulais accessible au plus grand nombre, linéaire, pas trop long et surtout débarrassé d'ambitions intenables. Je n'avais à ma disposition fin 2012<sup>58</sup> que des intuitions, des lectures diffuses et l'enregistrement d'un débat réalisé lors d'un comité de rédaction de *l'Espace géographique* en mai 2008<sup>59</sup>, assorti de trois textes de circonstances. J'avais fait une présentation devant mon équipe en octobre 2010 intitulée « Ce que Mai 68 a fait à la géographie française », qui m'avait permis une primo-élaboration et de tester les réactions des collègues.

J'ai entrepris en 2013 de diversifier mes matériaux en réalisant des entretiens et en me mettant en quête d'archives. Celles de Jean Dresch, directeur de l'institut de géographie de Paris au moment des « événements », se sont avérées fort instructives, l'homme ayant collecté tous les tracts qui lui passaient entre les mains et ayant conservé nombre de délibérations de l'époque. Les entretiens avaient notamment pour vocation de diversifier les points de vue et les lieux, avec l'hypothèse que les événements n'avaient pas pris la même tournure partout. J'avais identifié un certain nombre de figures et de lieux incontournables, mais je suis loin d'avoir pu interviewer toutes les personnes sollicitées, qu'elles n'aient jamais répondu à mes sollicitations ou que les déplacements aient été sans cesse ajournés. J'avoue avoir été frileux à l'idée d'interroger Jean Bastié, alors déjà âgé de 94 ans et figure de la répression post-68 en géographie, entre autres hésitations sur des profils de géographes hostiles aux « événements ». Il faut dire que l'essentiel des témoignages publiés provenaient d'hommes et de femmes étiquetés à droite : Paul Claval, Jean Demangeot, Alice Saunier-Séité. Leur récit des mois contestataires manifeste pleinement une vision très négative de l'époque, encore que très schématisée. L'exercice de l'histoire orale s'est lui avéré très frustrant, car en dehors d'un témoignage à quatre mains de deux amis toulousains (qui avaient refusé d'être enregistrés), les souvenirs recueillis étaient très confus et souvent bien moins précis que les traces archivistiques. Se souvenir en détail d'épisodes vieux de quarante ans n'est pas donné à tout le monde. J'ai poussé mes interlocuteurs le plus loin possible, mais pour un résultat vague et entaché d'illusion rétrospective. Une expédition à Bordeaux mobilisant quatre interlocuteurs différents s'est révélée particulièrement infructueuse, différant les déplacements à Aix et Strasbourg que j'avais envisagés. La reprise de la *RHSH* étant annoncée pour 2014, je n'avais pas non plus beaucoup de temps pour écrire l'article que je projetais. Je me suis résolu à faire avec ce dont je disposais et ai écrit l'essentiel de « Mai-68 et ses suites en géographie française » durant l'été 2013 avec pour lecteurs imaginaires un public ignorant tout de l'histoire de la géographie.

Ce texte a un enjeu très fort : il n'a aucun équivalent, si l'on met de côté les pages très étranges que Paul Claval a consacrées au sujet dans son *Histoire de la géographie de 1870 à nos jours* (Claval, 1998), mélange de considérations autobiographiques sur la période et de recyclage objectiviste d'éléments historico-démographiques assez vieilliss. Or, les géographes ont par ailleurs

---

<sup>57</sup> Cette précision et sa qualification maladroite (une autre serait peut-être mieux venue) s'impose en ce qu'elle veut fortement dissocier cette posture scripturaire d'autres que je peux avoir, comme blogueur, comme pédagogue, comme rédacteur pour la jeunesse ou comme littérateur.

<sup>58</sup> C'est-à-dire six mois après m'être fait fixer le bras gauche, après quoi j'avais entamé une rééducation en alternance avec mes cours de master.

<sup>59</sup> J'ai entrepris de le faire publier dans la revue en 2020, travail-gigogne sur lequel je reviens brièvement plus loin.



été les victimes d'un parallèle terrible que P. Bourdieu opère dans *Homo Academicus* (cité en exergue de l'article) entre sociologues et géographes, dans lequel ces derniers apparaissent comme des social-traîtres pragmatiques occupés à leur tambouille « *corporatiste* » (mot au demeurant peu transparent *in situ*). La sociologie française a pu apparaître comme la discipline « soixante-huitarde » par excellence, et quantité de textes, il faut dire exclusivement centrés sur Paris, ont été consacrés au sujet. La mémoire collective (ou individuelle) des géographes français rendait *aussi* un son passablement soixante-huitard, ce qui les installait dans une sorte de dissonance entre mémoire et histoire et invisibilisait leur devenir collectif. Écrivant l'histoire d'un corps professionnel pris dans la tourmente, je n'ai pas cherché à jouer les redresseurs de torts ni à occulter la banalité des modalités de mobilisation de ses membres, mais plutôt à complexifier le tableau et à mettre en valeur l'effet souvent obsidional de sa constitution en « instituts ». Comme on ne pouvait pas traiter de la période sans la replacer dans une histoire plus longue, j'ai commencé l'article par une réécriture de ses Trente-Glorieuses, façon d'éclairer combien l'expansion démographique des années 1945-68 s'était accompagnée d'un début de marginalisation de la profession et d'une stagnation méthodologique. Me plongeant ensuite dans « l'épicentre », j'ai essayé de mettre en exergue la superposition de trois répertoires politiques : l'un national, très en phase avec le mouvement ; un autre, disciplinaire, plutôt conformiste, mais néanmoins proche de l'esprit anti-spécialitaire du temps ; un troisième, strictement local, qui relayait les aspirations à la démocratie directe et paritaire de l'époque. Enfin, j'ai essayé de montrer que les processus de confrontation s'étaient généralisés dans un après-coup qui a vite ressemblé à une guerre de tranchée politico-syndicale dans laquelle la « droite géographique » a joué un rôle moteur, avant que la défaite tous azimuts de la gauche ne soit reconvertie en une remise en cause épistémologique que rien n'annonçait en mai-juillet 1968. Cela permettait incidemment de revenir sur la question de l'émergence de la « nouvelle géographie » dans les années 1971-72, de évoquer pour un public ignorant tout de cette époque (demeurée pour une large part une affaire interne) et de reprendre à frais nouveaux la question du hiatus temporel.

Début 2014, lors de l'évaluation des textes du futur n° 26 par les membres du comité, Wolf Feuerhahn m'a suggéré de disposer la « fertilisation » à la fin du volume, afin d'éviter de donner à lire ce texte comme un cadrage par rapport auquel seraient venues se positionner les contributions des divers auteurs. De fait, les articles étaient très inégaux du point de vue de leur référence à l'historiographie des « années 68 » et plus de la moitié d'entre eux ne la mobilise pas. W. Feuerhahn m'a également suggéré de rédiger une introduction « grand public » qui permettrait de faire contraste avec la « fertilisation » tout en rendant compte de l'essentiel des acquis d'une historiographie encore méconnue en dehors des cercles spécialisés. Et nous avons décidé de faire figurer comme document du numéro un tract distribué à Strasbourg vers décembre 1968 que Gilles Palsky m'avait fait découvrir quelque temps plus tôt. J'en ai réalisé le commentaire, dans l'idée d'éclaircir tout ce qu'il avait d'idiosyncrasique sans non plus le recouvrir sous une longue glose qui en aurait émoussé le tranchant.

Cette expérience de longue haleine d'enquête sur les « années 68 » a été mis en pause au printemps 2014. Le numéro est sorti en février 2015 et a pâti de ne pas être disponible en ligne avant le printemps 2019. Il a bénéficié de quelques recensions, dont une perspicace dans [Zilsel](#). Il m'a valu une invitation à un colloque à Liège en hommage au sociologue Marc Jacquemain, intitulé « Mai 68 et les sciences sociales » (7 décembre 2018), dont la conversion en texte a servi de déclencheur à mon travail d'histoire sociale des sciences sociales française (1945-1986), dans lequel les « années 1968 » constituent un chapitre nodal. Bien entendu, d'importants approfondissements devraient être entrepris, mais plutôt sur une base collective. En réalisant les quelques entretiens précédemment mentionnés, je me suis fait la réflexion qu'il serait intéressant d'entreprendre une prosopographie un peu systématique des départements et instituts de géographie dans les années 1960-80 afin de saisir la profonde mutation qu'a connue la géographie française dans une période d'expansion démographique, puis de forte conflictualité, avant la



« normalisation » du milieu des années 1980. J'appellerais aussi de mes vœux une histoire de la sociologie française qui s'intéresserait à ce qui s'est fait et développé à la même période en province, pour sortir des sempiternels récits et typologies centrés sur quelques grands barons parisiens. Les relations nourries que les géographes français ont entretenues avec des chercheurs comme Yves Barel (1930-1990), Michel Marié (né en 1931), Sylvia Ostrowetsky (1934-2004), Jean Rémy (1928-2019), etc.<sup>60</sup>, dessinent en creux un monde actif dès les années 1970, mais totalement éclipsé<sup>61</sup> par la notoriété des ténors parisiens : le champ grandissant d'une « sociologie provinciale » croissant à la vitesse fulgurante du développement de la discipline post-1958 et post-loi Faure (nov. 1968). Contre ceux qui voudraient voir dans la macrocéphalie sociologique parisienne le reflet d'une hiérarchie « naturelle » et contre ce qui pourrait apparaître comme la reproduction d'hégémonies anciennes, il me semble urgent que les historiens de la sociologie française manifestent davantage de curiosité pour toute la diversité qui a traversé leur champ dans les décennies qui ont suivi l'institutionnalisation « définitive » de la sociologie dans la période 1958-1975. Cela permettrait d'en finir avec une imagerie héroïque fondée sur le parcours d'individus dotés d'un capital social exceptionnel et de produire une vision plus démocratique d'une profession à propos de laquelle sont inlassablement ressassés les mêmes récits implicitement aristocratiques. Il existe bien entendu déjà des analyses d'ensemble, à base démographique (eg : Chenu, 2002 ; Juan, 2010) mais elles dégagent des tendances générales plutôt qu'elles ne s'intéressent à la diversité thématique et épistémologique de ce que produisaient les sociologues hors des grandes institutions de savoir parisiennes. On peut lire aussi des travaux microsociologiques remarquables sur des « marginaux » (eg : Rot et Vatin, 2008, 2018 ; Laferté, Pasquali, Rénahy, dir., 2018) mais qui demanderaient à être multipliés.

Je me suis souvent fait l'observation que ma pratique de l'histoire de la géographie, discipline marquée par une forme d'égalisation démocratique et par une absence relative des lieux de savoir les plus prestigieux (Collège de France, EHESS, etc.), me rend particulièrement sensible aux contrastes qui l'opposent aux disciplines mieux placées dans la hiérarchie symbolique, qui sont également davantage hiérarchisées et marquées par des contrastes positionnels forts. Dès lors que l'on fait abstraction des institutions prestigieuses centro-parisiennes, les conditions et les statuts s'égalisent, ce qui permet de mieux comprendre des coopérations locales, notamment anciennes, qui par contraste furent de moins en moins envisageables dans les décennies d'après-guerre dans les hauts lieux de l'intelligentsia parisienne. Du point de vue des hiérarchies symboliques, il est un cas de figure encore plus criant que les autres : celui qui oppose philosophes et géographes. Il y aurait une histoire à écrire des aversions réciproques qui ont pu opposer corps professionnels et individus, en particulier dans ces lieux étroits révélateurs de luttes de classement que sont les classes préparatoires. D'avoir pratiqué les uns et les autres sans inhibition, et d'être sans équivoque un épistémologue de champ(s), m'a régulièrement placé dans une position d'entre-deux qui a ses avantages et ses inconvénients. Il a fallu par exemple très longtemps avant que des non-géographes ne viennent me solliciter sur des sujets « philosophiques » que je labore depuis plusieurs décennies : essentiellement le nominalo-constructivisme et l'œuvre de Thomas Kuhn.

### Une philosophie des sciences de plus en plus historicisée

J'ai déjà évoqué assez longuement ma pratique de T. Kuhn et de nombre d'autres philosophes des sciences, tant dans ma thèse et ses « produits dérivés » que dans mes enseignements. Elle m'a fait parfois caresser l'idée de participer à une 'kuhnian society' si d'aventure il avait pu exister une institution de la sorte... Marc Joly<sup>62</sup> et W. Feuerhahn m'ont

---

<sup>60</sup> Dans un souci de lissage générationnel, je n'ai pas mentionné Raymond Ledrut (1919-1987), mieux connu du fait du rôle qu'il a joué au sein d'*Espaces et sociétés*. J'aurais également pu faire figurer Marcel Jollivet, mais son lien initial avec Henri Mendras et sa position nanterroise relèvent d'une autre configuration que celle que j'essaie d'exemplifier.

<sup>61</sup> Néanmoins, nombre des auteurs cités ici ont été évoqués par Pierre Lassave dans son livre *Les Sociologues et la recherche urbaine dans la France contemporaine* (Lassave, 1997).

<sup>62</sup> Nous avons une interlocution intellectuelle et amicale depuis 2008.

donné en 2016-2017 l'occasion de poser un premier jalon dans cette direction et de manifester une diversification à laquelle j'aspirais sans me la représenter très nettement. Le premier, socio-historien de la sociologie, entre autres spécialiste de Norbert Elias, a piloté plusieurs traductions de textes inédits d'Elias en français : *Au-delà de Freud* (2010), *La Dynamique sociale de la conscience* (2016). La préparation de ce dernier ouvrage, réunissant des textes relevant de la sociologie de la connaissance et de l'épistémologie, a amené M. Joly<sup>63</sup> à (re)visiter les principaux philosophes interpellés par N. Elias : K. Popper, I. Lakatos et... T. Kuhn. Ce fut l'occasion d'échanges, adossés notamment au chapitre « en kuhnéiforme » du *Plain-pied*, avant qu'il ne me propose d'intervenir dans un colloque co-organisé avec le Centre Koyré qui devait permettre une discussion des textes du volume et de cet aspect de l'œuvre d'Elias : « Norbert Elias, sociologue de la connaissance et des sciences » (19-20 janvier 2017). Plus précisément, ma mission serait de commenter un article de 1972 paru initialement dans la revue *Economy and Society*, intitulé initialement "Theory of science and history of science: comments on a recent discussion", dans lequel Elias se positionne dans une relation triangulaire fortement asymétrique avec Imre Lakatos et Thomas Kuhn, dont il discute les mérites et les défauts respectifs. La procédure a un parfum d'*aufhebung* (dépassement) et d'apologie d'une sociologie de la connaissance qui aurait pris ses distances avec toute révérence philosophante. La proposition était trop tentante pour que je m'y soustraie.

J'y ai travaillé pendant deux mois, lisant l'ensemble des textes des versions anglaise et française de *La Dynamique sociale de la conscience*, retravaillant systématiquement les quelques textes de Lakatos qui parlent de Kuhn, et me replongeant dans les travaux de ce dernier, notamment du genre "answers to my critics", ainsi que le long entretien reproduit dans *The Road since Structure* (2000). Il m'est assez vite apparu que le rapport d'Elias à Lakatos n'était pas de même nature que celui qu'il avait avec Kuhn : il avait entretenu des échanges épistolaires avec le premier, lui manifestait une grande estime, l'épargnait largement, tandis que sa charge contre le second — avec lequel il n'a apparemment jamais échangé — était violente, en prenant prétexte d'un « papier » secondaire de ce dernier, "Notes on Lakatos" (1970), qui n'a jamais été republié en volume depuis. Ce texte lui servait à l'étriller en l'enfermant dans un statut d'historien des sciences. On retrouve par ailleurs dans cette descente en flammes un certain nombre des interprétations de la philosophie d'obéissance poppérienne, soit à l'unisson (à propos de l'irrationalisme supposé de Kuhn) soit en négatif (la « science normale décriée » par les poppériens est revalorisée, mais jugée maltraitée par Kuhn selon Elias, qui prend la défense des « *pauvres gens* » contre les « *grands novateurs* » que le premier est supposé privilégier).

À l'occasion de ce travail, c'est à un Kuhn très différent que je me suis éveillé. En substance, au lieu de ne m'intéresser qu'à son « système » et à son évolution, j'ai reconstruit sa carrière académique et j'ai écouté attentivement la palette d'émotions qui filtraient de ses textes, ironie, amertume, frustration... J'ai pris conscience des préjugés parfois assez désagréables qu'il pouvait exprimer « en privé », des réserves très fortes qu'il avait formulées sur la sociologie des sciences nouvelle manière que représentait le « programme fort » dans les années 1980, entre autres détails venant complexifier ma représentation de l'auteur. Ce qui s'est alors dessiné était clairement un projet biographique, et plus seulement de contribuer à une histoire de la réception de ses idées ou de ses formules, ou à la reformulation rigoureuse des arcanes de son nominalisme linguistique. Pour autant, ce ne pouvait être l'objet d'une communication qui se devait de traiter les trois protagonistes du texte d'Elias avec équanimité. L'intervention que j'ai faite fonctionné<sup>64</sup> en deux temps : un premier d'examen serré du texte d'Elias de 1972, un second de critique, visant à indiquer ce qui pose problème : sous couvert de l'examen d'une "discussion", en fait strictement focalisée sur deux articles de tailles très différentes et ne prenant pas en compte la controverse générale qui a opposé Kuhn et les poppériens, il s'agit en définitive d'un plaidoyer *pro domo* qui

<sup>63</sup> Il a entre autres rédigé une longue « présentation » qui précède les textes traduits.

<sup>64</sup> Une fois n'est pas coutume, j'ai écrit (une partie de) mon texte à l'avance, craignant d'être trop imprécis si je l'improvisais pour les besoins de la séance.

reproche à ses cibles de ne pas s'être faits sociologues. Le déroulé du propos permettait par raccord d'évaluer à sa juste mesure l'anecdotique "Notes on Lakatos" et de resituer un certain nombre de griefs que Kuhn y formule contre ce dernier, dans un registre qui est peu coutumier dans ses écrits académiques.

J'ai beau être demeuré dans un répertoire épistémologisant lors de cette intervention, je pense que le besoin impérieux d'une historicisation de toute cette séquence était patent dans le dispositif de contextualisation que je lui ai appliqué de façon liminaire. Et mon prisme biographique, aussi discret fût-il, était manifeste. À l'issue du colloque, M. Joly m'a passé commande d'un livre<sup>65</sup> sur l'homme, l'œuvre, sa réception, pour sa collection à CNRS éditions. Je retiens de ce travail qu'il m'a fait glisser d'une entreprise de reconstruction rationnelle du théoricien Kuhn à un travail soucieux de le replacer dans une histoire des études sur la science. La notice sur le « constructivisme » écrite en 2018 pour le *Dictionnaire critique de l'anthropocène*, déjà évoquée, n'a fait que confirmer cette inflexion : soucieux de ne pas fétichiser l'idée qu'il y aurait derrière ce mot un « sol » stable et un concept univoque, j'ai livré en lieu et place une historicisation résolue des usages de l'étiquette, ce qui revenait à montrer la grande diversité des matrices dans le cadre desquelles le mot a été promu ou vilipendé. Ce souci de la pluralité et une suspicion croissante à l'égard de l'idée qu'il y aurait des « formules » stables et universelles sur lesquelles les intellectuels (ou les hommes en général) s'entendraient à travers le temps, est également à l'œuvre dans une autre entreprise pour sortir de l'histoire de la géographie : la rédaction de l'introduction du dossier du n° 32 de la *RHSH*, « Penser par écoles ».

### Le miroir de l'« école »

Il n'était pas prévu que j'écrive en 2018 l'introduction d'un dossier sur les « écoles » que je n'avais pas apporté à la revue, dont je n'avais initialement évalué aucun texte, et abordant un sujet que je n'avais jamais traité directement. L'initiative en venait de Jean-Christophe Marcel, ancien directeur de la revue. Il se trouve que le comité de la *RHSH* a rejeté en octobre 2018 plus de la moitié des textes proposés à l'évaluation, que ce qui restait posait des problèmes presque rédhibitoires et que l'avenir du numéro était en suspens. La direction après avoir envoyé les messages de refus et les demandes de réécriture, a repris la main. Pour étoffer le volume, elle a commandé trois nouveaux textes (les auteures avaient été proposées en séance), réécrit complètement le texte de présentation du volume et suscité deux interviews (une seule s'est concrétisée). En décembre 2018, nous avons fait un très bel entretien avec Jean-Michel Chapoulie. J'avais eu l'idée de le solliciter car j'avais été frappé en lisant *La Tradition sociologique de Chicago* en 2001 par la façon dont il récusait l'idée qu'il y ait eu quelque chose comme une « école de Chicago » en sociologie, alors même qu'il n'y a pas plus répandu que cette étiquette. Je voulais lui faire préciser davantage les tenants et les aboutissants de sa réticence. J'ai complètement pris en charge l'accompagnement des textes, anciens ou nouveaux. Et comme c'était la troisième fois que nous tirions complètement un dossier hors de l'eau, nous avons décidé de co-écrire l'introduction, histoire notamment que notre travail ait une visibilité autre que d'aléatoires remerciements en note. Mais, plus profondément, nous voulions sortir de la formule des « écoles de pensée » et de l'égrenage de cas, des types idéaux et de la reconduction des formules d'acteurs. En somme, il s'agissait de faire une historiographie critique de la catégorie d'« école » quand elle s'applique à des collectifs savants.

Ce n'était pas un objectif relativiste, de mon point de vue en tout cas : j'ai pleinement le sentiment d'avoir un maître, de l'avoir vue former des générations d'historiens de la géographie par un travail attentif de cadrage et de maïeutique. L'idée que l'on puisse « faire école » ne me semble ni forcément attentatoire au talent individuel (au contraire), ni le signe d'une balkanisation de la science, ni inconciliable avec d'autres formes de socialisation. J'ai le plus profond scepticisme pour l'image héroïque du novateur qui ne part de rien, ou en complète rupture avec

---

<sup>65</sup> L'offre est encore plus tentante que la précédente, mais je crains qu'elle ne doive attendre quelques années.

tout ce qu'il a appris d'une manière ou d'une autre. En revanche, le geste consistant à regrouper des auteurs en « *chkola* » (école) à partir d'une caractérisation plus ou moins sommaire me laissait déjà dubitatif en 1992 lorsque je travaillais sur *La description de la nature de notre pays. Le développement des caractérisations physico-géographiques* (1972) de Liov S. Abramov<sup>66</sup>. J'y ai tôt vu une opération de légitimation qui donne de la profondeur « historique » et une assise sociale (voire géographique) à des formes concrétisées d'entités collectives dont tel ou tel auteur a besoin pour réifier l'idée d'un lignage ou d'une tradition (cf. Collins, 1995, pour cette terminologie) et lui donner de la majesté. J'avais le sentiment que les regroupements d'Abramov étaient fantaisistes, ceci d'autant plus qu'ils enrôlaient de grands publicistes russes du XIX<sup>e</sup> siècle et lissaient jusqu'à l'absurde une cohérence purement nominale. Ils auraient pu ne pas l'être, mais cela aurait demandé un travail d'histoire sociale qui je pense n'était même pas envisageable pour un géographe soviétique des années Brejnev. Plus tard, l'idée qu'il y avait eu une « école française de géographie » entre la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et les années 1970-80 dont P. Vidal de la Blache avait été l'instigateur, m'a moins posé de problèmes, même si au travers de l'expression « postvidaliens » j'ai rapidement voulu marquer un écart entre ce qui avait été le champ des possibles dessiné par le fondateur et ce qui avait été codifié, routinisé par ses héritiers, pour partie à travers une sélection inconsciente (ou ignorante) de traits qu'ils s'étaient mieux appropriés que d'autres. Et s'il y a eu quelque chose comme une « science normale » héritée des propositions de Vidal, sans doute avec son assentiment, elle impliquait la transmission de certaines façons de procéder, qui correspondaient aux questionnements de ses légataires (en particulier E. de Martonne), même si l'on pourrait se demander aussi jusqu'à quel point elles s'ajustent sur ce que faisait faire le Vidal-pédagogue des années 1890. L'« école de Chicago » a été un autre sujet de spéculation, après que j'eus pris la décision en 2001 de faire un cours de quatre heures dessus en deuxième année de licence, dans le cadre d'un module intitulé « milieu, système, territoire » dans lequel la sociologie de Park, Thomas et leurs continuateurs me servait d'antimodèle au projet d'« écologie humaine » de la géographie française. C'est là que j'ai lu Jean-Michel Chapoulie, entre autres références, qui m'a fait cesser définitivement tout usage de « école » pour parler de la sociologie de Chicago. Au reste, cela m'a mis sur les traces d'une histoire du label *pour les géographes*, liée à ce qui apparaîtrait comme un sujet secondaire pour nombre de sociologues, à savoir la réflexion sur les formes de spatialisation différentielle des communautés que l'on trouve chez R. Park et surtout chez E. Burgess et Roderick MacKenzie, et qui a nourri toute une tradition géographique, devenue dans les années 1970 « écologie urbaine factorielle » à l'initiative de Brian Berry<sup>67</sup>. Pour des géographes, « l'école de Chicago » renvoie en fait à trois modèles interprétant l'organisation intra-urbaine qui sont enseignés partout et dont un seul, le modèle à auréoles concentriques, vient de Burgess... Et il y aurait un véritable travail à faire pour étudier comment B. Berry, cet incroyable *entrepreneur* de la géographie dite « théorique et quantitative » a fait, lui, école, notamment (mais pas seulement) sur cette question de l'intraurbain.

Cette récapitulation très sommaire est une façon de dire combien cette question de la valeur descriptive d'« école » a accompagné en arrière-plan de larges pans de mon travail de ces trente dernières années. C'était l'une de ces notions floues, évidentes et commodes que le chercheur a facilement sous la main lorsqu'il essaie d'élaborer des choses sans disposer de catégories mieux formalisées ou qu'il reprend un étiquetage parlant. En revanche, ce que j'ai développé dit implicitement combien je suis incapable de séparer le terme de son acception littérale : parler d'école *de pensée* pour enrôler des gentlemen dans un club, même quand des siècles (ou des décennies) les séparent, même quand on ignore s'ils se sont lus, ou non, m'a toujours semblé saugrenu. En outre, la configuration où des contemporains partagent quelque chose (un geste artistique, des convictions sociales, philosophiques ou politiques, une méthode, une mission, etc.),

<sup>66</sup> Il en reste quelques pages et un tableau traduit dans « La géographie russe (1845-1917) à l'ombre et à la lumière de l'historiographie soviétique » (1996).

<sup>67</sup> Cf. à ce sujet mon article « Le rôle de la graphique dans la modélisation en géographie... » (2016), qui en traite (trop) brièvement.

me semble appeler analytiquement d'autres termes qui dénotent mieux les diverses propriétés d'un groupe de pairs et ses ressorts affinitaires, hiérarchiques, réactifs ou collaboratifs. Ces restrictions n'empêchent pas de prendre au sérieux la labellisation telle qu'elle s'est déployée : « école de Barbizon », « école de Franfort » ou « école formaliste russe » sont des étendards justiciables d'une histoire visant à montrer la socialisation voire l'institutionnalisation d'un collectif et sa capacité à se faire reconnaître, adouber, financer, conspuer, en somme à exister.

Entre février et avril 2018, W. Feuerhahn et moi avons travaillé sur le sujet : de façon d'abord très exploratoire, en tirant de multiples fils, avec la volonté d'étudier plusieurs champs à la fois, et en recherchant des textes qui n'étaient pas des études de cas (ou pas seulement) mais essayaient de formaliser davantage le plan de contenu du (des) terme(s). Le temps nous était compté, le volume devant normalement paraître en mars. Assez vite, trois « mondes » historiographiques disjoints nous ont semblé produire des élaborations plus consistantes que les autres : la sociologie (ou plutôt : certains sociologues), la linguistique et l'histoire des sciences. Toutes avaient pour caractéristique de s'inscrire dans une appréhension de la science profondément marquée par *La Structure des révolutions scientifiques*, que ce soit pour la prolonger ou s'en démarquer. Pour différentes raisons, dont les alinéas précédents laissent percer l'une des motivations, j'ai souhaité prendre la main en premier, pour ne finalement plus jamais la lâcher... L'introduction aurait néanmoins pu être cosignée tant ce texte n'existe que par le dialogue incessant qu'il a entraîné entre nous. Pour les besoins de cette affaire, je me suis fait complètement transversal, même si demeure le sentiment que je maîtrise (un peu) surtout l'histoire de certaines sociologies. J'ai aussi tenté de ne pas prendre les textes étudiés comme de pures émissions d'idées mais au contraire de les replacer (de manière très imparfaite) dans des contextes plus larges, biographiques, historiographiques, politiques. Une auteure du dossier a trouvé l'article « très érudit », ce qui sonne étrangement pour une enquête menée au pas de charge en trois mois, et quasiment à partir de rien. C'est très peu une introduction, en termes de ligne (claire), de recul et de simplicité énonciative.

Les sociologues qui mobilisent le terme se réfèrent presque toujours selon leur génération soit à Edward Tiryakian (1979), soit à un texte assez réticent<sup>68</sup> de Jean-Louis Fabiani (2005). L'un des buts implicites de l'introduction du n° 32 est d'élargir le spectre des références, en donnant à lire en outre d'autres auteurs, d'autres traditions d'analyse et d'autres propositions. L'introduction essaie d'historiciser l'usage d'« école » comme analogie groupale à la suite de John Servos (1993) et de Françoise Waquet (2008) et de procéder à un certain nombre de distinctions élémentaires, avant d'ouvrir sur quatre enquêtes. La première revisite des élaborations de la sociologie fonctionnaliste américaine (Terry Clark, E. Tiryakian) qui avaient tenté de faire de « *school* » (ou de « *cluster* ») un « type idéal » articulant plusieurs fonctions et dispositifs. Sur le cas de Chicago, des sociohistoriens britanniques ont prolongé (Martin Bulmer) ou vilipendé (Lee Harvey) l'entreprise. La deuxième enquête examine un plus large spectre de productions d'historiens des sciences anglais et américains, spécialistes des sciences de laboratoire aux XIX<sup>e</sup> et début XX<sup>e</sup> siècles. Il montre comment à travers l'expression « *research school* » ils ont essayé d'élaborer entre la fin des années 1960 et le milieu des années 1990 une réflexion sur les modes de (re)production et les conditions de succès (ou d'échec) de la science « moderne ». Inspirée d'une fameuse étude de cas croisés publiée par Jack Morrell en 1972 sur Justus Liebig et Thomas Thomson, théorisée plus tard par l'historien de la médecine Gerald Geison<sup>69</sup>, elle a connu son acmé (et aussi quasiment son point final) dans la publication d'un numéro spécial d'*Osiris*<sup>70</sup> en 1993. La catégorie qu'ils ont

---

<sup>68</sup> Réticent parce qu'il botte en touche en se refusant à figer un sens du terme, qu'il le rabat sur d'autres formulations comme « tradition » et lui préfère « collectif sociologique », enfin parce qu'il finit par le passer par pertes et profits.

<sup>69</sup> Il a donné à l'expression sa définition la plus largement partagée : « petits groupes de scientifiques chevronnés poursuivant dans un même contexte institutionnel un programme de recherche raisonnablement cohérent aux côtés d'étudiants avancés avec lesquels ils entretiennent des interactions sociales et intellectuelles continues » (Geison, 1981 : 23 ; la traduction est de moi).

<sup>70</sup> Revue d'histoire des sciences, jumelle d'*Isis*, fondée par George Sarton en 1936 et relancée en 1985 après 17 ans d'interruption. Elle a un but moins panoramique et bibliographique qu'*Isis* et fonctionne par dossiers thématiques.

partagée supposait une appréciation justement littérale de “*school*” et l’idée (assez débattue) d’une transmission de « connaissance tacite »<sup>71</sup> justifiant la formule. J’ai essayé d’indiquer comment les idées développées par ces auteurs pouvaient être profitables aussi pour l’histoire des sciences humaines et de mettre en valeur leur ressort individualisant : la formule de la “*research school*” vaut surtout pour définir la matrice unitaire d’un style collectif. La troisième enquête examine par contraste, à travers deux tentatives relevant de l’histoire de la linguistique (Amsterdamska, 1987 ; Puech, 2015), une élaboration qui au contraire met l’accent sur le potentiel de différenciation du terme, lorsqu’il sert à figurer des espaces savants où coexistent ou se succèdent des « écoles » (des collectifs, en fait) qui s’opposent ou se complètent. La quatrième enquête enfin propose un bilan relativement désabusé en s’appuyant sur une autre configuration sociographique, plutôt interactionniste celle-là (J.-L. Fabiani, Randall Collins, Andrew Abbott, Howard Becker). Elle indique incidemment qu’« école » vaut rarement sans complément (comme dans “*research school*” ou “*school of activity*”) et sans corrélats (d’autres termes qui fonctionnent en miroir). Elle essaie de montrer l’intérêt de la distinction faite par Samuel Gilmore et H. Becker entre “*school of thought*” et “*school of activity*” et indique combien le pluralisme des systèmes de formation agit comme facteur limitant du « faire école » dans l’enseignement universitaire contemporain (au sens large). Au final, le texte valorise principalement les travaux qui en histoire des sciences ont examiné la genèse (c’est-à-dire le contexte social) d’un étiquetage en école(s) plutôt que de le légitimer, depuis les articles séminaux de Christian Topalov (2003, 2004)<sup>72</sup>.

Ces divers travaux hors de l’histoire de la géographie ont pris une place croissante dans mon activité scripturaire et de recherche, à commencer par l’inédit de cette habilitation. Il est vraisemblable que je saisirai d’autres opportunités qui se présenteront, car pour exister comme historien (de la géographie) dans des arènes plus large, j’ai besoin de pouvoir publier sur d’autres thématiques<sup>73</sup>, en escomptant que davantage de lecteurs non-géographes intéressés par mon travail finissent aussi par lire les publications sur la géographie. Au-delà de ma personne, la stratégie que nous poursuivons à la *RHSH* est de banaliser la présence de l’histoire de la géographie afin d’éroder le désintérêt qui la touche par ricochet. Elle implique de publier si possible de très bons textes susceptibles d’intéresser par leur valeur propre, mais également de faire la démonstration de l’insertion des géographes du passé dans des configurations sociales, théoriques, discursives, etc., plus larges. C’est très exactement l’un de mes objectifs lorsque j’entreprends de faire l’histoire (sociale) des sciences sociales françaises de l’après-guerre, même si au-delà des années 1970 il est difficile de penser cette insertion à une échelle nationale ou parisienne (il s’agit davantage de collaborations périphériques). Je veux croire qu’il n’y a pas de fatalité dans la marginalité du thème et de la discipline, car les géographes ne sont pas plus bêtes que les autres : ils sont simplement différents à bien des égards, et souvent peu à l’aise de par leur origine sociale ou leur formation dans les « grands genres » (théoriques, rhétoriques) qui produisent de la distinction en sciences humaines et sociales. On peut sans doute lire du reste ma production en histoire de la géographie de ces quinze dernières années comme l’exploration de ce particularisme et des stratégies déployées (ou non) pour l’arrimer à de nouvelles légitimations ou à des institutions de prestige.

---

<sup>71</sup> Elle faisait référence aux travaux de Michael Polanyi et à leur insistance sur la “*tacit knowledge*”.

<sup>72</sup> Je m’en veux au demeurant de ne pas lui avoir fait davantage de place dans cette introduction, tant j’ai été marqué par ses articles sur la genèse du label « école de Chicago », mais le fait est que son propos n’était pas de réfléchir au « faire école » mais davantage à la construction rétrospective et stratégique d’un étiquetage.

<sup>73</sup> Il y a aussi bien sûr une volonté d’explorer d’autres terrains de jeux et de ne pas m’enfermer dans un objet unique, mais pour le coup je pense que cette dimension traverse l’ensemble de cette réflexion rétrospective.

### Vers une histoire sociale de la géographie aux XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles

Je suis entré au CNRS sur un programme annonçant notamment une diversification vers l'histoire sociale et le recueil de témoignages oraux. Si j'ai effectivement travaillé sur archives et multiplié les entretiens avec des géographes nés dans les années 1930 et 1940, une bonne partie du matériau accumulé est resté dormant et j'ai assez peu publié dans ce registre. Je ne reviens pas sur « Mai-68 et ses suites en géographie française » (cf. supra) qui a longtemps été mon principal accomplissement en la matière. Le Groupe de recherche sur les épistémologies de la géographie contemporaine (GREGc), que j'ai fondé en 2007 et animé pendant cinq ans, aurait pu porter cette promesse, malgré son nom. Je crois pourtant qu'il a souffert de ne pouvoir s'appuyer sur une base de travail suffisamment large et solide et j'ai déjà dit qu'il a pâti de mes difficultés personnelles à l'époque. En 2007, j'ai travaillé avec Marie-Pierre Sol sur les Recherches coopératives sur programme (RCP, un dispositif de financement du CNRS), développées en géographie humaine dans les années 1970. Ce fut ma première expérience des archives, au demeurant assez frustrante. Je les ai croisées avec des entretiens, mais sans réelle systématicité, d'autant que le format des articles de la *Revue pour l'histoire du CNRS* où il devait paraître est court et que nous avons rapidement atteint le gabarit maximal. Ce petit travail a néanmoins jeté les bases de « possibles » dont je suis loin d'avoir épuisé les virtualités. J'ai servi de *sparring partner* à Marie-Claire Robic dans l'élaboration plus générale du dossier « Voyages collectifs en géographie » où ce texte prend place, ai interviewé Nicole Mathieu avec elle. Mais mon travail sur les « années 68 » qui s'amorçait alors a pris toute la place par la suite.

J'ai par ailleurs beaucoup travaillé sur des questions d'histoire sociale de la géographie pour mes enseignements et dans l'accompagnement d'étudiants en M1, M2 et thèse, notamment par la revisite d'un certain nombre de courants qui ont émergé en géographie française (surtout) ou anglo-américaine : analyse spatiale, géographie sociale, géographie dite « des représentations », géopolitique, géographie culturelle et des « territoires », géographie environnementale, etc. Tout l'enjeu est de passer d'enquêtes *ad hoc* et relativement légères et suggestives au genre de travail systématique sans lequel je m'estime incapable de proposer un article de recherche. Il y va aussi d'une certaine appréhension et prudence : je voudrais à tout prix que mes analyses n'apparaissent pas comme un positionnement idéologique ou en faveur d'un courant particulier. C'est d'autant plus important que je n'ai strictement aucune préférence *a priori* à faire valoir : j'ai beaucoup travaillé sur l'histoire de l'analyse spatiale, mais sans être moi-même un *spatial analyst*. Il se trouve que cette mouvance, dans toute sa diversité, a produit beaucoup de matériaux intéressants à analyser et manifeste une permanence identitaire (en France, en tout cas) qui fait contraste avec les recompositions régulièrement à l'œuvre dans le reste de la géographie humaine française. Ma prudence procède aussi du sentiment d'une dissonance persistante entre les propositions « théoriques » que l'on trouve dans de nombreux courants ou sous-champ thématiques de la géographie et ce qui est fait (et parfois raté) sur le plan empirique. C'est au demeurant le talon d'Achille de la géographie « qualitative » pratiquée en France depuis 20-30 ans, souvent empiriquement très respectable mais peinant à articuler sérieusement des théorisations — souvent empruntées, mal articulées, en un mot maladroit — et des études de cas qui dans le meilleur des cas se passeraient fort bien de ce dont on les habille.<sup>74</sup> Dire de telles choses à ses contemporains n'est pas évident, sauf à endosser l'habit de l'imprécauteur ou à trouver des moyens détournés de faire passer de telles analyses. J'essaie d'éviter la première de ces postures, la seconde appelle un dispositif préalable et demande donc une ascèse et du temps.

Dans ces conditions, travailler sur des morts dans le cadre d'une histoire (sociale) abordant un passé plus ancien a bien des avantages. Je pourrais donner l'exemple d'un travail biographique

---

<sup>74</sup> J'ai déjà posé le diagnostic qu'il y avait là une dissonance entre des exigences institutionnalisées et une formation qui n'a pas suivi et ne s'est pas donné les protocoles de formation qui lui aurait permis de banaliser le genre de tissage entre cadrage théorique et enquêtes empiriques qui fait les travaux réussis.



sur Renée Rochefort en vue d'une conférence au festival de Saint-Dié (2016) pour les besoins de laquelle j'ai revisité sa production, « prosopographié » ses réseaux (autant que possible) et interrogé ses « élèves » et collègues.<sup>75</sup> Un travail de plus grande ampleur en histoire sociale que j'ai fourni depuis « Mai-68 et ses suites en géographie française » est une collaboration avec Marie-Claire Robic sur les intitulés de chaire au Collège de France comprenant « géographie » (sept au total). Elle s'est d'abord inscrite dans un colloque organisé en 2014 par W. Feuerhahn dont l'entrée était non seulement les « intitulés » des chaires mais plus encore les débats qu'occasionnait leur redéfinition à chaque vacance. Nous avons travaillé sur les archives de l'institution (cela faisait partie du « contrat ») en nous divisant la tâche. N'étant pas du tout « dix-neuviémiste » ni le spécialiste de J. Brunhes de cette affaire, je me suis concentré sur les chaires occupées par André Siegfried (« Géographie économique et politique », 1933-1945), Pierre Gourou (« Étude du monde tropical (géographie physique et humaine) », 1947-1969), Roger Dion (« Géographie historique de la France », 1948-1968) et Maurice Le Lannou (« Géographie du continent européen », 1969-1976). Assez vite, j'ai éprouvé le besoin d'élargir mes investigations à divers protagonistes : Marcel Mauss, Lucien Febvre, Edmond Faral (administrateur du Collège dans l'après-guerre), et quelques autres. Et je n'ai eu de cesse de prendre du champ au-delà de ce que les archives, souvent assez lacunaires, m'apportaient *stricto sensu*, tant ce qui était hors cadre fournissait un éclairage nécessaire pour interpréter la relative factualité des comptes rendus de délibérations — très neutralisés sur la période que j'ai étudiée.

Le texte à quatre mains que nous avons écrit<sup>76</sup> insiste sur le caractère relativement éphémère (1885-1976) de la présence du mot « géographie » dans des intitulés de chaire et surtout sur l'hétéronomie et la grande précarité d'une position en forme de strapontin : le mot ou la chaire tiennent à un mécène (J. Brunhes), à l'autodéfinition d'hommes (É. Levasseur, A. Longnon, A. Siegfried) que l'histoire des sciences n'a pas exactement retenus comme des « géographes » au sens disciplinaire, ou encore à la bienveillance condescendante d'un « *primus inter pares* » (ce que fut L. Febvre dans les années 1945-49), sans parler de cette opération de contrefeu<sup>77</sup> qu'a été l'élection de M. Le Lannou. Symétriquement, nous avons signalé la rareté des géographes à avoir recherché ce genre de statut prestigieux mais sans magistère ni prise sur le public étudiant (et donc sur la reproduction du corps). Je m'étonnerais presque que la géographie-discipline ait eu des représentants dans cette institution pendant quarante-huit ans (1912-1930 et 1946-1976) tant les logiques des deux corps — celui des professeurs au Collège de France et celui des géographes — étaient divergentes. Dans un univers où la (grande) notabilité intellectuelle est le pendant de l'érudition philologique, en tout cas pour les sciences dites « humaines », il n'est du reste pas étonnant que les représentants d'une science peu exposée et dont les figures adouées par les médias sont rares (en particulier sur la fin de la période) aient été très peu nombreux. Dans le cas d'un P. Gourou, il y a peut-être eu un phénomène inverse : être professeur au Collège de France jeune (46 ans) lui a sans doute conféré une stature et des réseaux auxquels il n'aurait pas forcément eu accès sinon.<sup>78</sup>

---

<sup>75</sup> Une notice pour *Geographers* faisant fructifier ce travail est planifiée.

<sup>76</sup> Il figure en intégralité dans le recueil de mes publications, mais les indications données ici permettent d'identifier ce qui est de moi (la deuxième partie), ce qui est pleinement de rédaction en navette à deux (l'introduction et la conclusion) et ce que j'ai simplement relu et discuté.

<sup>77</sup> Suite à une campagne de P. Gourou pour faire élire Étienne Juillard, spécialiste du fait régional et d'aménagement du territoire, le spécialiste d'épigraphie grecque Louis Robert monta une candidature alternative visant à éviter qu'un spécialiste de « science appliquée » ne soit élu au Collège de France. Le résultat fut lent à émerger et très serré.

<sup>78</sup> Cette institution n'a au demeurant pas accueilli une seule des figures les plus marquantes *intellectuellement* de la géographie humaine française des années 1912-1976 : ni P. Vidal de la Blache, ni M. Sorre, ni Jean Gottmann, ni P. George, ni É. Juillard ni... R. Brunet, auxquels seuls J. Brunhes et P. Gourou pourraient être éventuellement comparés. Que l'on veuille bien m'excuser pour le caractère très exclusivement masculin d'une telle liste... C'est un effet du masculinisme persistant de la géographie, dont les travaux de N. Ginsburger ont montré qu'il n'avait commencé à s'éroder que dans l'après-45, tandis que de véritables « patronnes » n'ont émergé que dans les années 1960, et encore étaient-elles très minoritaires.



Mes enquêtes m'ont donné envie d'approfondir l'étude des relations entre les géographes et ces figures de proximité qu'ont été André Siegfried et Lucien Febvre. Il y a quelque chose d'assez singulier dans le statut de la « géographie » dont s'est revendiqué le premier et les rares textes rétrospectifs qui l'évoquent me semblent avoir une vision assez parcellaire de la question. Les rapports du second à la géographie ont déjà été un peu labourés, notamment par B. Müller dans *Lucien Febvre, lecteur et critique* (2003), mais il reste à entreprendre quelque chose de plus systématique et symétrique, car qui s'est intéressé de près à la façon dont la profession avait réagi aux entreprises assez surplombantes de cette figure tutélaire ? En l'occurrence, dans le contexte du Collège de France de l'immédiat après-guerre, il est très clair que son rôle a été ambigu, à la fois favorable à deux élus (dont un qu'il se représentait à moitié historien, Roger Dion) et clairement critique à l'encontre de ce que la discipline était devenue, sans parler de sa volonté d'éliminer des candidats qu'il méprisait cordialement (Pierre Deffontaines et Maximilien Sorre).

Je me dois de mentionner enfin deux travaux récents d'histoire sociale de la géographie qui ont un statut à part.

En 2019, j'ai été contacté par un géographe hongrois, Ferenc Gyuris, dont j'avais lu auparavant certains textes, m'étant aperçu qu'il était avec son collègue Boris Michel (venant de la sociologie urbaine), l'animateur d'un collectif de recherche international sur l'histoire de la "quantitative geography" dans le monde<sup>79</sup>. Ils m'ont convié à un *workshop* sur le sujet à Kiel (24-25 septembre 2019) qui s'est avéré très stimulant. En-dehors de Marie-Claire Robic et de moi, les historiens de la géographie que je connaissais jusque là, en France et dans le monde, avaient assez peu d'intérêt pour ce sous-champ. Il était dès lors très agréable de dialoguer avec des personnes pour lesquelles c'était un sujet important, et qui en outre ne se cantonnaient pas à des études de cas centrées sur des individus. En revanche, l'histoire des idées et des techniques y demeurait prégnante. Je suis venu avec de nombreux matériaux, portant aussi bien sur des aspects cognitifs que socio-démographiques de l'analyse spatiale française. Comme je m'y attendais, elle était quasi-inconnue de mes interlocuteurs. Il m'a rapidement semblé clair que ce qu'il y avait de plus spécifique dans mon propos était sa dimension d'histoire sociale, fortement contextualisée. C'est dès lors ce que j'ai retenu pour l'écriture de mon chapitre dans *Histories of Quantitative Revolutions in Geography*, à paraître à l'automne 2021 (Gyuris, Michel, Paulus, 2021), premier véritable texte académique en anglais<sup>80</sup> que j'aie écrit. Je lui ai assigné en outre un objectif propédeutique pour un lectorat anglophone : je pourrai m'appuyer dessus pour des travaux ultérieurs davantage techniques ou pointus, où je me sentirai moins tenu de faire des mises au point qui relèvent d'un cadre historique global. À ce titre, je vois dans "A Social History of Quantitative Geography in France from the 1970s to the 1990s. An overview of the blossoming of a multi-faceted tradition" davantage un travail de vulgarisation des résultats d'EHGO sur le sujet qu'une recherche pleinement originale : j'y ai utilisé (et cité) la thèse de Sylvain Cuyala<sup>81</sup> ainsi que des résultats de M.-C. Robic autant que mes propres travaux. Tel quel, c'est un travail discrètement militant, à distance des positions postmodernes d'un Trevor Barnes sur le "genius loci" des hauts lieux du quantitativisme américain mais aussi d'une appréhension exclusivement intellectualiste de ce que

---

<sup>79</sup> Le premier est l'auteur d'un ouvrage paru en 2014, *The Political Discourse of Spatial Disparities. Geographical Inequalities Between Science and Propaganda* (Springer). Le second a publié en 2016 un article intitulé "Seeing spatial structures: On the role of visual material in the making of the early quantitative revolution in geography" dans *Geografiska Annaler*. Ils ont co-présidé en avril 2018 une session de l'*annual meeting* de l'Association of American Geographers intitulée "Histories of the Quantitative Revolution from a Different Perspective: Practical Implementation in Service of Political Agendas". Il est assez significatif que l'un et l'autre aient été formés dans des universités allemandes, c'est-à-dire un tout autre contexte culturel.

<sup>80</sup> Je n'essaie jamais de me traduire du français à l'anglais, préférant faire réviser les gallicismes de ma langue spontanée en anglais par un « natif » ou ma fille aînée, plutôt que d'essayer de passer d'une langue à l'autre. Le résultat est plus simple, la démonstration plus directe.

<sup>81</sup> Il s'est lancé en thèse sur cet objet en 2008 à mon instigation et je l'ai accompagné pendant six ans, même si la « géographie de la science » qu'il a produite ne correspondait que partiellement à mes propres centres d'intérêt.

mes collègues appellent “Quantitative Geography” (formule un peu réductrice). Il s’agissait aussi de faire passer en anglais un certain nombre de schèmes : la « transformation morphologique » de la première massification universitaire, le contexte « révolutionnaire » des « années 1968 », l’importance des scissions politiques, notamment 1981, les déplacements de problématique non réductibles à l’adoption de techniques statistico-méthodologiques ; et puis, tout simplement, de faire connaître l’analyse française, ses théoriciens et théoriciennes, sa diversité, ses malentendus.

En 2020, pendant le premier confinement, j’ai proposé que *l’Espace géographique* publie enfin un débat sur « Mai 68 » que Marie-Claire Robic avait organisé au sein du comité de rédaction en mai 2008. Ayant reçu l’approbation de ce dernier, je l’ai fait transcrire contre rémunération par l’un de mes étudiants. Comme la bande était très mauvaise et qu’il ne maîtrisait pas les références mobilisées par les participants et participantes, il m’a fallu largement reprendre le travail ensuite. À ce stade, il m’est vite apparu que de nombreuses allusions ou évocations seraient incompréhensibles pour des lecteurs de moins de 70 ans, et me suis lancé dans un travail d’annotation qui a occasionné de nombreuses recherches d’ordre prosopographique. En parallèle, il m’a fallu obtenir l’accord des intervenants (il a fallu parfois leur tirer l’oreille) et des ayant-droit des trois défunts. Il y avait enfin deux textes produits à l’époque par des membres du comité que je souhaitais vivement voir publiés, et qui ont été repris par leur auteur. Assez rapidement, par esprit de symétrie, il m’a semblé que la prosopographie devait s’étendre aux participants et participantes, et qu’il valait mieux leur demander — quand c’était possible — de faire le point sur là où ils en étaient en Mai-Juin 68. J’ai complété leur notice et rédigé celles des défunts et des personnes réticentes à l’exercice. Marie-Claire Robic m’a aidé dans l’effort principal, relectures et notices biographiques accompagnant la table-ronde. La mise en page s’est accompagnée d’une recherche iconographique, réclamée par les collègues, qui appelaient de leurs vœux la respiration d’images et de documents d’époque. Au final, il a fallu plus d’un mois à temps plein pour fabriquer ce numéro (mai-juin 2020). Autant que le propos des intervenants (dont j’avais gardé trace), c’est l’ensemble des « âmes mortes » (ou non) et de l’arrière-fond d’une époque (les décennies d’après-guerre) convoqués par le dispositif qui m’importe. Il me semble qu’en l’état il est un moyen d’accès pour un lecteur profane à toutes ces trajectoires de géographes de l’époque, dans sa familiarité et son étrangeté. Les sexagénaires et septuagénaires qui y ont participé manifestaient en outre de remarquables dispositions pour analyser la société des géographes de l’époque, livrant eux-mêmes une histoire sociale qui n’est pas que testimoniale. Il montre, parfois en creux, à quel point les rapports sociaux, les valeurs, les usages, les dogmes, etc., ont pu changer depuis une période pas si lointaine, et c’est ce qui en fait tout le prix à mes yeux.

J’incline donc de plus en plus à pratiquer ou à faire pratiquer une histoire soucieuse de dégager les contextes sociaux (mais aussi politiques et économiques) dans lesquels se mouvaient les praticiens et s’écrivaient les textes des sciences humaines du passé. Je n’ai néanmoins jamais abandonné les analyses sur la langue et l’épistémologie. Consacrant de l’espace discursif et des opérations de preuve spécifiques aux transformations socio-politiques ou socio-économiques de communautés savantes — en particulier disciplinaires — dans plusieurs textes, j’ai l’impression d’être au milieu du gué de ce point de vue. Il me manque des méthodes susceptibles de rendre compte de phénomènes massifs (*i. e.* quantifiables) que j’observe intuitivement. Mon rapport à et mon aisance dans les archives sont loin d’être ceux d’un historien de métier. J’ai appris sur le tas, assez mal, et de manière fort incomplète. Dans ce que je trouve, je m’empare rapidement des matériaux se prêtant à des opérations herméneutiques, m’arrête longuement sur des détails, privilégie l’intensif sur l’extensif et la compulsion. Je reste saisi par la vitesse à laquelle nombre d’historiens trouvent puis assimilent des fonds très diversifiés et en infèrent des récits, des tableaux et des explications, là où j’ai l’impression d’avancer avec circonspection. Pour autant, même dans mes textes les plus épistémologisants, l’attention à tout ce qui relève de transformations dans le temps (émergence, surgissement, changement, croissance, rupture, recomposition, etc.) et la mobilisation de répertoires de l’interprétation contextuelle sont des

opérations courantes, j'aurais envie de dire nécessaires. Contre la vieille antinomie<sup>82</sup> de l'« externe » et de l'« interne », longtemps prégnante, j'aurais tendance à considérer qu'une enquête en histoire des sciences et des savoirs peut mettre l'accent en proportions variables sur des facteurs contextuels et des contenus<sup>83</sup>, chercher à les intriquer, à les lier, ou au contraire à les traiter en parallèle ou en superposition. Mais il n'y a pas d'exclusivité ou de camp à choisir qui impliquerait de renoncer aux uns ou aux autres, sinon pour les besoins d'une enquête particulière ou parce que l'on ne peut pas tout dire en même temps. En outre, les répertoires contextuels sont multiples et ce que l'on entend par « contenu » très variable : ceux que je traite sont fait autant de mots, de phrases, de dispositifs (rhétoriques, argumentatifs), d'imagerie(s), de dispositions émotionnelles, etc., que d'« idées » au sens convenu du terme. À l'échelle des praticiens d'une histoire des sciences quelconque, on retrouve le même gradient entre ceux qui insistent davantage sur une structure de communauté, des individus, des pratiques, et ceux qui mettent davantage l'accent sur des textes, du symbolique, du formel, sans parler de ceux qui précisément essaient au premier chef de nouer ensemble ces plans dimensionnels (souvent pour démontrer leur intrication). Mais rien n'oblige à transformer des nuances méthodologiques relevant d'un gradient entre une « pure » histoire des savants et une « pure » épistémologie des textes et des gestes en une opposition binaire et stéréotypée. Je devine que l'on me positionnera plus aisément du côté du pôle « cognitivo-épistémologique », parce que mes savoir faire les plus singuliers s'exercent sur des *expressions*, qu'elles soient uniques ou sérielles, ponctuelles ou déployées à l'échelle d'un livre, d'une carrière ou d'une formation discursive. Cela ne fait pas pour autant de moi un « historien des idées ».

Je pourrais reformuler et déplacer ces distinctions en disant qu'il y a quatre registres ou manières de procéder dans mon travail. Je viens de mettre en exergue la plus récente, celle qui se revendique d'une histoire sociale des savants et des sciences (1). La plus ancienne englobe quant à elle tout ce qui relève d'une poétique des textes (scientifiques) et procède à des analyses formelles inspirées par la critique littéraire savante (2). Par la suite, j'ai développé une analyse de l'usage des mots et de leur(s) signification(s) combinant des procédés quantitatifs (jusqu'ici simples, comme des calculs de fréquence) et des examens plus directement et localement lexico-sémantiques. C'est ce que je qualifie de « sémantique (socio-)historique » (3), au sens que ce qui m'importe est de mettre à jour les évolutions dans le temps et d'interpréter la portée sociale des usages de la langue. Enfin, le quatrième registre est une interrogation épistémologique quasi omniprésente dans mes enquêtes depuis 1992, qui porte attention aux élaborations théoriques, aux systèmes de preuve, aux régimes d'empiricité, aux mobilisations de référence et aux représentations de la science que véhiculent les corpus et les auteurs sur lesquels je travaille. Elle peut opérer *in situ* à même les formulations et dispositifs analysés ou s'appuyer sur des cadres épistémologiques jugés éclairants. Loin de tenir les éléments cognitivo-épistémologiques et théoriques pour immuables et achevés, je les envisage dans leur évolution, leurs lacunes et contradictions (latentes ou mises en scène), leurs mutations plus ou moins visibles, leur absence relative d'autonomie aussi, ce qui rend mon propos en la matière le plus souvent historiciste. Pour autant, j'ai du mal à labelliser une telle entreprise. Le lecteur de Lorraine Daston en moi a pu être sensible à sa proposition d'appeler « épistémologie historique » une histoire des catégories de la science saisies dans leurs inflexions et recompositions historiques, perméables aux mutations des pratiques qu'elles accompagnaient. Pourtant, cette expression a une histoire très chargée, bien antérieure à sa reformulation dastonienne, et qu'il m'est difficile d'assumer. On l'associe fortement depuis les travaux de Dominique Lecourt à Georges Canguilhem, qui préférait pourtant la formule en négatif

---

<sup>82</sup> J'en viens à considérer les antinomies comme des fictions socialement mobilisatrices (elles favorisent une logique de « camp »), entretenues par une technologie logico-philosophique. Je préfère appréhender le problème des positions avec l'idée de gradient ou de champ de valeurs continues polarisé par des valeurs extrêmes, autrement dit une conception continuiste où « tout (ou presque) est possible ».

<sup>83</sup> Un contenu de science peut au demeurant devenir lui-même un contexte

d'« histoire épistémologique »<sup>84</sup> (« épistémologisante » me conviendrait mieux). J'ai repris cette dernière récemment pour labelliser un genre de travail attentif au devenir des catégories génériques, des technologies argumentaires et des positionnements intellectuels, tout en étant soucieux de ne pas les réduire à une pure nécessité intellectuelle mais au contraire des les indexer sur des transformations plus générales de la société du savoir, elle-même tributaire d'évolutions et d'événements socio-politiques, économiques, etc., qui la traversent, l'imprègnent et la dépassent. La formule a aussi l'avantage de ne pas être immédiatement indexée sur du scientifico-disciplinaire et de faire leur place à des perspectives « trans » qui sautent les frontières instituées. Je me reconnais assez bien dans ces idées, moins dans l'étiquette, sinon pour décrire une partie de ce que je fais (ou ai fait). En définitive, s'il ya quelque chose comme une « ligne » ou un « style » qui pourrait caractériser l'ensemble de ma production, ce serait plutôt dans une façon (variable) d'atteler ou d'alterner ces différents répertoires, voire de les rendre indistincts, intriqués. Il y a néanmoins des tonalités variables d'une réalisation à l'autre.

### Tenir plusieurs caps en alternance ?

J'ai utilisé « histoire épistémologique » pour le titre de ce qui a été une de mes principales réalisations de ces dernières années, « Le rôle de la graphique dans la modélisation en géographie. Contribution à une histoire épistémologique de la modélisation des spatialités humaines » (publié en 2016) mais elle pourrait également s'appliquer à des travaux plus anciens, en particulier le « cours » sur les échelles que j'ai écrit en 2004 (qui est aussi l'histoire d'un mot). Hors productions sur les « années 68 » et en histoire sociale de la géographie, ce sont des entreprises qui ne m'ont pas posé de problèmes d'achèvement, sans doute en raison de leur nature de commandes. En revanche, si mes enquêtes de sémantique historique ont été nombreuses et récurrentes, elles ont encore très peu débouché (sauf « échelles ») sur des publications.

Lorsqu'en 2004 M.-C. Robic m'a demandé de participer à un cours d'agrégation pour le CNED sur la nouvelle question des échelles et des temporalités, je sortais d'un an d'écriture à bride abattue. Je n'avais jamais abordé frontalement ces enjeux théoriques, assez éloignés de mes centres d'intérêt, mais j'aurais pu écrire sur n'importe quoi dans une période intellectuellement très porteuse<sup>85</sup>. J'étais toutefois étonné de la *doxa* nouvelle qui régnait chez les géographes depuis une grosse décennie et qui consistait à considérer comme distinctivement géographique le traitement d'une question ou d'un objet « à plusieurs échelles », comme si ça allait de soi et comme si c'était l'un des piliers d'une « méthode géographique » presque immuable. Or, mon immersion prolongée dans les textes « identitaires » produits pendant plus de soixante-dix ans par les géographes ne m'avait pas le moins du monde sensibilisé à ce motif désormais appelé « multiscalair ». Dans la géographie classique, l'« échelle » était d'abord et avant tout un rapport arithmétique commandant la représentation des objets non symboliques (qu'ils soient ponctuels, linéaires ou aréaux) sur une carte à fonction « réaliste ». Elle signifiait secondairement, par métonymie, l'*ordre de grandeur* d'un phénomène, d'un « corps » ou d'une distribution, mais rien ne venait indiquer comment on était passé du sens cartographique élémentaire à ce sens métonymique, et encore moins comment on avait glissé vers un sens (proscrit par certains) correspondant à « niveau d'observation ». Ce que j'ai fait dans mon « cours » a consisté à retracer ces déplacements en les mettant en relation avec des « niches écologiques » (comme dirait I. Hacking) où l'on se posait des problèmes méthodologico-épistémologiques spécifiques.

---

<sup>84</sup> Ces remarques doivent beaucoup à W. Feuerhahn, avec lequel je n'ai cessé de discuter de ces questions, sans avoir le temps de reconstruire par moi-même cet aspect de l'histoire de la philosophie.

<sup>85</sup> J'avais du reste eu une première évaluation de la section 39 à l'issue du printemps 2003 qui affirmait que j'étais « un chercheur d'une grande qualité scientifique qui apport[ait] un éclairage innovant sur la géographie et l'évolution de ses trajectoires paradigmatiques comportant une connaissance nouvelle et originale de la géographie russe du XX<sup>ème</sup> siècle » et que ma « contribution à l'épistémologie de la géographie [était] indéniable. »

En m'appuyant sur un repérage assez exhaustif réalisé par mon collègue Nicolas Verdier, je me suis vite aperçu que c'est dans la géographie physique la plus théoriquement ambitieuse que se sont élaborés un déplacement et une extension du sens d'« échelle ». Dans un objectif de classement et de mesure des formes du relief (morphométrie), des géomorphologues (et J. Tricart au premier chef) ont développé dans les années 1950 une taxinomie des « grandeurs géographiques », avec l'idée récurrente qu'elles correspondaient à des types de processus causalement et temporellement différents. Cette taxinomie a ensuite été reprise et étendue dans les années 1960 par d'autres géographes théoriquement ambitieux : Georges Bertrand (figure de proue d'une géographie physique globale et systémique) et R. Brunet (qui a entrepris de l'étendre aux ensembles régionaux humains). Pourtant, cette sorte d'extension progressive a eu pour conséquence de substantialiser ces « ordres de grandeur » en les inscrivant dans des systèmes d'équivalence de plus en plus étendus qui figeaient des échelles de pertinence discontinues — on trouve au demeurant des tentatives similaires à la même époque dans la géographie anglaise, notamment dans *Locational analysis in human geography* de Peter Haggett (1965). De façon significative, cette conception substantialiste d'une invariance d'ordres de grandeur (relevant de fonctions puissance) discontinus a été popularisée par Olivier Dollfus dans ses deux « Que Sais-je ? » jumeaux, *L'Espace géographique* (1970) et *L'Analyse géographique* (1971), dans lesquels on trouve sans doute la première équivalence implicite entre « ordre de grandeur » et « niveau d'observation » et la première préconisation explicite de faire varier ces derniers.

La deuxième partie de cette enquête consiste en un examen de quelques débats et reformulations que cette substantification réaliste des échelles a engendrés. Le plus gros de mon travail a ici consisté à décrypter un article longtemps demeuré confidentiel de Jean-Bernard Racine, C. Raffestin et V. Ruffy (1980) dont les aspects stimulants pouvaient être occultés par sa relative difficulté. Il s'agissait de montrer combien ce texte opposait à la conception discontinuiste-réaliste des échelles un autre modèle pouvant avoir valeur d'alternative. Dans les termes de ces géographes suisses, « échelle » est une « métaphore » que l'on pourrait comparer en premier lieu aux possibilités quasi-continues d'un zoom, dont on peut réduire ou augmenter progressivement l'optique. Mais leur analyse va nettement plus loin, en ce que « échelle » renvoie plus largement à la possibilité de configurer ou de paramétrer une observation empirique, avec des résultats indexés sur une pragmatique de recherche et une problématisation liminaire qui commande les éléments de la configuration. On retrouvait là le genre de constructivisme prôné activement par J.-B. Racine et C. Raffestin dans maints textes des années 1970. Je contrastais ensuite cette proposition avec celle d'Yves Lacoste, qui dans le chapitre VI de *La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre*, fait de la variation scalaire un outil inductif de première intention pour révéler ce qu'il appelait alors une « *signification spatiale* », réflexion qui, eu égard au succès considérable de ce livre, est sans doute le *locus* à partir duquel s'est construite la *doxa* ultérieure de l'analyse multiscalaire.

*A contrario* de ma thèse, cet article met en exergue des continuités qui échappent partiellement à la rupture des années 1970 et il fut la première occasion de travailler sur un corpus où la géographie physique était centrale. C'est le troisième best-seller des consultations sur mon espace HAL-SHS (plus de 5600<sup>86</sup> consultations depuis 2011), certes loin derrière « Démarches systémiques et géographie humaine » (2001, proche des 10 000 consultations) et juste derrière la version initiale du *Plain-pied*. On m'a plusieurs fois sollicité pour des interventions sur le même thème. Je les ai toujours refusées, faute de temps pour dire autre chose que ce qui était déjà écrit. En revanche, je n'ai pas du tout l'impression que la petite musique critique qui s'en dégage ait été entendue. J'ai l'impression, difficile à objectiver, que cet article a été surtout téléchargé, comme son prédécesseur de 2001, par un public d'étudiants qui n'avait pas accès à beaucoup de textes gratuits sur ce sujet de fond.

---

<sup>86</sup> Les statistiques sur le nombre de téléchargements des fichiers sont similaires, inférieures simplement de quelques centaines.

« La géographie française face à la notion d'échelle... » demeure très largement dans une continuité d'inspiration avec ma thèse. Il en va différemment avec « Le rôle de la graphique dans la modélisation en géographie... » écrit dix ans plus tard, même si ces deux articles m'apparaissent rétrospectivement comme des entreprises assez proches dans leur procédure. Ce second travail m'a permis de m'affranchir (partiellement) de deux choses à la fois : un cadre franco-français et une herméneutique textualiste. Le cadre initial en est ce moment où la géographie anglo-américaine s'est partiellement convertie à une épistémologie nomologisante (dans les années 1950-60) et a promu de (relativement) nouvelles façons de faire basées sur une mathématisation et des cadres théoriques pour partie hypothético-déductifs. C'est dans ce contexte que la catégorie de "model" a été promue, surtout d'ailleurs à partir du milieu des années 1960. De façon relativement peu diserte, les géographes américains (puis britanniques) ont assorti ces élaborations nouvelles d'illustrations géométriques et de dessins qui avaient une congruence plus ou moins évidente avec le geste cartographique, qui dénote la discipline, mais en l'affranchissant de ce qu'il y a de profondément réaliste et singularisant dans la carte classique. Cela les a conduits aussi à reprendre ou élaborer des expressions graphiques abstraites figurant une théorie plus générale dont elles étaient une forme de généralisation symbolique particulièrement adaptée. Le cœur du texte examine une série d'exemples, qui ont une importance historique en ce sens qu'ils ont été rapidement identifiés, reproduits, et associés à un nom d'auteur : modèles d'organisation intra-urbaine (dits « de Burgess », « de Hoyt » et « de Harris et Ullman »), modèles de Christaller, de von Thünen, de Taafe, Morrill & Gould, etc. À des degrés divers, il s'agit à la fois de saisir à quel point ces généralisations symboliques ont donné lieu à des réappropriations (« réécritures », mises en scène, manuélisation) — qu'elles permettaient plus ou moins — et d'interpréter leur statut dans la production disciplinaire : de dispositifs annexes à visée illustrative, elles ont pu devenir de véritables icônes incarnant une sorte de patrimoine de l'analyse spatiale. Un sort particulier est fait à une série de formalisations de Peter Haggett dans *Locational analysis in Human Geography* (1965) dont il y a tout lieu de penser qu'elle est de façon déguisée une théorie générale de la formation d'un espace géographique (ce qu'il appelle une « région polarisée ») en même temps qu'elle jette les bases d'une sémantique et d'une syntaxe de l'analyse spatiale.

J'aurais pu m'en tenir là, sauf que la nature de la sollicitation initiale (présenter ces recherches devant un parterre d'historiens de la linguistique) m'a donné envie de creuser davantage le sillon langagier sous-jacent en leur parlant en outre de ce que R. Brunet (et quelques autres géographes français) avait fait de ce patrimoine visuel et de la volonté de ce dernier d'élaborer une « grammaire de l'espace » pour laquelle il a cherché à systématiser la production iconographique anglo-américaine et à donner un statut autonome à des « modèles graphiques », devenus dès lors beaucoup plus que ce qu'ils étaient auparavant. Je me disais notamment que l'analogie qu'il avait établie entre le signe linguistique et ce qu'il a appelé « chorème », pétrie de références structuralistes, était de nature à piquer la curiosité de ce public. Il y avait par ailleurs un intérêt intrinsèque à indiquer comment ce genre d'élaboration théorique nonchalante<sup>87</sup> de l'analyse spatiale anglophone était passé dans la géographie francophone : c'était une façon d'illustrer une histoire transnationale attentive aux circulations et recompositions d'élaborations abstraites, montrant au passage la variété des styles nationaux et les décalages temporels qui affectent ce qu'on lit trop souvent comme une simple « influence ». Il y a déjà dans la deuxième partie des exemples de réappropriations françaises tardives de tel ou tel modèle. Il y a surtout une troisième partie entièrement dévolue aux origines et étapes de l'élaboration de ce *hapax* qu'a été la « chorématique » brunétienne, ainsi qu'une brève évocation de son destin.

D'avantage encore que lors de la préparation de mon intervention orale, les recherches pour l'article m'ont amené à conduire une enquête tous azimuts autour d'une série d'auteurs (E. Burgess, Homer Hoyt, E. Ullman, C. Harris, W. Bunge, B. Berry, P. Gould, R. Chorley,

---

<sup>87</sup> C'est l'adjectif qui me semble le plus à même de rendre en français le sentiment d'une élaboration intellectuelle d'une portée décisive mais exprimée comme en passant, avec une attitude "laid back" assez sidérante quand on sait le destin de ces images, commentées inlassablement dans la géographie anglophone.

P. Haggett...) que je voulais contextualiser<sup>88</sup> *a minima*. En miroir, j'ai aussi essayé de reconstruire cet arrière-plan socio-historique à travers des indices disséminés dans leur production. Cette tâche s'est heurtée aux faiblesses et lacunes de l'histoire de la *spatial analysis*<sup>89</sup>. Le champ anglo-américain avait produit des examens très ponctuels assez postmodernes (eg Barnes, 2004), quelques livres commémoratifs (eg Berry & Wheeler, 2005) et des panoramas historiques plus ou moins vieillissés (eg Gregory, 1978 ; Johnston, 1979 ; Livingstone, 1993), en définitive peu qui relevât du genre d'historiographie que j'appelle de mes vœux. Il faut dire aussi que la géographie anglo-américaine a depuis 20-30 ans peu à peu cédé la licence de ce style de recherche à la *regional science*, à l'économie spatiale, à des spécialistes des sciences computationnelles<sup>90</sup> (informaticiens, physiciens, statisticiens) et aux *urban studies*, pour se concentrer sur des formes de recherche et de discursivité qui n'ont plus rien à voir avec une épistémologie nomologisante. Les chercheurs actuels qui seraient en mesure de produire autre chose que des *textbooks* sur les "key thinkers" du "spatial turn" semblent s'intéresser à tout autre chose, tandis que les rares spécialistes (D. Livingstone, C. Whithers, etc.) ont bifurqué depuis 15-20 ans vers une histoire spatiale des sciences détachée du contemporain. Je ferais volontiers l'hypothèse que l'histoire *sérieuse* (en particulier récente) de la géographie n'est ni une sinécure ni un intérêt de recherche d'une profession éclatée et déclinante (en particulier aux États-Unis), immergée dans le présent, plus soucieuse de "theory", éventuellement de généalogies légitimantes, que d'un travail lent et laborieux sur des tendances et des auteurs que plus grand monde ne lit, sinon dans ces florilèges que l'on prescrit aux *undergraduate students*.

Ce texte est le seul chantier d'histoire épistémologique qui ait débouché sur un texte de taille substantielle ces dernières années. Il faut dire que mon travail programmatique hors commandes a plutôt privilégié l'histoire des mots<sup>91</sup> et des labellisations, ce qu'englobe l'expression « sémantique historique » depuis ma thèse. J'ai entamé en 2015 une enquête sur l'épithète « politique » et ses corrélats en géographie française, de manière assez fortuite au demeurant. Découvrant qu'un symposium régional de l'Union géographique internationale (UGI) allait se tenir à Moscou en août de cette année-là, j'ai décidé de m'y inscrire. Il y avait plusieurs raisons à cela : je n'avais jamais mis les pieds dans un colloque de l'UGI et avais une certaine curiosité ethnologique à l'égard de ce genre de grand messe ; je caressais l'espoir d'y rencontrer des historiens de la géographie russes et de développer une relation de travail avec eux ; je n'étais pas retourné en Russie depuis vingt-trois ans, et ne m'y étais en outre jamais rendu en été. J'ai noté que les sessions d'histoire de la géographie étaient divisées entre quelque chose de très vieillot célébrant les découvertes de la géographie russe et une session croisée avec la commission de géographie politique (où intervenaient la plupart des non-Russes). J'ai décidé de proposer une contribution intitulée liminairement « Géographie politique, géopolitique, géographie du pouvoir au XX<sup>e</sup> siècle, une réflexion sur des opérations d'étiquetage », qui se voulait un manifeste pour une sémantique historique attentive aux variations terminologiques des sous-genres incluant « politique » (mais aussi « pouvoir ») dans leur intitulé. Je voulais convaincre mon auditoire qu'il n'y avait aucune évidence à poser un substratum commun ou une continuité entre la vieille « géographie politique » du XIX<sup>e</sup> siècle (qui était en fait une « géographie des États » dont elle proposait un devisement assez exhaustiviste) et les différentes sortes de géographie à épithète

<sup>88</sup> S'agissant d'E. Burgess et, à un moindre degré, d'E. Ullman et W. Bunge, j'avais déjà beaucoup lu (Burgess est une figure bien évidemment récurrente de l'historiographie de la sociologie chicagoe, quoique assez mineure). Travailler sur la carrière et les publications d'Homer Hoyt s'est avéré assez intrigant et je regrette de ne pas être allé très loin dans la restitution de ce que j'avais trouvé ; il faut dire que l'article ne s'y prêtait guère.

<sup>89</sup> En tout cas dans la période précédant l'élaboration de mon texte (2014-2015), car depuis divers travaux ont paru, dus notamment à F. Gyuris et B. Michel, *cf. supra*. Il me faut également citer Michiel Van Meeteren, quantitativiste et épistémologue néerlandais découvert à Kiel, d'une érudition et d'une astuce ébouriffantes, mais qui a hélas peu publié en histoire de la géographie.

<sup>90</sup> Lesquels produisent des esquisses « historiques » dont la géographie est totalement absente.

<sup>91</sup> Au demeurant, les deux textes que je viens d'évoquer font aussi de la sémantique historique

politique développées au XX<sup>e</sup> siècle. Sur le cas français, je voulais montrer que les différentes formes de mobilisation du « politique » fonctionnaient par démarcation les unes par rapport aux autres, en faisant de la variation des labels un moyen assez immédiat de se distinguer des élaborations des autres : « géographie politique », « géopolitique », « géographie du pouvoir », « espace du politique », etc., sont autant de formules d'affirmation d'un auteur ou d'un collectif, historiquement situées, et éventuellement référables à un contexte (trans)disciplinaire, mais aussi politique. Je m'appuyais principalement d'un point de vue théorique sur une forte affirmation « nominaliste » (ici synonyme d'anti-substantialisme) et sur les travaux de C. Topalov et, en arrière-plan, sur la « *labelling theory* » des interactionnistes américains (H. Becker).

Durant l'été 2015, j'ai effectué un travail de repérage courant de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle — quand la géographie vidalienne était en passe de renoncer au vocable « géographie politique » dans son acception ancienne — à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, moment où l'on observe une véritable floraison d'étiquettes, en particulier entre le début des années 1980 et la fin des années 1990. J'en ai tiré un certain nombre d'observations visant non pas tant à rentrer dans les contenus qu'à décrypter des opérations successives, politiquement situées et socialement significatives. J'en ai également tiré un canevas chronologique qui appelait une deuxième étape d'examen plus attentif aux différents auteurs et moments repérés. J'ai partagé mes journées entre une participation en pointillés aux sessions (très hétéroclites et assez décevantes dans l'ensemble) et la rédaction intégrale en anglais de mon intervention<sup>92</sup>. L'exercice d'anglophonie était alors entièrement nouveau et avait quelque chose d'assez bizarre, eu égard à mon sujet. J'ai eu l'infortune de tomber dans l'une des rares séances présidées par un maître des horloges psychorigide, qui m'a empêché de dépasser les quinze minutes imparties, alors même que l'auditoire semblait très accroché et a protesté vivement. J'en suis ressorti avec une forte impression d'inachèvement. Plus globalement, rien de ce que j'avais escompté ne s'est réalisé durant cette semaine moscovite : il était assez naïf d'imaginer qu'il existât une historiographie vivante dans un pays frappé par de très fortes restrictions budgétaires et où les chercheurs sont obligés de hiérarchiser leur travail en fonction d'impératifs économiques bien compréhensibles ; j'ai découvert que le *raspad* (désagrégation) disciplinaire observé en 1992 n'avait fait qu'empirer et que le provincialisme d'alors (cf. Orain, 1992) s'accompagnait désormais d'un chauvinisme et d'une bigoterie que l'on ne soupçonnerait pas chez des intellectuels supposés (mais les congressistes russes d'un symposium de géographie étaient-ils tous cela ?).<sup>93</sup>

J'ai repris et approfondi mon enquête pour les besoins d'une présentation devant l'équipe EHGO en septembre de la même année, avant d'être rattrapé par les cours, les revues et tout ce tissage d'obligations qui fait parfois de mon travail personnel une gageure. J'ai néanmoins livré en fin d'année un petit texte intitulé « Tentative d'épuisement d'une conférence parisienne » où je décortiquais à ma manière une conférence croisée de Wolfgang Hartke et Jean Dresch sur la « géopolitique » (1955), dans le cadre d'un dossier de *l'Espace géographique* initié par M.-C. Robic pour mettre en valeur ce document. Il s'agit d'un pur exercice de commentaire dans la droite ligne de ma veine « poétique » consistant à fracturer par l'analyse formelle une dénotation immédiate des textes. J'ai pu imaginer parfois depuis que l'exercice serait à refaire pour l'ensemble du corpus établi lors de mes travaux de repérage, au risque de subvertir ou de noyer les perspectives plus générales que j'ai indiquées précédemment. Le texte en anglais est demeuré inédit et je n'ai encore rien fait pour le reprendre et le « placer » quelque part.<sup>94</sup> En revanche, la direction en 2018-2021 des travaux (mémoire de M1 et projet de thèse en M2) d'Hugo Cupri a donné de nouvelles perspectives à cette direction de recherche. Il a décroché en juin 2021 une bourse de thèse pour un projet intitulé *Les géographes et le politique. La géographie française face à une*

---

<sup>92</sup> J'avais fait en outre un power point en anglais afin de pouvoir déployer l'ensemble des résultats.

<sup>93</sup> Un [billet de blog](#) intitulé « Retour sur un congrès régional de l'UGI » posté en septembre 2015 fait le bilan de cette expérience très mitigée.

<sup>94</sup> Il figure dans le recueil de mes publications à titre de témoignage. Les matériaux dormants sont légion dans mes archives et c'est souvent une demande tierce qui les fait réémerger.



*catégorie fluctuante (1880-2000)*. Je me réjouis de retravailler avec lui sur la question dans les années qui viennent, tandis qu'un projet Villa Vigoni (2019-2022) m'a déjà permis de me familiariser avec la *Politische Geographie* de Friedrich Ratzel et devrait m'amener à reposer ultérieurement le mystère de l'ampleur de sa réception, en particulier chez des non-géographes (Émile Durkheim et Lucien Febvre).

J'ai été contacté par Ulrike Jureit, historienne allemande spécialiste du Nazisme et des crimes de la Wehrmacht, au printemps 2018. Elle cherchait à constituer un projet de conférence trilatérale Villa Vigoni intitulé « Régimes de pouvoir global. La réception géo- et biopolitique des travaux de Friedrich Ratzel à propos d'une théorie de l'espace, en Europe du 20<sup>ème</sup> et 21<sup>ème</sup> siècle ». Je n'ai pas participé à son élaboration (car arrivé après coup) mais ai accepté de porter la responsabilité de la délégation française. Je ne me reconnais pas au demeurant dans la terminologie très foucauldienne du titre et de l'argumentaire principal de ce projet. En revanche, je m'étais toujours dit qu'il faudrait que je me familiarise un jour avec Friedrich Ratzel, non pas tant pour en devenir un spécialiste que pour me faire une idée de ce qu'avait écrit cet auteur, beaucoup lu et cité par des intellectuels français à la charnière des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Pour cette expérience, j'ai mobilisé Marie-Claire Robic, Wolf Feuerhahn et Nicolas Ginsburger. Les deux premiers sont venus avec moi au-dessus du Lac de Côme en décembre 2019. J'avais commencé à lire la traduction par Pierre Rusch de la *Géographie politique* (Ratzel, 1988), dévoré *Quand l'Allemagne pensait le monde* (Korinmann, 1990), épluché la traduction anglaise du fameux texte sur le "*lebenraum*," et découvert d'autres textes traduits à l'époque (notamment un article peu convaincant sur la Corse, publié dans les *Annales de géographie* en 1899). Chemin faisant, j'ai été surpris de découvrir que celui qui est souvent décrié comme le parangon du « déterminisme » rentrait très imparfaitement dans cette catégorie. En suivant certaines interventions et en discutant entre nous de nos impressions de lecture, nous avons vite été amenés à convenir que Ratzel n'était pas, en tout cas dans ce livre, un penseur du « milieu », au sens où put l'être P. Vidal de la Blache, et qu'il y avait dans les comparaisons du début du XX<sup>e</sup> siècle entre ces deux géographes quelque chose de dissonant. Un autre motif d'étonnement m'ayant saisi est la promptitude des inférences généralisantes chez Ratzel : elles sont partout et dessinent une forme de revendication nomologique dont la base empirique devait déjà sembler ténue dans les années 1900. À bien des égards, enfin, j'en suis venu à me dire que le "*raum*," de Ratzel gagnerait à être traduit aujourd'hui en français par « territoire » plutôt que par « espace », tant ce sont des dimensions d'« étendue » appropriée, de confrontation entre « peuples » humains et de circulation-migration qui prévalent. Par contraste, son "*boden*," (sol) garde quelque chose d'assez résistant à la compréhension, même s'il a quelque chose d'immédiatement agricole et nourricier, sans être pris pour autant dans des considérations biogéographiques. Malgré le caractère très rouillé de mon allemand, l'étape suivante sera de le lire dans la langue d'origine, si je veux améliorer mes constats. Reste un auteur très difficile à lire (traduit), dont je ne m'explique pas la notoriété pour le moment, sauf à imaginer qu'il n'a pas eu d'équivalent en son temps.

La sémantique historique, comme on l'aura noté à propos de ce dernier exemple, a été à la fois l'une des mes activités les plus constantes durant ces douze dernières années, en prélude à des cours ou à des interventions en séminaire, et celle qui a le moins débouché sur des publications : mon travail sur « espace », « territoire », « écologie humaine », les épithètes « politique » et « sociale », sans parler de celui sur quelques « ismes » (« possibilisme », « constructivisme », « spatialisme », « positivisme », etc.), demeure à l'état de fragments, textes de blogs ou d'encyclopédie, dossiers, notes de cours... On peut y voir alternativement autant d'inachèvements caractéristiques ou une masse d'investigations déjà capitalisées que j'ai le devoir d'approfondir, de mener à terme et partant de publiciser, avec cet étrange rapport au temps où rien n'urde jamais.

La question se pose également, encore que de manière moins évidente, à propos des quelques tentatives relevant d'une « histoire de l'histoire de la géographie » que j'ai été amené à produire par le passé, qu'il s'agisse de réaliser un retour réflexif sur mon propre champ pour la

Biennale de Porquerolles *Qu'est-ce que l'historicité des idées linguistiques ?* (2009) ou du travail effectué en janvier 2015 pour reconstituer la trajectoire des équipes constituant l'UMR « Géographicités », dans la position inconfortable de l'historien de sa propre institution. Je persiste à penser qu'il y a là un risque apologétique redoutable et que l'on peut difficilement s'abstraire d'un ensemble de contraintes qui neutralisent pour partie les exigences de distanciation sans lesquelles le travail historique peine à sortir du mémorialisme.

\*

\*\*

Si j'essaie de récapituler ce qu'a été mon activité de chercheur depuis mon détachement au CNRS en 2001-2004, se dessinent trois périodes assez distinctes. La première (2001-2006) se caractérise par un mélange de liberté nouvelle, de confiance et d'urgence ; une menace très grave sur mon existence en constitue l'arrière-plan. C'est une période où j'ai beaucoup écrit, à commencer par la majeure partie de ma thèse, et appliqué les procédures de celle-ci à de nouveaux objets ou des pistes alternatives. Même redevenu PRAG (2004-2006), j'ai continué à bénéficier de cet élan. Une deuxième période (2006-2012) s'ouvre avec mon élection au CNRS et mon retour en région parisienne, durant laquelle, bien loin de gagner en euphorie, j'ai éprouvé les plus grandes difficultés à trouver mes marques et à prendre des initiatives. J'avais un mal fou à me projeter dans un avenir à moyen terme, pour des raisons qui ont beaucoup à voir avec mon histoire médicale, matérielle et conjugale. Enseigner et écrire des avis sur des articles ou des billets de blog, en somme des activités très immédiates, occupait une part écrasante de mon temps, outre un engagement associatif qui a eu parfois des allures de sacerdoce. C'est loin d'avoir été une période stérile cependant, car j'ai accumulé les lectures et les matériaux, notamment via les cours que je donnais. Ce fut un moment d'accumulation primitive sur l'historiographie de Mai-Juin 68. J'ai aussi écrit quelques rares articles, dont l'un, « Écrire sur 68 en spécialiste », s'est avéré une promesse et une carte de visite. Les basses eaux sont devenues un puits durant la période noire (novembre 2010 – juillet 2012) où j'ai vécu avec un bras cassé et dans le deuil. Une troisième période (depuis juillet 2012) a été un temps de reconstruction et de productivité retrouvée, en quelque sorte crescendo, même si occasionnellement les séquelles du passé viennent contrecarrer ou ralentir mes projets. C'est une période où il m'est devenu beaucoup plus facile d'impulser ou de diriger des projets ou des entreprises collectives. J'ai écrit et défriché autant sinon davantage que durant les années 2001-2006, porté par l'intérêt et la confiance d'une poignée de collègues et d'ami-e-s. Je co-dirige deux revues et une équipe de recherche, ai dirigé trois thèses, une quatrième à venir, en ai accompagné moins intensément plusieurs autres. C'est peut-être une illusion, mais j'ai le sentiment persistant de vivre désormais une situation de fait où la seule chose qui me manque est un statut institutionnel (et les revenus) correspondant aux rôles que j'exerce de fait et au genre de reconnaissance (de plus en plus interdisciplinaire) dont je bénéficie.

Bon nombre de ces activités de « faisant fonction » sont destinées à demeurer invisibles, parce qu'elles relèvent du secret des comités de rédaction ou du souci de ne pas diminuer les mérites des personnes qu'il a fallu à un moment ou un autre aider un peu plus qu'il n'est loisible de l'admettre. Même si c'est un usage très répandu que d'ajouter son nom à un article dont on a suscité ou encadré l'écriture, je m'y refuse complètement, ce qui n'a rien d'original quand on a baigné trente ans dans la culture et les valeurs de l'équipe EHGO. Une tâche d'encadrement me tient particulièrement à cœur : celle qui m'a fait accompagner depuis le master, voire bien avant, quelques étudiants vers le doctorat, la maîtrise de conférences, et même au-delà, en leur donnant tout ce qui était susceptible de les aider à s'épanouir et à devenir des géographes ou des historiens des sciences. La période est encore moins favorable à ce qu'ils acquièrent une position stable que celle durant laquelle ma génération a essayé de trouver des postes dans le supérieur, et peut-être

seraient-ils plus nombreux si les conditions de recrutement étaient différentes.<sup>95</sup> Malgré tous les obstacles, certains ont fait le pari de se lancer quand même dans une thèse d'histoire des sciences, un autre fait une thèse de géographie rurale. D'autres ne me sont pas liés aussi directement mais sont des visiteurs de l'après-midi, après ces moments très particuliers de dialogue qu'ont pu être les séminaires de M2. D'autres enfin débarquent d'ailleurs, soit qu'on leur ait recommandé de venir discuter avec moi, soit qu'ils m'aient lu, soit enfin qu'on leur ait dit mon écoute et mes exigences. Ils forment par leur jeunesse et leurs promesses la possibilité d'un avenir pour une histoire de la géographie ou des « savoirs sur l'espace » (comme disent mes collègues soucieux d'élargir l'empan de ces recherches) qui risque sinon de devenir un hobby occasionnel ou le résultat navrant d'entreprises légitimantes. Les voir longuement et régulièrement, les encourager, les nourrir, réagir à ce qu'ils élaborent et écrivent, c'est entre autres choses une façon de les professionnaliser, avec le souci de les laisser libres de tracer leur propre sillon. C'est peut-être un peu cela, « faire école » : un côtoiement constructif, matrice de personnalités autonomes et créatives.

Cet avenir de l'histoire de la géographie, j'ai bien conscience qu'il reposera, la démographie de cette spécialité étant ce qu'elle est, sur les épaules de très rares personnes, et notamment de l'auteur de ces lignes. J'ai peut-être encore quinze ans de carrière institutionnelle devant moi, peut-être plusieurs décennies de production si ma longévité contrecarre des péripéties qui s'éternisent depuis vingt-six ans. J'en fais le vœu, avec l'idée d'approfondir une formule mixte où le traitement d'objets *mainstream* permettra peut-être de revisibiliser l'histoire d'une discipline qui n'a rien d'insignifiant. Je crois que cette réflexion montre qu'avoir une assise sociale est le moteur de tout accomplissement. Elle a aussi pour vocation d'y contribuer, ce qui ne manque pas d'ambiguïté.

Resterait peut-être à définir rétrospectivement le sens et l'unité de tout ce que j'ai entrepris et pourrais entreprendre, en évitant le difficile écueil du solipsisme de l'unité biographique. Ce serait peut-être d'abord comme un geste de lecteur myope, qui en s'appesantissant sur les contours flous que laissent des inscriptions révolues, tend à leur donner un dessin net ou revigoré. Ce serait ensuite un principe de charité putnamien, y compris dans la roserie, qui égalise les auteurs, les thèmes et les réalisations, et met en suspens les hiérarchies, parce qu'il y a des paysages effacés ou muets de nos palimpsestes contemporains qu'il est intéressant de faire saillir ou d'exhumer. Ce serait enfin le motif policier du *profiler*, et cette sorte d'intuition restituante — qui devrait du reste ne pas concerner que des individus — que l'on peut comprendre quelque chose d'une personne, d'un habitus ou d'un sentiment collectif, à travers des traces, en l'occurrence langagières : que cette reconstruction soit reconnue juste en serait la récompense ou la validation.

---

<sup>95</sup> C'est ainsi que je m'explique pour partie le *sex ratio* invraisemblablement déséquilibré parmi les doctorants de l'équipe (et les « miens » notamment) : les jeunes femmes se montrent dans l'ensemble beaucoup plus pragmatiques eu égard à leurs chances de trouver un emploi après une thèse, se tournant volontiers vers l'agrégation et évitant les sujets notoirement peu rentables, comme l'histoire et l'épistémologie de la géographie.

## RÉFÉRENCES NON AUCTORIALES CITÉES

- Abbott, A., 1999, *Department and Discipline: Chicago Sociology at One Hundred*, Chicago, University of Chicago Press.
- Abramov, L. S., 1972, *La description de la nature de notre pays. Le développement des caractérisations physico-géographiques* (Opissaniia prirody nachei strany. Razvitiie fiziko-guiéografitcheskikh kharaktiéristik), Moscou, « Mysl' ».
- Alavoine, S., 1996, « Les mots des géographes (1907, 1970, 1992) [Lecture croisée à propos de la lettre A] », *L'Espace géographique*, XXV-3, p. 233-244.
- Amsterdamska, O., 1987, *Schools of Thought: the Development of Linguistics from Bopp to Saussure*, Dordrecht, D. Reidel.
- Artières, P. & Zancarini-Fournel, M., dir., 2008, *68 : Une histoire collective, 1962-1981*, La Découverte.
- Auriac, F., 1983, *Système économique et espace*, Paris, Économica, « Géographia », 4.
- Barnes, T. J., 2004, "Placing ideas: genius loci, heterotopia and geography's quantitative revolution", *Progress in Human Geography*, 28 (5), p. 565-595.
- Barthes, R., 1964, « Écrivains et écrivants », *Essais critiques*, Paris, Le Seuil ; rééd. « Points Essais », 1981, p. 154-161.
- Baudel, J., 1972, *Le Vin de Cahors*, Luzech, éditions quercynaises ; réédité en 1995.
- Baudelle, G., Ozouf-Marignier, M.-V. & Robic, M.-C., dir., 2001, *Géographes en pratiques (1870-1945). Le terrain, le livre, la Cité.*, Rennes, P. U. de Rennes, « Espace et territoires ».
- Becker, H., 1973, *Outsiders: Studies in the Sociology of Deviance*, New York, The Free Press; tr. fr.: *Outsiders*, Paris, Anne-Marie Métailié, 1985.
- Berry, B.J.L. & Wheeler, J.O., 2005, *Urban Geography in America 1950-2000, Paradigms and Personalities*, New York & London, Routledge.
- Brunet, R., 1972, « Les nouveaux aspects de la recherche géographique : rupture ou raffinement de la tradition ? », *L'Espace géographique*, 1972, I, n° 2, p. 73-77.
- Brunet, R., 1972, *Les Mots de la géographie. Dictionnaire critique*, Montpellier-Paris, Reclus / La documentation française.
- Chenu, A., 2002, « Une institution sans intention. La sociologie en France depuis l'après-guerre », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, p.46 - 59.
- Claval, P., 2002, « Perspectives sur l'histoire de la Géographie. À propos de quelques ouvrages récents », *Géocarrefour*, 77-2, p. 145-159.
- Clerc, P. & Robic, P., 2015, *Des géographes hors les murs ? Itinéraires dans un monde en mouvement (1900-1940)*, Paris, L'Harmattan, « Histoire des sciences humaines » ;
- Collectif, 1989, « Mai 68 et les sciences sociales », *Cahiers de l'IHTP*, n° 11, CNRS, avril 1989.
- Collins, R., 1995, « Les traditions sociologiques », *Enquête* [En ligne], 2, mis en ligne le 10 juillet 2013, consulté le 25 janvier 2014. URL : <http://enquete.revues.org/302> ; DOI : 10.4000/enquete.302
- Damamme, D., et al. (éd.), 2008, *Mai-Juin 68*, Ivry-sur-Seine, Les Éditions de l'atelier.
- Debarbieux, B., 2010, « Les Mots pour le dire. Orain O. (2009). *De plain-pied dans le monde. Écriture et réalisme dans la géographie française au XX<sup>e</sup> siècle*. Paris : Éditions de l'Harmattan, coll. « Histoire des sciences humaines », 432 p. », *L'Espace géographique*, 39/3, p. 283-284.
- Dreyfus-Armand, G., Frank, R., Lévy, M.-F., Zancarini-Fournel, M., dir., 2000, *Les Années 68. Le temps de la contestation*, éditions Complexe, rééd. Complexe, « Historiques » 2008.
- Elias, N., 1972, "Theory of science and history of science: comments on a recent discussion", *Economy and Society*, Vol. 1, n° 2, p. 117-133.
- Elias, N., 1991, *La Société des individus* [Die Gesellschaft der Individuen, 1987], Paris, A. Fayard.

- Elias, N., 2016, *La Dynamique sociale de la conscience. Sociologie de la connaissance et des sciences*, Paris, La Découverte,
- Fabiani, J.-L., 2005, « Faire école en Sciences Sociales. Un point de vue sociologique », *Cahiers du CRH*, n° 36 p. 191-207.
- Feyerabend, P., 1979, *Contre la méthode* [1975, tr. fr. B. Jurdant et A. Schlumberger], Paris, Le Seuil.
- Geison, G.L., 1981, "Scientific Change, Emerging Specialties, and Research Schools", *History of Science*, XIX-1, p. 20-40.
- Geison, G. L. & Holmes, L., eds, 1993, *Research Schools: Historical Reappraisals*, Osiris, The University of Chicago Press.
- Genette, G., 1976, *Mimologiques*, Paris, Le Seuil.
- Gobille, B., 2008a, « La vocation d'hétérodoxie », dans D. Damamme *et alii*, *Mai Juin 68*, Les éditions de l'atelier, 2008, p. 274-291.
- Gobille, B., 2008b, « L'événement Mai 68. Pour une sociohistoire du temps court », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2008/2, 63e année, p. 321-349.
- Gregory, D., 1978, *Ideology, Science and Human Geography*, London, Hutchinson.
- Grémion, P., 2008, « Les sociologues et 68. Notes de recherche », *Le Débat*, n° 149, p. 20-36.
- Gyuris, F., 2014, *The Political Discourse of Spatial Disparities. Geographical Inequalities Between Science and Propaganda*, Berlin-Heidelberg-New York, Springer Verlag, 'Contributions to Political Science'.
- Hughes, E., 1963, "Professions", *Daedalus*, 92, n° 4, p. 655-668.
- Hughes, E., 1970, "The Humble and the Proud: Comparative study of Occupations", *The Sociological Quarterly*, 9(2), p. 147-156.
- Hughes, E., 1996, *Le Regard sociologique. Essais choisis*, Paris, eds de l'EHESS, « Recherches d'histoire et de sciences sociales ».
- Jobert, B. & Muller, P., 1987, *L'État en action, politiques publiques et corporatisme*, Paris, Presses universitaires de France.
- Johnston, R., 1979, *Geography and geographers*, London, Edward Arnold.
- Juan, S., 2010, « La sociologie française d'aujourd'hui : au cinquantième anniversaire de la création de la licence de sociologie à l'université française », *Socio-logos* [En ligne], 5.
- Korinman, M., 1990, *Quand l'Allemagne pensait le monde. Grandeur et décadence d'une géopolitique*, Paris, Fayard.
- Kuhn, T. S., 1970a, *The Structure of Scientific Revolutions*, Chicago, the University of Chicago Press, 2<sup>nd</sup> edition [tr. fr. *La structure des révolutions scientifiques*, L. Meyer, Paris, Flammarion].
- Kuhn, T. S., 1970b, "Notes on Lakatos", *PSA: Proceedings of the Biennial Meeting of the Philosophy of Science Association*, p. 137-146.
- Kuhn, T. S., 2000, *The Road Since Structure. Philosophical Essays, 1970-1993, with an Autobiographical interview*, Chicago, The University of Chicago Press.
- Lacroix, B., 1986, « À contre-courant : le parti-pris du réalisme », *Pouvoirs*, n° 39, p. 117-127.
- Laferté, G., Pasquali, P., Rénahy N. (dir.), *Le Laboratoire des sciences sociales. Histoires d'enquêtes et revisites*, Paris, Raisons d'agir, « Cours et travaux ».
- Lassave, P., 1997, *Les Sociologues et la recherche urbaine dans la France contemporaine*, Toulouse, P. U. du Mirail.
- Lefort, I., 2003, « Références scientifiques et préférences littéraires. Pour un déchiffrement brunetien », *Géocarrefour*, LXXVIII-1, p. 79-88.
- Lepenies, W., 1990, *Les trois Cultures. Entre science et littérature, l'avènement de la sociologie* [1985, tr. fr. H. Plard], eds de la MSH.
- Lewis, B., 1984, *Comment l'Islam a découvert l'Europe* [1982, trad. A. Péliissier], Paris, La Découverte.
- Livingstone, D., 1992, *The Geographical Tradition: Episodes in the History of a Contested Enterprise*, London, John Wiley.
- Michel, B., 2016, "Seeing spatial structures: On the role of visual material in the making of the early quantitative revolution in geography", *Geografiska Annaler: Series B, Human Geography*, Vol. 98, p. 189-203.

- Molina, G., 2010, *Les faiseurs de la ville et la littérature : lumière sur un star-system contemporain et ses discours publics : des usages de la littérature au service de l'action des grands architectes-urbanistes*, Toulouse, université de Toulouse-Le-Mirail, sous la direction de R. Marconis.
- Morrell, J. B., 1972, "The Chemist Breeders: The Research Schools of Liebig and Thomson", *Ambix*, n° 19, p. 1-46.
- Mouriaux, R., Percheron, A., Prost, A., Tartakowsky, D., dir., 1992, 1968. *Exploration du mai français*, L'Harmattan, « Logiques sociales », 1992, 2 vol.
- Nora, P., 1972, « L'événement monstre », *Communications*, n° 18, p. 162-172.
- Pollak, M., 1989, « Signes de crise, signes de changement », dans *Cahiers de l'IHTP*, « Mai 68 et les sciences sociales », n° 11, avril 1989, p. 9-20.
- Puech, C., 2015, « La notion d'« école linguistique » : unité, singularité, pluralité », *Histoire Épistémologie Langage*, 37/2, p. 5-15.
- Putnam, H., 1967, "The Meaning of Meaning", in K. Gunderson (dir.), *Language, Mind and Knowledge*, Minneapolis, University of Minnesota Press, p. 131-193 [tr. fr. dans P. Ludwig, *Le Langage*, Flammarion (GF Corpus), 1997].
- Putnam, H., 1984, *Raison, vérité et histoire* [1981, trad. A. Gerschenfeld], Paris, Minuit, « Propositions ».
- Ratzel, F., 1988, *Géographie politique* [tr. fr. Pierre Rusch, dir. scientifique Charles Hussey], Paris, Éditions régionales européennes / Économica.
- Rey, V. & Brunet, R., 1996, *Géographie Universelle. 10 Europes orientales, Russie, Asie centrale*, Paris / Montpellier, Belin / Reclus.
- Robic, M.-C., 1991, « La stratégie épistémologique du mixte. Le dossier vidalien », *Espaces-Temps*, n° 47-48, p. 53-66.
- Robic, M.-C., Tissier, J.-L., Pinchemel, P., 2011, *Deux siècles de géographie française. Une anthologie*, Paris, CTHS, 2<sup>e</sup> édition.
- Ross, K., 2002, *May 68 and its afterlives*, Chicago, University of Chicago Press [tr. fr. Mai 68 et ses vies ultérieures, Bruxelles, Éditions Complexes, 2005].
- Rot, G., Vatin, F., 2008, « L'enquête des Gaston ou les sociologues au travail. Jacques Dofny et Bernard Mottez à la tôlerie de Mont-Saint-Martin en 1955 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 175, p. 62-81.
- Rot, G., Vatin, F., 2018, « Sociologie du travail et travail sociologique. Conduite à distance des enquêtes et confrontation au terrain des jeunes chercheurs dans les années 1950 », dans G. Laferté, P. Pasquali, N. Rénahey (dir.), *Le Laboratoire des sciences sociales. Histoires d'enquêtes et revisites*, Paris, Raisons d'agir, « Cours et travaux », p. 117-148.
- Roux, M., 1992, *Les Albanais en Yougoslavie. Minorité nationale, territoire et développement*, Paris, éditions de la Maison des Sciences de l'Homme.
- Saint-Pol, T. de, 2004, *N'oubliez pas de vivre*, Paris, Albin Michel.
- Scheibling, J., 2011, *Qu'est-ce que la géographie ?*, Paris, Hachette, « Carré géographie », 2<sup>e</sup> éd.
- Servos, J. W., 1993, "Research Schools and Their Histories", *Osiris*, vol. 8, p. 2-15.
- Tiryakian, E., 1979, "The Significance of Schools in the Development of Sociology", in W.E. Siznek, E.R. Fuhrmann et M.K. Miller (dir.), *Contemporary Issues in Theory and Research. A Metasociological Perspective*, Westport, Greenwood, p. 211-233.
- Topalov, C., 2003, « Écrire l'histoire des sociologues de Chicago », *Genèses*, n° 51, p. 147-159.
- Topalov, C., 2004, « Les usages stratégiques de l'histoire des disciplines. Le cas de l'« école de Chicago » en sociologie », dans Johan Heilbron, Remi Lenoir et Gisèle Sapiro (ed.), *Pour une histoire des sciences sociales. Hommage à Pierre Bourdieu*, Paris, Fayard, 2004, p. 127-157.
- Waquet, F., 2008, *Les enfants de Socrate*, Paris, Albin Michel.